This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

SA 3440.7

Harvard College Library

FROM THE GIFT OF

LUCIUS CARY TUCKERMAN

(Class of 1897)

FOR BOOKS RELATING TO
MEXICO

A LOS MEJICANOS.

MEMORIA

DEL

GENERAL DON JOSÉ ANTONIO FACIO,

EX-MINISTRO DE GUERRA Y MARINA.

PARIS : IMPRENTA DE MOQUET Y COMP.ª.

CALLE DE LA HARPE, N.° 90.

MEMORIA

QUE SOBRE LOS SUCESOS DEL TIEMPO

DE SU MINISTERIO,

Y SOBRE LA CAUSA INTENTADA

CONTRA LOS CUATRO MINISTROS DEL EXCELENTISIMO

SEÑOR VICE-PRESIDENTE DON ANASTASIO BUSTAMANTE,

PRESENTA A LOS MEJICANOS

EL GENERAL, EX-MINISTRO DE GUERRA Y MARINA,

DON JOSÉ ANTONIO FACIO.

PARIS,

1835.

~~2304.12.5~~
SA 3440.7

HARVARD COLLEGE
JAN 3 1907
LIBRARY.

The gift of
L. C. Tuckerman

MEJICANOS:

1. Cuando salí del ministerio de guerra y marina que el Vice-Presidente de la República don Anastasio Bustamante me hizo el honor de confiarme, juzgaba yo oportuno dar cuenta á la nacion de todos mis actos gubernativos, mas para justificar la aprobacion que habia merecido á las Cámaras que para responder á las declamaciones sistemáticas de la oposicion revolucionaria. El triunfo de esta sin embargo y las violencias del poder ilegal que esclavizaba ya la República, y á cuya cabeza estaba don Manuel Gomez

Pedraza, ó mas bien don Valentin Gomez Farías, me obligaron á mudar de dictámen. ¿Que habria adelantado con la franca exposicion de mi conducta? Excitar mas las pasiones; porque en vano hubiera tenido demi parte la verdad y las leyes: el bando criminal que habia despedazado el libro santo de vuestros derechos, hubiera ahogado mi voz con sus clamores con tanto mas encono, cuanto que mi defensa debia ser la apología de la libertad y del orden. Resolvime pues á callar, y he callado hasta ahora, esperando con paciencia la vuelta de la razon y la justicia.

2. La acusacion intentada contra los ministros del Vice-Presidente don Anastasio Bustamante en nada alteró mi última resolucion. La asemblea que se llamaba *Cámara de Diputados*, era á mis ojos y á los ojos de la gran mayoría del pueblo mejicano, una farsa de la faccion usurpadora, un simulacro ilegal, de orígen impuro y autoridad ilegítima, cuyos actos llevaban la marca de la nulidad y contra el cual debia protestar todo ciudadano amante de su patria. ¿Que caso podia yo hacer de los alaridos sediciosos de una junta sin otro carácter que el de una reunion pública de conspiradores? Mi dignidad como hombre, mis derechos como ciudadano, mis prerrogativas como ministro, me señalaban la senda que debia seguir y de que por vosotros, por las leyes, por la libertad y el honor no me era licito desviarme.

3. Porque en efecto ¿que otra legitimidad tenian los actos de aquella reunion sino la que da la fuerza momentanea de una victoria? ¿Era de creer que luego que la nacion sacudiera el yugo del despotismo revolucionario, sancionara las disposiciones que mas en contradiccion

estaban con sus leyes fundamentales? ¿Tendrian mas larga vida los abusos de un partido que la prudencia del pueblo y la sabiduría de su gobierno? ¿No habia ya un Mejicano que despreciando los aplausos falaces del bando desorganizador entrara en el templo de la libertad y purificara su profanado altar, borrando con fuego expiatorio hasta las huellas de los impios? ¿El que habia recibido de la naturaleza talentos distinguidos, nobles afectos, alta ambicion de gloria ¿querria condenarse á snfrir eternamente el yugo de esos miserables, esclavos en la adulacion, y tiranos en la exigencia?

4. Tanta bajeza no podia anidarse en pechos mejicanos; asi, cuando desaparecieron las ilusiones, esos fuegos fátuos de la vida del hombre que cruzan y se multiplican en la noche de las revoluciones, vimos á un ciudadano que pesando los verdaderos intereses de la República, y conociendo la instabilidad de los partidos y su insuportable tiranía, dió una leccion insigne á las revolucionarios, manifestando á la faz del mundo que el gefe de un pueblo libre no debe ser ministro de una parcialidad. La nacion ha aplaudido con una sonrisa de esperanza su justa y acertada resolucion, cuando para reparar los estragos de la pasada tiranía declaró la nulidad de la asemblea usurpadora, declarando nulos los mas esenciales de sus actos.

5. Se ve pues que la nacion piensa como yo, y que no se mezclaba entonces en mis opiniones el interes personal, como no se mezcla tampoco ahora en mi nueva determinacion. Callé, cuando no hubiera sido escuchado; hablo, cuando estoi seguro de ser oido. Mi memoria no es una defensa, porque para defenderme seria menester que

fuese acusado como previenen las leyes; (1) es una explicacion, porque hai inculpaciones que me importa desvanecer, y puntos que nos conviene á todos aclarar. La opinion pública es el tribunal irrecusable que juzga al hombre público : yo comparezco pues ante vosotros, y espero resignado vuestro fallo.

6. Ninguno de vuestros derechos soberanos os impone deberes mas sagrados que el que teneis como pueblo libre

(1) La declaracion del gran jurado instruso de haber lugar á formarse causa á los ministros del Vice-Presidente don Anastasio Bustamante no tiene fuerza ni valor, porque son nulos los actos que emanan de un principio ilegal. La cámara que se erigió en gran jurado, como se ha dicho, era nula, y es prueba de su nulidad el que hasta el señor Presidente actual, que tan bien conoce su orígen, la considera tal, como la confirma entre otras la resolucion del mismo señor Presidente, que reintegra en el egercicio de sus funciones á los individuos de la Alta Corte de Justicia, suspensos á consecuencia de haberse declarado por esa misma Cámara haber lugar á formacion de causa contra ellos. Obsérvese de paso que esa resolucion deja anulada forzosamente de hecho y de derecho la declaracion contra nosotros. ¿ Que contradiccion no resultaria, si la declaracion de aquella Cámara tuviese cumplido y legal efecto en un caso, no habiendolo tenido en el otro ? ¿No se seguiria entonces que la Alta Corte de Justicia existente no podria juzgarnos ? Porque á la verdad, ó la declaracion de haber lugar á formacion de causa contra sus individuos es legal y por consiguiente válida, ó no : si es válida, la mayoria de los individuos encausados de ese tribunal permanecen todavía suspensos de derecho, y hubiera sido hollar la constitucion el anular la declaracion de la Cámara; si no lo es en su caso, no debe serlo en el nuestro y entonces la Alta Corte no puede juzgarnos puesto que no ha precedido la declaracion de haber lugar á la formacion de causa, hecha conforme á la constitucion por una Cámara legalmente instalada.

de juzgar á vuestros funcionarios. El ejercicio de tan alta prerogativa, ora deis á vuestros juicios la forma de opinion pública, ora los formuleis como sentencia por medio de vuestros magistrados y tribunales, trae consigo una responsabilidad tremenda, responsabilidad que nunca eludiréis, si por desgracia os sedujere alguna vez el error, ó vuestros enemigos lograren precipitaros en el abismo que han abierto á vuestros pies.

7 Ni viene la importancia de tales deberes del esplendor de la gloria ó de la majestad de la justicia; nace sí de la naturaleza misma de los gobiernos democráticos, y es la primera condicion de vida de sus leyes, la garantía mas segura de su libertad. Si el abuso del poder judicial en las causas ordinarias corrompe las costumbres públicas y despedaza los vínculos de la sociedad ¿qué estragos no producirá la iniquidad de un pueblo entero, representada en el fallo apasionado de los perversos, y confirmada con el silencio de los tímidos? ¿qué campo no ofrecerá á la malicia de los partidos la efervescencia popular? ¿con qué sagacidad no procurarán las facciones valerse de la confusion de la multitud, para hacerle ver un enemigo público en cada hombre que sus odios señalen, un crímen en cada una de sus acciones, una intencion pérfida en cada palabra, un plan liberticida en cada pensamiento? Asi suelen abrirse las puertas á la anarquía con el pretexto de encadenar el despotismo, y derribado el valladar que asegura el honor, los bienes, la paz y la inocencia de los buenos ciudadanos, quedan las repúblicas á merced del primer aventurero que osa llevar una mano sacrílega á su imperio.

8. Por la misma senda que van á arrebatar la suprema autoridad los que aspiran á ella, van tambien los que desean enriquecerse y medrar con los desórdenes y tumultos: unos y otros aborrecen á los amigos sinceros de la libertad, y á los funcionarios incorruptibles que reprimen la licencia y enfrenan la sedicion; unos y otros les prodigan los mas infames dicterios, forjan para perderlos todo género de calumnia, y excitan contra ellos todas las passiones violentas. Cuanto mas elevada es la posicion de los defensores de las leyes, tanto mas rencoroso es siempre el encarnizamiento de sus contrarios, y en los tiempos calamitosos, en que á fuerza de conmover todas las clases del estado, se ha destruido el saludable horror que inspiran en las naciones bien constituidas los trastornos políticos, nunca faltan malévolos é incautos: aquellos para usurpar la voz del pueblo; estos para creer voto universal, lo que no es sino artería de faccion ó pretexto de venganzas individuales.

9. Mas no porque el abuso de cualquiera de vuestros derechos pueda ser peligroso, os debeis abstener de egercerlos con la dignidad qué conviene á un pueblo grande. Yo quisiera solamente que los que de vosotros son llamados á desempeñar las funciones de jueces, olvidaran por algun tiempo sus opiniones particulares, cualesquiera fuesen, y solo tuvieran presentes las leyes de la República; y si eso no está al alcance de la razon humana, que pensaran que la causa de cada uno de nosotros es la suya, y que dado el primer egemplo de arbitrariedad, nadie estará seguro de no ser víctima de su propia injusticia.

10. En una nacion en que cualquiera ciudadano puede llegar á obtener todos los cargos del estado, ninguno debe creerse á cubierto de la influencia de un antecedente ilegal. Hoi somos acusados los cuatro ministros del Vice-Presidente don Anastasio Bustamante : Agentes de la administracion actual, Diputados, Senadores, Ministros de los tribunales, Magistrados del pueblo, Gefes de las tropas, mañana lo sereis vosotros. Bastará que las circunstancias hagan pasar á otras manos el poder, para que un vil calumniador os convierta en blanco de sus antiguos resentimientos; y aunque hayais guardado intacto el honor de la República, aunque hayais evitado la efusion de sangre, y protegido la seguridad personal y los bienes de fortuna de sus miembros, aunque hayais conjurado los males que amenezaban á la patria ¿de qué os servirá vuestra inocencia, si no podeis contar con la proteccion de las leyes ni con la imparcialidad de los jueces?

11. Seria pues dudar del buen sentido de la mayoría del pueblo el creer que los mas de vosotros, o Mejicanos, mirais nuestra causa como agena del público interes, y ofender vuestra honradez el pensar que solo os interesais en ella por el deseo de vernos condenados, y no por la esperanza de que nos podamos justificar. No; yo nunca os haré tal ofensa: mis desgracias no son obra vuestra, sonlo de la fatalidad de las revoluciones y del encarnizamiento de un partido anarquista, que ha jurado no reposar mientras vivan los mas acérrimos defensores de la libertad y del órden. La satisfaccion con que toda la Union Mejicana ha visto libre y triunfante á uno de

mis colegas, la simpatía excitada por el que ha tenido la desgracia de sufrir las vejaciones de nuestros perseguidores, y el asilo que los otros dos hemos encontrado en todos los estados de la República cuando tanto empeño ponian en apoderarse de nuestras personas, la indignacion con que los buenos ciudadanos han manifestado en su silencio que condenaban los amaños y torpezas de nuestros enemigos, todo me convence de que si los jueces intrusos del bando contrario aguardaban la víctima para inmolarla, la inmensa mayoría de la nacion espera al ciudadano acusado para escuchar sus descargos.

12. Si yo no me he dirijido á la Cámara donde se presentó esa acusacion contra mí, fué porque la consideré nula, y no por que temiera la severidad de las leyes ni porque me faltaran razones con que justificar los actos de mi ministerio. Si razones hubieran valido ¿no me creo ahora con las suficientes para responder á mis calumniadores? ¿no eran estas las mismas entonces? Y el que está convencido de no haberse apartado en un ápice de las leyes ¿porqué habia de temer sus rigores? Yo temí lo que temió toda la República entonces; temí que el espíritu de venganza que se exhalaba en todos los actos de una faccion victoriosa no profanara la santidad de la justicia como habia hollado la magestad de las leyes; temí que el grito de las pasiones no ahogara la voz de la razon, y que el poder oculto que armaba de puñales las manos de nuestros jueces, no arrastrara la multitud á los excesos mas horribles; temí que el cadalso que los enemigos de la patria levantarian al parecer contra nosotros, no devorara á los mejores ciudadanos; temí en

fin que mi cabeza no comprometiera la de todos los funcionarios que habian servido al estado con fidelidad bajo nuestra administracion ¿ Quién ignora lo que se trataba en los obscuros conciliábulos de la calle de Tiburcio? ¿Quién desconoce las propuestas infames hechas á un abogado bien conocido por su pericia forense, para vencer su probidad y arrancarle sus consejos á fin de perseguirnos con mayor acierto y lograr con mas seguridad nuestra ruina? ¿ Quién no aprobó entonces y no aprueba ahora con la misma efusion la noble entereza de aquel ciudadano, que por respetar los lazos que lo unian á un proscripto, no temió incurrir en la desgracia de los usurpadores del poder?

13. Nadie condenará, Mejicanos, el sacrificio que debió costar á mi amor propio lo que mis adversarios no han dejado de calificar de miedo. Me he criado en el campo de batalla, la mayor parte de mi vida ha sido un combate continuo, y ni mis gefes, ni mis camaradas, ni las distinguidas tropas que he tenido el honor de mandar han visto en mí el mas ligero síntoma de esa flaqueza. Yo lo confesaria con una candorosa ingenuidad, si el temor de mi peligro me hubiera hecho desaparecer ¿ Quién no se hubiera ocultado al verse amenazado de muerte por sus mas crueles enemigos ? Pero, fuese orgullo, fuese obcecacion de mi parte, mi corazon me impelia á aceptar el reto desigual á que me habian provocado, y no sin gran lucha y solo por el consejo y la persuasion de muchos buenos y respetables ciudadanos, pude resolverme á seguir un camino que tanto me repugnaba. En efecto, Mejicanos, si no dais crédito á la franqueza de un militar que

aventuraba tanto en la fuga como en los resultados de un proceso, dareislo á lo menos algun dia á los que lo retuvieron en su encierro por fuerza, á los que lo vieron en subterráneos fétidos, en cavernas húmedas, al borde de precipicios espantosos, y en fin á su semblante, donde se retratan los padecimientos de su alma y las enfermedades que su cuerpo ha sufrido en tan larga y congojosa peregrinacion.

14. Mientras llega ese dia, y hasta que el tribunal que las leyes designan para entender en las causas de los ministros acusados se ocupe de la mia, *si formárseme debe*, habré de contentarme con explicaros mi conducta desde un pais estrangero. No podrá acusárseme de concitar animosidades y sembrar la discordia dirijiéndome á la nacion: la marcha que han seguido mis enemigos no me ha dejado la libertad de elejir el medio que mas conveniente me hubiera parecido para sincerarme; ellos me han forzado á alcanzarlos, y pues su primer cuidado ha sido el de extraviar la opinion pública, el mio debe ser el de rectificarla. Tampoco me quejaré de la desigualdad de las armas; como he aceptado la condicion del terreno, aceptaré tambien la del género de combate que ellos han preferido: yo tengo un arma de que no está á su arbitrio el disponer: la justicia; y con Dios y una buena causa no es posible que un hombre honrado se amedrente.

15. Para presentarme á vuestros ojos tal cual fuí, no necesito mas que consultar mi conciencia é invocar mi memoria en favor mio; para confundir á mis acusadores basta con las pruebas que arrojan sus mismas declamaciones y los testimonios en que se apoyan. Les abandono los

documentos, cartas, conversaciones y demas fárrago, con que pueden abultar mas no legalizar su proceso. La multitud de los testigos no me impone tampoco ¿quién no sabe que en épocas de discordias civiles todos los individuos de un partido son acusadores, testigos y verdugos cuando se quiere sacrificar una víctima? Yo expondré con sencillez las razones que la administracion del Vice-Presidente don Anastasio Bustamante tuvo para adoptar el sistema de legalidad, que fué la pauta de todos los actos de sus individuos, y ya que las tristes circunstancias de la guerra civil hicieron de mi ministerio el blanco principal de los enemigos del gobierno, me resignaré á llevar, no solamente parte de la responsabilidad que como ministro de la guerra pudiera caberme, sino la responsabilidad de toda la administracion: tal es la confianza que me inspiran la honradez y el patriotismo de mis demas compañeros. Oidme pues, y pronunciad, que mi causa es la vuestra, Mejicanos.

Estado de la República cuando empezó nuestra administracion.

16. No referiré lo que ninguno de vosotros debe haber olvidado: las páginas de nuestra historia son pocas y los grandes acontecimientos estan escritos con sangre; debe empero estar grabada en vuestra memoria mejor que en vuestros anales aquella época desastrosa en que, puestas en olvido la Constitucion y las leyes, vivíamos bajo la vara de hierro de un despotismo caprichoso; en que la hacienda nacional era devorada por una multitud de

favoritos sin talento y sin virtudes; en que el gefe del estado no era mas que el simulacro de una autoridad sin vida y sin prestigio; en que un ministro extrangero queria convertir nuestra patria en una colonia; y en que tal era el desórden, la violencia, los desmanes, los robos, los asesinatos y la tiranía, que los recuerdos aciagos de la antigua dominacion española perdian casi toda su deformidad. La inmensa mayoría de la nacion saludó como un dia de gloria y de restauracion el dia en que cayeron el ídolo y sus pérfidos consejeros. El mismo Congreso General quiso tambien santificar con su voz augusta la justicia del pueblo, y libre y espontáneamente sancionó el voto universal de la República.

17. La administracion que terminó aquel periodo de anarquía, me confió uno de los ministerios que las revueltas continuas de un pais todavía nuevo en la carrera de la independencia rodeaban de escollos y asechanzas. Yo creí que era obligacion de buen ciudadano sacrificar mi reposo y aun mi seguridad á su desempeño. El estado del egército y los amagos de guerra civil que por todas partes se observaban, requerian esfuerzos extraordinarios; asi que mientras se ocupaban mis compañeros en volver á la Constitucion y á las leyes su magestad y lozanía, en restablecer el crédito perdido del erario, y en afianzar la independencia nacional, obteniendo para nuestro pais el rango que merece en los paises extrangeros, me dediqué yo á reorganizar la disciplina militar y formar de la fuerza pública un muro, donde se estrellasen las maquinaciones de los enemigos de la patria, fuesen cualesquiera sus gritos ó pendon.

18. Acrecentaron los estorbos que embarazaban la mar-

cha del gobierno mas de una conspiracion, cuyos sangrientos desenlaces ni escarmentaban ni podian escarmentar á los revoltosos. La demasiada lenidad y filantropía de los hombres, á quienes llaman ahora bárbaros é implacables, han sido la causa principal de su obstinacion : gracias á esos sentimientos de piedad y dulzura, por ellos viven á despecho de las leyes los que, esperando en los reveses salvarse de su rigor por la indulgencia del gobierno, cobraban ardimiento y confianza para volver á conspirar.

19. Si los ministros acusados son culpables de alguna falta, sonlo sin duda de haber desplegado menos severidad de la que reclamaban la política y su interes personal; fieles empero á sus juramentos nunca intentaron servirse de otros medios que los comunes de las leyes, aunque no pudieron dejar de preferir los mas eficaces que ellas les presentaban. ¿ Es culpa nuestra que sean tan terribles con los enemigos del estado ? ¿ Las hemos promulgado nosotros ? ¿ Podiamos eludir su exacto cumplimiento. ? ¿ Cuales habrian sido entonces los resultados, y que justa responsabilidad no habria caido sobre nuestras cabezas ? Todo esto saben nuestros acusadores; mas cuando no el valor y la capacidad sino el azar y la imprevision dieron el triunfo á los siempre vencidos demagogos, creyeron nuestros enemigos disimular su impericia y cobardía, calumniando bajo el escudo del poder á los que no habian podído derribar en el campo de batalla; apellidaron crímen nuestro la falta suya, y para deslumbrar al pueblo con el aparato de las formas, trazaron una acusacion que debia servir de basa al mas injusto y mas impolítico de los actos del gobierno usurpador.

Origen del proceso.

20. La señal de la persecucion que aguardaba la Cámara intrusa de Diputados para entrar en su carrera de desaciertos, fue una acusacion contra los Ministros del Vice-Presidente don Anastasio Bustamante, firmada por el general don Juan Alvarez (1). En este documento se nota á la primera ojeada una circunstancia, que hubiera debido provocar su repulsa, ó por lo menos, una informacion preliminar. Importaba conocer á los verdaderos fautores de cargos, que no versaban sobre infracciones comunes sino sobre crímenes capitales, cargos cuyo solo lenguage, mostrando lo calumnioso de algunas aserciones, despertaba sospechas vehementísimas acerca de la veracidad de su autor aparente. La Cámara ademas tenia obligacion de recordar que si la constitucion extiende á todo ciudadano los derechos de peticion y acusacion, las leyes no permiten que se egerzan fraudulentamente á nombre de asamblea ó corporacion alguna, que no pueda trasferir derechos, que ó no tiene, ó que envuelven responsabilidad personal. Asi pues si queria representar el papel de Cámara de diputados, cumpliendo con las obligaciones que impone á la representacion nacional su misma dignidad, hubiera descubierto la insolente osadía de un impostor, que tomaba la voz de los pueblos del Sur ante los que se llamaban sus representantes legítimos, y que se valia del engaño y la ficcion para aumentar la autoridad de la denuncia.

Disposiciones de la Cámara intrusa.

21. Pero los diputados de aquella época que desplegaban tanto zelo por conservar ilesas las prerogativas de la Cámara, sacrificaban los principios que inspira el verdadero amor de la patria á las máximas de la faccion que los habia entronizado. En vez de averiguar la supuesta investidura del acusador de sus enemigos, adoptó la denuncia uno de sus individuos, añadiendo al cargo, si cargo habia en el libelo injurioso del primero, cuantas recriminaciones se habian impreso en los papeles de la oposicion contra el gobierno precedente. Don José Antonio Barragan desempeñó su terrible mision de acusador público, como los acusados lo hubieran podido desear en causa menos buena. (2)

22. Bien conocia que la muerte del general don Vicente Guerrero, cargo único de la primera acusacion, no podia bastar para atraer á su partido á las personas sensatas; sin embargo ese era el mayor en que podian fundarse las declamaciones triviales, que se aglomeraban como pruebas de nuestros pretendidos crímenes, y en él se atrincheró tambien el señor diputado Barragan. Aunque protestando *que no lo afectan pasiones ignobles, ni ideas personales* se declara enemigo de la administracion anterior y *para reparar los desastres de que* (segun él) *plagó á la nacion*, como, *por que no queden infringidas las leyes* con inpunidad, *quiere que los esfuerzos hechos por los buenos hijos de la patria* y *la sangre vertida en todo el año anterior para derrocar la tiranía, no queden sin fruto.*

23. Sin pararnos á hacer observaciones sobre lugares tan comunes (que, si estuviesen en mejor lenguage, podrian servir de pauta á cuantas denuncias se entablen contra todos los gobiernos futuros) citaremos lo que añade el acusador como primera prueba de nuestros crímenes. «Los actos arbitrarios del ministerio, dice, provocaron una comocion nacional como que eran criminales en su esencia, y los pueblos no se armaron en masa para arrancarle solo el poder que egercia, sino que manifestaron sus deseos de que aquellos actos fuesen examinados por los tribunales correspondientes, para que se les aplicase el castigo á que se hiciesen acreedores.» Mas circunspecto seria el señor Barragan, si fuese á publicar ahora lo que con reprensible ligereza pronunció entonces: aunque la obstinacion de los partidos nunca vuelve la luz á la razon, su propio interes le advertiria que no se prueba la justicia ni la legitimad de los gobiernos con los caprichos de la fortuna ó los triunfos instables de las facciones. ¿Querria, por mas exacto que fuese el hecho, admitir que los actos arbitrarios del poder de la Acordada provocaron la conmocion nacional que puso término á sus excesos? ¿Convendria en que la administracion de Zavaleta provocó con sus actos arbitrarios la conmocion nacional que la derrocó? En fin ¿nos concederá que los repetidos alzamientos de los pueblos contra los planes y corifeos de su parcialidad son pruebas solemnes de la aversion que las teorías demagógicas inspiran á los buenos Mejicanos?

24. Bien conoce el señor Barragan que tales explicaciones de los reveses políticos mejor cuadran á las derrotas

de su bando que á nuestros contra-tiempos. En vano para justificarse profana el nombre augusto de la nacion. La nacion no se encuentra en el círculo estrecho de su partido; fórmala esa inmensa mayoria de ciudadanos honrados y laboriosos que los pretendidos *hombres libres* miran como un rebaño de esclavos, y de cuyas virtudes pacíficas se prevalen, para llamar patriotismo la rebelion, libertad la licencia, derechos los desmanes, méritos los atentados, y defensores del pueblo á sus mas implacables enemigos. Ante esa mayoría que aun llora tantas escenas de muerte y desolacion, ante vosotros todos, Mejicanos, que habeis sido testigos de ellas, y que conoceis á sus provocadores, el fallo premeditado de nuestros enemigos no debe tener mas peso que el que le diere la justicia imparcial de la República. Pruebas y no palabras os mostrarán cuales son los verdaderos culpables, y yo confio que las de mis acusadores en vez de serlo de nuestros delitos supuestos, lo serán de sus evidentes calumnias.

Táctica de los acusadores.

25. Ya he notado que el cargo único del general Alvarez se funda en la muerte del general Guerrero: tal es tambien el primero de la ampliacion del diputado Barragan. Por él empieza la reseña histórica de acontecimientos que, como él mismo dice, nadie ignora, mas cuya exposicion admite los colores con que quieran presentarlos, pero no el apoyo de aserciones gratuitas. Dar por supuesto lo que debe demostrarse es vicio de lógica en el discurso y calumnia en la acusacion; pero en el caso del señor Barragan es una suti-

leza pueril, á fin de presentar como inconcuso lo que no puede probar. « No hay, dice, un solo habitante en la República que ignore el contrato celebrado por el ministerio con el infame estrangero Picaluga para la aprension del ilustre general don Vicente Guerrero. » Siendo el contrato celebrado por el ministerio con Picaluga un atentado horrible, segun la opinion de nuestro acusador, como tal nos lo debiera haber probado, en vez de contentarse con los indicios exagerados de su publicidad supuesta. ¿ Qué valen, aun en materias que no son de estado, la voz pública, la fama, el grito universal, y demas palabras tan vacías de sentido como preñadas de malicia? ¿Son otra cosa de ordinario esas voces y gritos y rumores, sino los ecos de una sola voz, de un solo grito, de un solo rumor, multiplicados por la credulidad fanática de los partidos?

26. Y si dar se quiere á pruebas tan falaces toda la importancia que reclama al parecer nuestro denunciador, ¿se le permitirá que no justifique la existencia de la conviccion del pueblo? El señor Barragan dice: *que no hai un solo habitante de la República que ignore ese contrato.* Yo invoco vuestro testimonio, Mejicanos. ¿ Quién de vosotros puede afirmar que lo sabe? — Lo habeis oido decir. ¿ — Qué pruebas os han dado? Ninguna. ¿Aquien lo habeis oido? A nuestros enemigos. Meditad pues acerca del grado de asentimiento que en semejante caso merecen. Sobre los motivos de la aprension del general don Vicente Guerrero no es el ministerio quien debe responder á nuestros acusadores; si vuestro pretendido representante no sabe lo que ninguno de vosotros ignora, si desea conocer el crímen que cometió su héroe, que lo pregunte á cualquiera de los habitantes de la República, que todos le

responderán por nosotros: yo solo notaré de paso que cuando pregunta: «¿Porqué se les ujetó á un tribunal revolucionario?» descubre el desacato con que mira las leyes de su patria. El tribunal que juzgó y condenó á Guerrero pudo ó no ser incompetente; pero revolucionario no será jamas un tribunal erigido por la leí, conforme á la lei, y que la lei no ha derogado.

27. Prosigue la acusacion haciendo cargo al ministerio de las muertes de otros individuos que el señor Barragan considera como *asesinatos jurídicos*. Esta simple calificacion de las sentencias que llevaron al patíbulo á aquellos desdichados, indica el trastorno de ideas y el absurdo sistema del diputado Barragan. ¿Que entiende nuestro acusador por *asesinatos jurídicos?* Si solamente desea *que el ministerio responda á su vez á tales cargos y que demuestre las causas* que influyeron en la práctica de sucesos tan lamentables, claro está que debió suspender su juicio hasta que la administracion que acusa hubiera satisfecho sus dudas.

28. No es menos reprensible la gratuita suposicion con que nos favorece, cuando da por cierto que no pudo un gefe militar cometer un crímen de arbitrariedad sin que lo apoyase, y lo que es mas duro todavía, sin que lo mandase el gobierno.

29. Ya hemos observado que, al tratarse de tan graves acusaciones, no solamente las leyes sino el honor y la decencia pública exigian pruebas irrefragables de cargos, que manchan la reputacion y desnudan el pecho de los ciudadanos inocentes. Vosotros apreciaréis, o Mejicanos, la infamia de tan baja superchería, cuando os haya convencido la verdad irrecusable de nuestros descargos. Permitidme que

me haya limitado ahora á mostraros las tachas mas someras del discurso de nuestro acusador, para responder luego sin trabas á las inculpaciones que nos hace, y que tan lejos lleva que ademas de asociar á todo el ministerio en las infracciones de las leyes, lo complica en los proyectos de los enemigos de la federacion. En fin, no hai acto del gobierno ni de miembro de la administracion que se liberte de la acusacion del señor Barragan; pero fundándose en los mismos principios y adoleciendo de los mismos vicios toda ella, seria abusar de vuestra paciencia, continuar el exámen prolijo del discurso que sirve de preámbulo á la acusacion que el intruso diputado hace en forma contra los ex-ministros don Lucas Alaman, don José Antonio Facio, don Rafael Mangino y don José Ignacio Espinosa, en la parte que á cada uno toque por los actos de su ministerio. He aqui sus

CARGOS.

1° Por haber permitido los asesinatos perpetrados en los patriotas don Vicente Guerrero, don José Marquez, don Joaquin Gárate, don Francisco Victoria, don Juan Nepomuceno Rosains y don Juan José Codallos, y las demas víctimas sacrificadas en Valladolid y otros lugares.

2° Por la concesion de empleos que se hizo en recompensa del celo con que se ejecutaban las ordenes sanguinarias del ministerio.

3° Por la proteccion que dispensó á los facciosos de Yucatan al tiempo que hacian la guerra á muerte á los federalistas.

4° Por el favor que acordó á los actos del general Inclán en Jalisco, sosteniendo que no habia tribunal competente para juzgarlo.

5° Por las infracciones que cometió de las leyes de espulsion de españoles, permitiendo la introduccion de muchos.

6° Por los ataques dados á la representacion nacional en la persona del señor Quintana Roo, sujetándolo á un juez ordinario por sus opiniones como diputado.

7° Por haber defraudado el tesoro público, usando de él para pagar traiciones.

8° Por haberse escedido en la negociacion de los préstamos acordados por el Congreso.

ANALISIS DEL PROCESO.

Vicios de su formacion. — Infracciones del reglamento interior. — Impericia. — Parcialidad. — Falsificaciones de la seccion del gran jurado intruso.

3o. La misma confusion reina en los cargos precedentes que en el discurso que les sirve de preliminar : el señor Barragan confunde en ellos los puntos de responsabilidad de todos los ministerios, los acontecimientos históricos, los actos públicos y los personales, las épocas, los nombres, en fin todo, sin detenerse mucho en la solidez de las razones sobre que estriba su acusacion capital. No sorprende tanta liviandad en el órgano de un partido que obedece ciegamente á los impulsos que lo dirigen; pero causa estrañeza en toda una asamblea, que pretende ser considerada como la representacion nacional, y donde se cuentan hombres sensatos y hombres honrados, á quienes no deben seducir las ilusiones de un fanático y cuyos

intereses corren grave riesgo en la adopcion de medidas, que no tienen ni siquiera la apariencia de legales. Como quiera que sea, la Cámara de aquellos Diputados oyó con docilidad la acusacion del señor Barragan, y conforme á lo prevenido por el reglamento interior del Congreso la pasó á la seccion del gran Jurado.

31. Desde este momento da el nombre de Cámara una gravedad solemne á los procedimientos que las leyes han fijado de antemano para las causas formadas contra los ministros. «Las garantías prescriptas por la Constitucion federal y el reglamento interior á favor de ciertas personas para sus procesos criminales, son, dice la seccion del gran Jurado (*a*), para ponerlas á cubierto de la calumnia y maledicencia de multitud de enemigos y envidiosos.» Debia pues la seccion del gran Jurado haberse estrechamente ceñido al cumplimiento exacto de los deberes que la Constitucion federal y el reglamento interior le prescribian. Su misma confesion la hace inexcusable; por que los afectos personales nada valen donde se arriesga el bien general, y ella conviene en que nuestra causa debia envolver los grandes principios de nuestro sistema actual de gobierno. Mas lejos de reparar con su cordura é imparcialidad las faltas cometidas, empezó á agravarlas con sus propias ilegalidades.

32. Su primer cuidado al comenzar el espediente instructivo fué, no *el de averiguar y purificar* los cargos que se nos hacian *por los medios de probar que determinan las leyes*, sino el de embarazar mas y mas la acusacion con ampliaciones arbitrarias. Podia la seccion del gran

(*a*) Dictámen de la seccion del gran Jurado, pág, 233.

Jurado mandar comparecer á nuestro acusador para que rectificase, probase ó ampliase los cargos que la Cámara hubiera escuchado; mas no estaba en sus atribuciones el recibir nuevas acusaciones; y tal es la del señor Barragan, cuando añadiendo á sus primeros cargos el de la disolucion de las legislaturas de Querétaro, San Luis, Valladolid y otros estados, hace una nueva denuncia, y da á su ampliacion la forma de una minuta instructiva mas bien que la de la prueba demandada (3).

33. No me detengo en esas infracciones de la constitucion general y del reglamento interior con el ánimo de apoyar mi defensa en la falta de las formas; solo intento arrancar la máscara á nuestros enemigos, para que pueda la nacion apreciar en su justo valor el empeño y actividad, con que se dedicaron á instruir el proceso, en que cifraban sus esperanzas de perdernos. Aquella diligencia, aquel habilitar los dias y las horas, aquel acelerar todas las actuaciones, disposiciones tan laudables en un tribunal legítimo é imparcial, en este caso, por el ahinco en su ponernos culpables, por la acogida que encontraban todos nuestros acusadores, y por la omision de cuanto sernos favorable podia, son pruebas irrefragables de la naturaleza impura del celo con que procedió la seccion. Asi se formó ese abultadísimo expediente, cuya basa principal es la primera parte del primer cargo de la acusacion, á saber: la prision y muerte de don Vicente Guerrero.

34. El nombre de Guerrero, Mejicanos, debe recordaros actos contradictorios que juzgará la historia con imparcialidad, cuando se calmen las pasiones; pero que importa clasificar con justicia ahora para conocer el crímen

y la virtud. Guerrero, patriota, es digno del reconocimiento de la patria; Guerrero, víctima de la tirania, es acreedor al amor de los buenos cuidadanos; Guerrero, triunfante bajo los estandartes de la patria, merece el respeto y la veneracion que todos debemos tributar al heroismo. Empero el mismo patriota, minando la Constitucion del pueblo soberano, la misma víctima, usurpando el poder del despotismo, el mismo vencedor, desnudando la espada contra sus conciudadanos, ni es digno del reconocimiento público, ni merece la simpatía de sus antiguos admiradores, ni es acreedor á mas título que al de un rebelde feliz ó desdichado.

55. Y el éxito feliz de un atentado contra la libertad y las leyes no hubiera lavado á los conspiradores de la tacha de un crímen sanguinario. En medio del incienso que rodea al vencedor se ve escrito en su frente con letras de fuego el anatema de la reprobacion. Los gritos de la multitud inconstante no ahogan la voz de la justicia que condena el triunfo de un usurpador. ¿Qué le importan á Atenas los servicios de Pisistrato; qué á Roma las victorias de César: si los Griegos sacrifican su independencia al ídolo de un momento, que rompe para siempre el arca de la alianza de los pueblos; si los descendientes de Bruto se postran á recibir la cadena que el héroe de un dia les echa al cuello para siempre? La gloria de los hombres no es mas que un título vano, y aun quizás un baldon, si la justicia no ha sancionado sus derechos. Y la justicia tiene un poder que en balde intenta desconocer la inmoralidad revolucionaria. En las discordias civiles, en medio de la desorganizacion completa de la anarquía, mas hai que vencedores y vencidos:

hai hombres honrados, y perversos; amantes del bien público y fautores de desórdenes y atentados; razon y demencia; virtudes y crímenes.? Cuál será pues el deber de los pilotos á quienes se confia en la borrasca la direccion de la nave? Felizmente la fuerza de nuestras leyes es tal que hasta sus mas encarnizados enemigos invocan su nombre para justificarse. El que segun ellas desempeña sus deberes es el buen ciudadano, el hombre honrado: el que falta á sus obligaciones mas sagradas, huella sus juramentos, derrama la sangre de sus compatriotas y siembra en todas partes la discordia, la guerra y la inmoralidad, no es héroe ni patriota; es un rebelde, un asesino, un monstruo.

CARGO PRIMERO.

Aprension y muerte de Guerrero. —Revuelta del Sur.

36. Nuestra emancipacion volvió al pueblo mejicano el derecho de constituirse como mejor le conviniera; el acta federal y la Constitucion limitaron ese derecho á sostener el pacto que libre y espontáneamente celebraron los Estados. Por él no pueden los ciudadanos apelar á las armas para correjir los abusos, sino cuando un poder tiránico é ilegal amenaza la libertad é independencia de la república, y eso con tantas restricciones que solo puede absolver de culpabilidad los movimientos tumultuarios la voz augusta de la nacion entera. Tan criminales serian, si no hubieran obtenido la sancion general del pueblo, los autores del plan de Jalapa, como lo fueron los del motin de la Acordada que merecieron la reprobacion general.

37. Sin embargo aprobado ya el plan de Jalapa libre y espontáneamente por el Congreso, nadie es responsable de sus consecuencias sino la nacion. Los ministros y funcionarios que recibieron de la nacion los empleos de un poder legitimado por ella, no deben responder á otros cargos que los que resultaren de la infraccion de los deberes que ella misma les impuso segun su Constitucion y sus leyes. Y ¿no era el primero la defensa del gobierno? El pronunciamiento del general Guerrero que amagaba la seguridad del órden establecido ¿no debia considerarse como una culpable rebelion? Si un faccioso obscuro hubiera dado el grito que provocó la guerra del Sur y cubrió de luto toda la federacion ¿no hubiera sido condenado como criminal? ¿no hubiera sido perseguido como refractario? ¿no hubiera tenido derecho todo gobierno para destruirlo? Nuestros acusadores no se atreverán á barrenar los principios de la política respondiendo de un modo negativo. Si se sirven del nombre de su héroe, si intentan excitar las pasiones para condenar por el entusiasmo á los que pueden confundirlos con la razon, darán en otro escollo, porque establecerán una diferencia caprichosa entre los ciudadanos, la cual destruya su decantada igualdad. No les queda otro recurso para acusarnos de culpabilidad en la aprension y muerte del Ex-Presidente Guerrero que el de apelar á los vicios supuestos de su proceso y egecucion.

38. La historia sencilla de aquel acontecimiento probará hasta la evidencia que el gobierno no ha tenido otra parte en él que la que reclamaban la seguridad del estado y las urgencias militares del momento. En medio del aparato

de las armas y rodeado por todas partes de enemigos y asechanzas, nunca olvidó los medios de conciliacion para terminar sin efusion de sangre las discordias civiles, y traer al conocimiento de sus deberes á los hombres alucinados que los habian desconocido. Convencidos íntimamente los ministros del asentimiento general de la República, y contando con la lealtad de sus tropas, no se dejaban atemorizar par los progresos de la rebelion, ni creian que fuese necesario adoptar otro plan para contenerla que el de presentarle un ejército dispuesto á reprimirla.

39. Sin embargo de dia en dia cobraban mayor fuerza los facciosos y la sangre mejicana corria en ambas parcialidades; á cada paso se cometian excesos escandalosos; por todas partes se oian los clamores de alguna víctima de la venganza ó la rapacidad; y en fin los rebeldes se hallaban dueños de un punto respetable, que podia mejorar su suerte y acrecentar las dificultades de la deseada pacificacion. Las vicisitudes de la guerra, ó por mejor decir, la funesta desmoralizacion de los tiempos revolucionarios abrió las puertas de Acapulco al gefe de la insurreccion. El general Armijo selló con su sangre el juramento que habia hecho de sacrificar su vida en defensa de la patria: su muerte fué la señal de nuevos desastres, y produjo una sensacion dolorosa en el egército. El gobierno se vió forzado á reunir en el Sur un cuerpo de tropas capaz de contener la marcha de los facciosos, y confió su mando al general Bravo, para que operase vigorosamente contra las fuerzas sublevadas, aprovechándose de las ventajas de la estacion.

Plan del gobierno.—Oferta de Picaluga.

40. Formada ya la línea de operaciones en tierra, faltaba extenderla por la parte de la mar, para estrechar al enemigo, é impedirle las comunicaciones que por allí pudiese mantener con sus cómplices en otros puntos. La República no podia disponer sino de una corveta de guerra, que estaba desarmada hacia ya mucho tiempo en el apostadero de San Blas. El enemigo disponia de un bergantin fondeado en el puerto de Acapulco, que navegaba con bandera sarda y era superior en fuerza á la corveta Morelos. Una de las grandes ventajas que sacó de aquella embarcacion, fué el servirse de su lancha, para enviar al puerto de la Palizada á un emisario que llevaba instrucciones, á fin de promover la revolucion en la Costa-Chica. El gobierno ademas tenia noticias de las disposiciones que los rebeldes tomaban acerca del bergantin, embargándolo para transportar los bienes de varios vecinos de Acapulco : debia pues darse proteccion á los ciudadanos, conservarles su propiedad, y frustrar al mismo tiempo las miras del enemigo, evitando que se aprovechara de sus robos y proveyese de víveres una plaza, que debia ponerse en estado de asedio segun todos los principios de la guerra y todas las consideraciones de la política. Los facciosos apoderados de Acapulco fomentaban el desórden en ambas costas y el gobierno habia reconocido en su plan de campaña, que era necesario recobrar aquel punto, tanto para impedir el impulso que desde allí recibian los demas sublevados, como para que tuviesen las tropas una base de operaciones,

almacenes, depósitos de armamento, vestuario, víveres y demas. Añádanse á eso las ventajas morales que daria aquella plaza al que la poseyera. Se hicieron con este fin cuantiosos aprestos para que el general Bravo pudiera atacar las columnas volantes, que á las órdenes de uno de nuestros acusadores (4) se hallaban en las cercanías de la plaza; y al mismo tiempo se tomaron disposiciones, sin perdonar gastos ni fatigas, para preparar la corveta Morelos.

Contrato con Picaluga.

41. En medio de estos preparativos se presentó en Méjico el genovés Francisco Picaluga, capitan del bergantin mencionado, el cual, quejoso de las tropelías de los facciosos, ó por miras que no importaba al gobierno examinar, se prestó voluntariamente á poner su buque á las órdenes de la República, con tal que ésta le resarciera las pérdidas que sufriria, y le compensara los peligros que iba á correr, al sacarlo de las manos de los rebeldes. Tal proposicion contenia todo el plan del gobierno y aceleraba sus resultados como no habia podido preverse. La suma exijida por Picaluga como reparacion de sus pérdidas y precio de su servicio era de 50,000 pesos, suma exorbitante á los ojos del vulgo que cuenta las cantidades sin pesar los beneficios. Doble hubiera dado el gobierno por conservar la vida del benemérito general Arnijo, de los desgraciados Sagasti, Martinez, Abant, Vergara y tantas otras víctimas sacrificadas, ya en el campo de batalla, ya contra el sagrado fuero é inviolabilidad de los prisioneros. Seria injurioso confundiros,

o Mejicanos; con esos hombres endurecidos para quienes la sangre humana es de menos valor que el oro: vuestra generosidad no puede condenar como crímen la intencion santa de evitar su efusion. Los resultados de la guerra del Sur han mezclado un contrato legal y honroso con una supuesta trama que cada uno califica de su manera y que el interes de partido culpa de traidora y condena como abominable.

42. Pero antes de examinar los fundamentos de la acriminacion que se ha hecho á los ex-ministros acusados de esa trama, notaré que puede reconvenírsenos de haber hecho uso del bergantin Colombo, cuando teníamos en el apostadero de San-Blas la corveta Morelos. Nuestros acusadores han previsto la respuesta del gobierno: mas ¿quién dudaría de ella? Si el estado de disponibilidad del bergantin y su fuerza superior no hubieran sido razones poderosas para determinar mi eleccion, me hubiera decidido la ventaja de evitar un combate marítimo, y de privar de sus auxilios al enemigo que era menester reducir á los extremos, para que capitulase. Así juzgué de mi deber aprovecharme en favor de la patria de una tan útil ocasion como inesperada.

43. La primera noticia que el gobierno recibió de la egecucion de la oferta hecha por Picaluga, no sorprendió menos á los ministros que al resto de la nacion. Nosotros no esperábamos ni aun la llegada del bergantin á Huatulco, cuando nos la anunciaron, con la circunstancia de hallarse á su bordo preso el gefe de los rebeldes. Aunque no conocíamos las circunstancias que habian acompañado su aprension, como no podíamos atribuirla á inteligencias secretas con la suprema autoridad, nos contentamos con alegrarnos de un acontecimiento tan importante para acelerar la paci-

ficacion. El público ansioso siempre de conocer las causas mas recónditas de todo gran suceso, lo explicó de varias maneras, hasta que se divulgó un comentario, que, por ser el mas absurdo, logró sin duda la mas favorable acojida. Ni es extraño que ciudadanos juiciosos diesen crédito entonces á la pretendida compra de la persona de Guerrero: el verlo en poder de las tropas del gobierno, y de un modo tan singular, debia concitar un torbellino de opiniones contradictorias. Su aprension segun las apariencias se habia realizado por fuerza ó por engaño; el primer caso no era posible; ¿ quien no habia de admitir el segundo?

44. Con todo aun siendo cierto, pues los extremos de un dilema vicioso pueden ser igualmente falsos, era menester probar la parte que en ese engaño tuvieron los ministros, cuando de él se les pretende hacer un cargo. Ante la Corte suprema de justicia no responderia yo, como acusado, á semejante inculpacion. ¿ Debe el reo probar su inocencia cuando no hai pruebas de lo que se le acrimina, ó el acusador probar el delito cuando su denuncia es tachada de calumniosa? Y no creais, Mejicanos, que, si nuestros enemigos tuvieran los mas remotos indicios, no los habrian acumulado alrededor de sus declamaciones, para alucinar á los incautos con el simulacro de un cuerpo de delito. No dan pruebas, porque carecen de ellas, pero yo no responderé tampoco sino en presencia de cargos. Tal resolucion no es efecto de orgullo ni obstinacion, es hija del respeto profundo que guarda mi corazon á las leyes, y ciertamente las ultrajaria, olvidando la dignidad del carácter público de que me revistieron y bajo el cual me debo presentar ante el tribunal que ha de juzgarme.

45. Empero dirijiéndome á vosotros todos, Mejicanos, debo satisfaceros, y os satisfaré gustoso sobre las circunstancias en que mis explicaciones puedan interesaros. Permitidme pues que os recuerde que no siempre se ha mirado el supuesto *infame* contrato del ministerio con el capitan Picaluga bajo la sombra de oprobio de que los Alvarez, los Barraganes y demas cómplices de la guerra del Sur lo han querido cubrir. Muchos celebraron entonces, como un golpe de astucia que acababa la discordia civil, esa misma medida que daban por cierta sin fundamento. Ninguno creyó que el gobierno debiera responder de la moralidad de la accion de Picaluga; pero todos lo habriais acusado de culpable omision, si no se hubiera aprovechado del imprevisto azar que ponia en sus manos al gefe de los sedicioso, y con él la paz y la seguridad de la nacion. Si cualquiera ministro se hubiera declarado autor de semejante convenio, habria recibido en aquellos dias de júbilo el incienso de los elogios, que por todas partes se prodigaba con harta ligereza á la administracion entera (5). Acordaos, Mejicanos; la historia ha consignado en sus terribles páginas las muestras de satisfaccion pública, con que recibió el pueblo las noticias del término de una guerra asoladora, y por mas que el temor á los vencedores obligue á los ciudadanos pacíficos á manifestar ahora sentimientos contrarios, la voz de la conciencia les gritará en el fondo del alma para acusarlos de inconstancia. Y ¿ cuál de vosotros oyó que alguno de los miembros del poder, que alguno de sus subalternos confesara haber estado de acuerdo con el capitan Picaluga para la entrega del general Guerrero?

¿Diráse que la enormidad del crímen se oponia á esa confesion? Mas ¿quién ha dejado nunca de ceder á la seduccion de los aplausos populares? ¿Quién ha creido crímen en política lo que aprueba todo un pueblo, y sobre lo que hasta las opiniones de la moral estan discordes? Diráse que temores de las consecuencias de una revolucion hicieron cautos á los hombres del poder: y ¿qué prevision humana hubiera vaticinado su caida en los dias de la victoria? Convenid, Mejicanos, en que la causa mas probable, la razon mas sencilla es que los individuos del gobierno no tuvieron mas parte en la aprension del gefe de los sublevados que los otros ciudadanos de la República. A haberla tenido, nunca lo hubiésemos negado, ni yo lo negaria tampoco ahora, exponiéndome á ser desmentido en un caso, que no tendria de culpable sino la flaqueza de negarlo? Qué lei, qué principio condena las medidas que salvan la República de los horrores de la guerra civil? ¿Qué tribunal desde el consejo de guerra que juzgó al gefe de los rebeldes hasta la suprema Corte hubiese absuelto á un reo de *lesa nacion*? Y cuando la muerte de un culpable segun las leyes no es un delito ¿cómo ha de serlo su aprension? Por último, Mejicanos, ya que la suerte nos hacia dueños del autor de la guerra del Sur, guerra que tantas vidas, tantos sustos y llantos, tanta prosperidad costaba á la República, ¿debia el gobierno desprenderse de su persona, y volverle la libertad de prolongar los males que habia causado, porque la aprension de un traidor á la patria se hubiese conseguido por una traicion á la amistad? El gobierno usó del derecho que las

leyes le concedian; se apoderó del reo, y abandonó á la censura pública el calificar las circunstancias de su aprension. Picaluga no cometió un crimen contra le estado; hizo un servicio á la federacion : el gobierno lo indemnizó de sus pérdidas, dejándole deslindar con su conciencia, si habia ó no faltado á sus deberes de hombre.

46. Pero en la gran cuestion del *pretendido contrato* para la entrega del general Guerrero, no sé yo si el cargo que nos hacen nuestros calumniadores, es mas ofensivo á la lealtad del gobierno que injurioso al buen sentido de la nacion. Apenas se hubiera encontrado un solo ciudadano en la Republica á quien hacerle creer, antes de verificada su aprension, la posibilidad de conseguirla. Ni Picaluga contaba con fuerza parra arrancar de en medio de sus partidarios á un adalid, que ellos miraban como su ídolo, ni podia entrar en la cabeza de un hombre sensato que fuera voluntariamente á ponerse en manos de un extrangero, que ninguna confianza debia inspirarle, un don Vicente Guerrero, dotado de cierta razon, suspicaz, amaestrado en la escuela de las conspiraciones, mil veces perseguido y rodeado entonces de amigos y consejeros, que tenian en la seguridad de su caudillo la fianza única de su seguridad individual. El hecho trastornó despues todos los cálculos de la sabiduría humana; pero no porque sea *cierto* ha dejado de ser *improbable*. Ni el gobierno ni particular alguno pudo pues entablar una negociacion tan absurda. Las medidas que tomamos, la inquietud que nos devoraba y que apenas calmaron las victorias conseguidas sobre los facciosos en los demas puntos de la federacion, la actividad y vigilancia

que desplegaron todos los subalternos del gobierno, son pruebas inequívocas del concepto en que teniamos todos al hombre que se habia puesto al frente de la revolucion. Con tales ideas no era posible que ninguno de nosotros hubiese ni aun siquiera escuchado proposiciones tan ridículas, sin sonrojarse de su pobre credulidad. En suma la aprension de Guerrero nunca fué ni pudo ser objeto de contrato alguno con el gobierno; porque era, segun toda probabilidad humana, inconcebible; porque nadie podia ofrecer menos posibilidad de verificarla que el genovés Picaluga; y en fin, porque, aun cuando hubiera sido probable y consistido en la sagacidad y maña del capitan del bergantin Colombo, no hubiera podido tener efecto sino cerca de la mar, y como sabe todo el mundo, Guerrero se habia alejado de Acapulco, en el tiempo que se supone haberse hecho el pretendido contrato.

47. El ministerio de la guerra recibia constantemente y con la mayor celeridad noticia exacta de todos los movimientos de los enemigos, y tenia en su poder la proclama de Guerrero, firmada por él ó publicada el 12 de diciembre en su cuartel general de Texca. Militarmente hablando no podia esperarse que desde Texca diese la vuelta sobre la costa, mucho menos cuando marchó inmediatamente sobre Chilpancingo. Este movimiento suponia un esfuerzo desesperado para atacar las tropas del general Bravo. Cualquiera fuese su resultado, no debia contarse con que restableciera la base de sus operaciones militares en ningun punto de la costa: si triunfaba porque debia intentar un movimiento sobre la capital, á fin de estrechar al gobierno, y decidir á los conspiradores á pronunciarse abiertamente:

si por el contrario le era adversa la fortuna, no era razonable esperar que se encerrase en una fortaleza, ó que se expusiera á los inconvenientes de un terreno abierto, y detras del cual levantan las olas su valladar inaccesible. Segun la táctica constantemente seguida por Guerrero, era mas creible que ganase este un pais mas seguro que protejiera su guarida y le facilitara la fuga, y por consiguiente improbable que, ni vencedor ni vencido, cayese en poder del capitan Picaluga.

48. Al presentar la seccion del gran Jurado su dictámen á la Cámara, da por probadas las *maniobras arteras con que el secretario de la guerra sorprendió á la víctima del esclarecido general don Vicente Guerrero, contratando en* 50,000 *pesos su aprehension.* Llena de indignacion el ver á unos hombres revestidos del carácter sagrado de jueces, que, calificando de crímen una accion, la admitan sin pruebas, y en ella funden el mas grave de los cargos que hacen á los acusados. No se contentan con faltar á sus deberes, traspasando los límites que el reglamento interior señala á las funciones de la seccion del gran Jurado; careciendo de pruebas para admitir la posibilidad del hecho, se valen de una coincidencia aparente y la presentan en apoyo de su recriminacion. O la verdad y la razon no tienen fuerza y el lenguaje de la calumnia halaga mas al corazon del hombre que el de la verdad, ó ninguno de vosotros, Mejicanos, cree que los 50,000 pesos que se ofrecieron y abonaron á Picaluga, fueron la recompensa de la aprension de Guerrero, estipulada con él de antemano por mí.

49. Ya que los señores de la seccion del gran Jurado no conocen la máxima del derecho que aconseja á los jueces

que en los casos obscuros y dudosos se interpreten los indicios en favor de la inocencia del reo, yo me someto á vuestro fallo; pronunciad. ¿Creeis que yo prometiese 50,000 pesos por la cabeza de un hombre á quien, como habeis visto no podian entregarme, ó que yo ofreciera esa cantidad al capitan de un buque de cuyos recursos era importante privar al enemigo, y que convenia emplear en servicio de la República, á fin de acelerar el término suspirado de la guerra? No, Mejicanos; vuestra decision no es dudosa: la mayoría inmensa de la nacion está exênta de las pasiones que han hecho prevaricar á los individuos del gran conciliábulo: pesad pues las conjeturas pueriles en que estriba la recriminacion que presentan á la Cámara como el mas terrible de los cargos contra el ministerio y especialmente contra mí.

5o. « Este es, dice el dictámen hablando de mí, el » agente y principal contratante con Picaluga, no ya » como se quiere aparentar para poner á su disposicion » el bergantin *Sardo-Colombo* (6) en el puerto de Huatulco, » sino para comprar la cabeza del benemérito general » Guerrero. » Y ¿por qué? — » Porque luego que se hizo » de su presa el ministro de la guerra, se desentendió del » bergantin que tanto se afecta queria tener á sus órde- « nes. » En materias á que dieran menos solemnidad la naturaleza de la acusacion y el carácter de las personas, debia cualquiera contentarse con despreciar raciocinios tan fútiles. ¿Es posible que ciegue tanto el furor de los partidos, ó que haya hombres que sacudan toda especie de rubor para no temer la tacha de parcialidad ó la nota vergonzosa de estupidez? ¿qué prendas, qué conocimientos

adornan á esos representantes del pueblo que ó no pueden resistir al impulso del espíritu de las facciones, ó no saben discernir las razones mas obvias y palpables? El objeto que se proponia el gobierno en la adquisicion del bergantin Colombo era el término de la guerra: ahogada esta con la aprension del caudillo de los rebeldes, para nada le hacia falta un buque cuyos servicios y no propiedad habia comprado. Ademas de los 50,000 pesos, cantidad estipulada como precio de la translacion del buque y resarcimiento de sus pérdidas, hubiera costado el mantenerlo bajo las órdenes del gobierno lo que debiera haber costado cualquiera otra embarcacion de la República. ¿Con qué utilidad pues hubiera yo retenido el bergantin Colombo, de que ya no necesitaban las tropas nacionales para movimiento alguno militar, ni el gobierno para objetos políticos?

51. « El buque y tripulacion, añade la seccion del gran Jurado intruso, salen de la República sin obstáculo ni contradiccion alguna. » Antes de suponer que hai un indicio de complicidad por la parte del gobierno en esta salida de la República de un buque extrangero, es menester probar que el gobierno debió habérsela estorbado, lo cual no se conseguiria sin demostrar que el bergantin obró contra el estado, y que el pronunciamiento de Guerrero era santo y legal, que la resistencia del gobierno para conservar el órden establecido era injusta y arbitraria, que no se debió haber perseguido á los rebeldes antes bien haberles entregado el poder con la vida y bienes de los ciudadanos pacíficos, y que mas valia dejar correr la sangre mejicana á torrentes que no

apoderarse del autor de tantas desgracias, cuando la buena suerte de la República lo entregaba por un imprevisto azar al brazo de las leyes: y aunque todo eso estuviera demostrado, bastaria responder, que el bergantin permaneció en su fondeadero, hasta que el gobierno creyó conveniente despedirlo.

52. El segundo indicio de la complicidad del ministerio se refiere á la conducta del capitan don Miguel Gonzalez. « ¿Qué militar en este mundo, pregunta la seccion, se « atreviera sin órden de sus gefes á abandonar el punto « y objeto de su custodia, solo por conducir *un reo* á « otro lugar de mas seguridad? » (*a*) El honor acrisolado de aquel benemérito oficial, su patriotismo y prendas militares reclaman de mi parte, como jefe y como ministro, explicaciones que tal vez no tendrá fácilmente oportunidad de presentar á la nacion, atendidas la aparente categoría de sus calumniadores y la naturaleza de semejantes recriminaciones.

53. La índole y movimientos de la guerra del Sur daban al punto, en cualquiera otra circunstancia indiferente, de Huatulco un valor que no se podia menospreciar. Suponiendo en los rebeldes la mas leve tintura del arte de la guerra, se debia inferir que, estrechados por todas partes, procurarian tentar el espíritu público de los pueblos del rumbo, y aun salvarse y trasladar su base de operaciones á posicion mas ventajosa, si el general Bravo egecutaba su plan de campaña con el éxito que era de esperar. Los enemigos, al volver los ojos á una y otra costa, se decidirian acaso á desembarcar por la parte

(*a*) Dictámen de la seccion del gran Jurado, pág. 235.

de Huatulco con la probabilidad incontestable que lo incómodo y despoblado del parage les ofrecia de no encontrar resistencia. Ese desembarco le parecia al gobierno tanto mas fácil, cuanto que no solo estaba lejos de contar con el bergantin Colombo, apesar de las ofertas de su capitan, sino que estaba mui cerca de atribuir el regreso de Picaluga al puerto de Acapulco á combinaciones é inteligencias con Guerrero, cuya fortuna podia contribuir á levantar. Los acontecimientos posteriores no desacreditan nuestra anxiedad. Si Picaluga se mostró despues contra el jefe de los rebeldes, temiendo las fuerzas de la República, ó prefiriendo una grangería mas segura, no por eso se concluirá que yo, puesto que á mí se me hace el honor principal de este cargo, no tuviera sobrado fundamento en mis temores.

54. Admitida la necesidad de cubrir las cercanías de Huatulco, era menester confiar su custodia á un oficial, que reparase con su inteligencia y actividad la escasez de fuerzas que hubieran debido guarnecerlo, y á quién no dándole las tropas que se necesitaban para establecer una línea de defensa sobre la costa, pudiera dejarse libre campo en las instrucciones que se le comunicaban, para obrar segun los acontecimientos en su línea de observacion. El capitan Gonzalez sabia, como todos los ciudadanos de la República, que el objeto principal de las operaciones combinadas del egército era la pacificacion de los estados del Sur: la aprension imprevista del general Guerrero parecia la prueba decisiva del término de la campaña, y la suerte ponia en sus manos los mejores rehenes de la paz. Asi *abandonó* y *debió abandonar un punto* que ya

nada importaba « para conducir á otro lugar de mas seguridad » no á *un reo* comun, como quiere la seccion del pretendido gran Jurado con indecente ligereza y pérfida contradiccion representar al prisionero, sino « al *esclarecido* general don Vicente Guerrero, » al caudillo de los rebeldes, en una palabra, *la revolucion en persona* (7).

55. La seccion del gran Jurado falta ademas á la exactitud que debe calificar todas las aserciones públicas. El capitan Gonzalez no abandonó Huatulco como supone la seccion. Su oficio de 21 de enero avisa de la marcha que piensa emprender á su inmediato superior el comandante general de Oajaca; en el del 24 da noticia al mismo señor comandante general de que no verificará su movimiento hasta el 26, es decir, dos dias despues de la fecha de su última comunicacion desde aquel punto. Sin embargo ni antes ni despues se opone á su resolucion orden alguna superior. ¿No era natural suponer que el comandante general no se atrevia á tomar sobre sí la responsabilidad de disposicion tan arriesgada, ó que se habia aprobado su resolucion? En el primer caso cedia á la necesidad de obrar á discrecion; pues, aunque se diera por acabada la guerra, no estaban disueltas las fuerzas enemigas, y acaso intentarian libertar á su gefe á toda costa: en el segundo, nada se oponia á que egecutara su acertado proyecto.

56. Con todo aunque la medida de alejarse de Huatulco era laudable, no entraba en las intenciones del gobierno el fijar punto para la translacion de los prisioneros. Quiso dejarlo á la eleccion de las autoridades y gefes, que hallándose al alcance de las circunstancias locales de aquel rumbo, podrian mejor que los ministros adoptar el que

mas á la seguridad de los reos y servicio de la República conviniera. El gobierno procuró solamente, desde que supo la aprension de Guerrero, concentrar fuerzas sobre el flanco de la columna de Gonzalez, á fin de protejer su marcha, y esperó las noticias que debian hacerle formar su juicio sobre el espíritu público de los pueblos de aquel estado, para adoptar con tino sus providencias definitivas.

57. Lejos de resultar de la conducta del capitan Gonzalez el mas remoto indicio de la complicidad que achacan al gobierno; queda por el contrario desvanecida con ella toda especie de presuncion. La incertidumbre de los ministros, la falta absoluta de toda medida de precaucion, las dudas y perplejidad en que se veian cuantos gefes eran responsables de la seguridad de los prisioneros, el aturdimiento, sorpresa y contradicciones de todos los que en aquella crísis se hallaron con deberes tremendos que desempeñar, y sin órdenes previas que seguir, son en mi opinion, y serán en la de todo hombre desapasionado, pruebas irrefragables que destruyen esa mentida complicidad de los ministros en la accion de Picaluga. Que se compulsen las actuaciones, que se examinen los documentos que contienen los apéndices del *proceso-monstruo* formado contra nosotros por la seccion del gran Jurado usurpador, y dígase si en todo lo que acompaña ó sigue la aprension de Guerrero no se toca la evidencia, el convencimiento á que la seccion misma no ha podido resistir.

58. Para cubrir esa evidencia con un velo especioso de razonamiento, tejen una trama grosera de conjeturas que desbarata la simple confrontacion de los hechos y docu-

mentos que obran en el proceso. En vez de reprender al capitan Gonzalez por el *abandono* del punto que se le confió, y de convertir el tal *abandono* en prueba de que estaba allí por el gobierno, para recibir la persona del general Guerrero, mas justo hubiera sido hacer mencion de las dudas de este oficial, que ora anuncia su marcha al comandante general de Oajaca, ora le avisa de su detencion y de la sorpresa que causó en él la noticia de la presencia de Guerrero,— noticia que no le habria sorprendido, si la hubiera esperado, — sorpresa que se ve en todos sus partes, en lo inconexo de sus oficios, en las contradicciones mas palpables. ¿Habria mostrado en su conducta señal alguna de aturdimiento en el caso de haberse hallado prevenido?

59. Pero que no se confunda con las contradicciones de conducta la que se nota entre sus diferentes oficios y su declaracion; el de 20 de enero de 1831 escrito á las cinco de la tarde dice: « A las cinco de la tarde se me dió aviso por uno de los vigilantes que tengo puestos en varios puntos de las playas marítimas, que en el puerto de Santa Cruz habian desembarcado varios sugetos que por su trage y estilo eran del pais, pero que no los conocian; al momento mandé que ensillara la caballería y con ésta y el piquete de infantería me dirigí á aquel punto donde sorprendí á los incógnitos. (8) » Meditad ahora sobre su declaracion: en ella revela que tuvo con Picaluga, antes de que este le entregara sus prisioneros, una entrevista de que no hace mencion en su correspondencia.

60. No hai uno de vosotros, Mejicanos, que hubiera pasado por alto la contradiccion del capitan Gonzalez, de

la cual podrian resultar destellos preciosísimos en tan espresas tinieblas. La seccion del llamado gran Jurado, á no suponerá sus individuos de una rudeza increible, se apercibió de ella sin duda; pero conociendo al mismo tiempo la futilidad de sus cargos, y que las explicaciones que iba á provocar echaban á rodar el mal seguro andamio, de que pensaba servirse para consolidar su acusacion, mas quiso incurrir en la nota de parcial que ver reducido á polvo su proyecto. Conocia la seccion que el capitan Gonzalez, en la situacion delicada en que las circunstancias lo pusieron, tenia deberes que llenar de dos especies. Como militar, le era forzoso entenderse inmediatamente con el comandante general de Oajaca, á quien habla en lenguage militar; como ciudadano, creyó que á nadie podia confiar sino á la suprema autoridad un acontecimiento de tanta importancia, y en que todo buen ciudadano hubiera visto cifrados los destinos de la República. ¿Se dará una prueba mas palpable de las ningunas instrucciones que le habia dado el ministerio, que la premura con que participa al gobierno la aprension de Guerrero y las condiciones de su entrega? Si el convenio supuesto entre el capitan de bergantin Colombo y el ministro de la guerra tuvo por objeto la persona del candillo de la revuelta y no su buque ¿ porqué las órdenes é instrucciones dadas á los que habian de asegurar sus efectos se resienten de la falta absoluta de combinacion? Las amenazas hechas por Picaluga de soltar á los detenidos del bergantin, manifiestan cuan fatal habria podido ser á los planes y aun á la seguridad del gobierno su imprevision (9). Penetrado de lo que se arriesgaba en aquellos momentos y aturdido, «como declara

el mismo Gonzalez, *en aquel lance inesperado* no tuvo otra salida que darle conocimiento al gobierno de lo que pedia dicho extrangero, advirtiendo por sí que el no entregar á las personas que llevaba en dicho buque deberia causar mayores males á la República. » (10)

61. Sin embargo, « Picaluga, dirán mis adversarios, no podia aguardar ni exijir la respuesta del gobierno, puesto que entregó les prisioneros sin recibirla. » Picaluga habia dado un paso que no estaba ya en su mano desandar: si era su intencion sacar provecho de la importancia de sus cautivos, claro estaba que echándolos en la playa haria un mal al gobierno, pero perderia tambien hasta la esperanza de recibir su galardon. Las amenazas de Picaluga aturdieron al capitan Gonzalez; las reflexiones del capitan Gonzalez ganaron á Picaluga. Hecho ya el convenio *único que precedió* á la aprension del general Guerrero, y en que ni aun Gonzalez tuvo la *iniciativa*, lo que era secreto de estado, se convirtió en suceso militar, y al punto lo puso el capitan Gonzalez en conocimiento de su inmediato gefe. Desde la llegada del bergantin Colombo á Huatulco hasta la *sorpresa*, militarmente hablando, de Guerrero, hai dos periodos: uno, que debió, por la presencia inesperada del gefe de los sublevados y las condiciones de su entrega, ser un secreto de estado, ya porque concernia al gobierno el conocimiento de sus circunstancias, ya, porque, si se hubiera divulgado la noticia, habrian podido tentar su rescate los rebeldes; otro, que empieza en la *sorpresa* de los detenidos en el bergantin, periodo cuyos acontecimientos debia cualquiera buen ciudadano describir con el lenguaje que pu-

diese calmar, con mas eficacia la inquietud y recelos de la nacion.

62. Permitidme que añada á tantas razones otras de igual valor, que, si bien no son ya necesarias para justificar al gobierno de la imputacion que se le hace, serán útiles para poner de bulto la mala fe, la culpable parcialidad y la intencion sanguinaria de la seccion del gran Jurado. Entre las muchas que podrian presentarse bastan las que se fundan en la absoluta falta de órdenes é instrucciones de los comandantes generales del estado y de las armas de Oajaca, y aun en las mismas contra-órdenes dadas por mí, cuando, no teniendo recursos para protejer la conduccion de los presos y asegurar sus personas en las paradas y descansos del tránsito, y ocupado en pensar en la seguridad de la marcha, anduve vacilando mucho tiempo para señalar el punto donde se habian de custodiar y poner á la disposicion de las leyes.

63. La seccion, puestos en olvidos los límites de sus atribuciones, ademas de ver, por la gracia de los partidos, lo que ningun simple mortal hubiera visto con todas las luces de la razon y de la justicia, á saber: un hecho, cuando ni siquiera indicios de él tenian, y cuando lo desmentian las pruebas mismas buscadas con tanto ahinco, para hacerlo siquiera conjeturable, ha encontrado medio de hacer criminales y cómplices á los que en todo caso no hubieran sino cumplido con su deber, obedeciendo á sus gefes como soldados y asegurando la accion de las leyes como buenos ciudadanos. Los individuos de la seccion, habituados á dirijirse á hombres, cuya identidad de opiniones y sentimientos les aseguraba de antemano los aplausos, y

confiando en que la Cámara no deseaba que se demostrara la verdad, sino que se sostuviera la acusacion, se atrevieron á cometer los mayores extravíos. No dicen que las instrucciones del capitan Gonzalez ni presentan prueba, ni arrojan indicio de esa supuesta inteligencia; que mas natural es que su comision tuviese por objeto la entrega del bergantin de Picaluga que la persona de Guerrero; que ninguna relacion tenia el oficial, á quien se supone encargado de servicio tan arduo, con el comandante general del Estado, ni con otro alguno de los comandantes de las secciones y partidas mas inmediatas; y en fin que la comision, que quieren por fuerza suponer dada por mí á este veterano, era tan grave, difícil y arriesgada que no la habria aceptado, no digo yo un militar de sus prendas, mas ni el bisoño mas aturdido, sin intrucciones expresas para desempeñarla con seguridad, y suficientes para ponerlo á cubierto de la tremenda responsabilidad que cargaba sobre sus hombros.

64. No se hace tampoco mérito del desapercibimiento, en que, á la llegada del gefe de los revoltosos aprendido por la tripulacion del Colombo, se vieron las autoridades de Oajaca. En lugar de haber concentrado las fuerzas disponibles del estado sobre Huatulco, el coronel Ramirez y Sesma, comandante general del estado, operaba con todas ellas en el punto opuesto de la Mixteca; y las primeras instrucciones que se le comunicaron, fueron las que acompañaban el aviso de la aprension de Guerrero, siete dias despues de hallarse bajo la custodia de las armas nacionales. Y ¿ qué terribles consecuencias no hubiera podido acarrear esa tardanza ? Si el mismo

acusador, que ahora levanta la voz para pedir venganza, hubiera entonces levantado el brazo para rescatar á su adalid ¿ quién le hubiera impedido el libertarlo ? ¿ No podia á marchas forzadas haber alcanzado las débiles fuerzas que lo custodiaban ? Era demasiado vergonzoso creer á un soldado tan cobarde como él lo fué, para no temer que intentara salvar al ídolo de su faccion del castigo, con que las leyes amenazaban su cabeza; y repugnaba el suponer que hubiese conspiradores tan pérfidos que lo abandonaran á la muerte por heredar su prestigio. ¿ Con que precipitacion no tuvo el comandante general Ramirez que emprender su marcha, á fin de llegar á Oajaca en ocho dias, y poner coto á esos temores ?

65. Entre tanto el comandante de las armas, estando mas cerca del peligro, duda, vacila, teme; ya prevé el movimiento que Alvarez debe egecutar, para caer sobre la pequeña columna que conduce preso á Guerrero; ya se tranquiliza enviando un refuerzo de setenta hombres, con el cual piensa que puede *marcharse sin peligro*. Primero determina que los prisioneros descansen en Miahuatlan, Ejutla ú Ocotlán, mas no tarda en desconfiar del espíritu de aquellos pueblos, y determina que continuen su marcha para la capital; luego muda de resolucion é indica al gobierno Etla, como « *punto fuera de la capital, que no se halla mui lejano*, que no *es tránsito de pasageros y que proporciona recursos de subsistencia para* 200 *hombres*; por último sale de Oajaca, pero acaba resolviéndose á volver *á esta ciudad aprovechando el silencio de la noche.* »

66. No reflexionan, ó mas bien, no quieren haceros

reflexionar sobre la completa ignorancia en que de semejantes medidas estaban los demas gefes, desde los comandantes de los puntos menos importantes hasta el general del egército de operaciones. Mientras todos se ocupaban de la guerra, uno de vigilar las avenidas de Acapulco, y otro de recorrer las costas, y aquí del faccioso Juan Bruno, y allí del rebelde Medina, el general Bravo á cuya espada habia confiado el gobierno el honor de las armas mejicanas y la salud de la patria, se disponia por su parte á egecutar un plan de ataque, en el cual ni aun la mas ligera vislumbre se transluce de haber tratado sobre la persona del principal conspirador. Y ¿á quien hubiera el ministerio revelado mejor esa transaccion que al hombre, á quien habia confiado la salvacion de la República, con cuya cooperacion debia contar, y de cuya conciencia le era forzoso asegurarse? ¿ De quién pues se fió el gobierno? ¿ Qué trama fué la suya? ¿ Dónde estaban sus hilos? ¿ Qué medidas habia tomado para no malograr el éxito de sus disposiciones? Nada fué ni es público; nada ha descubierto ni descubre el secreto: ¡ secreto entre hombres! y ¡ hombres que ven el poder en manos de nuestros acusadores y verdugos! Dedúcese pues de esas observaciones por una parte: que ni los gefes ni autoridades de los estados tenian instrucciones para obrar en el caso que se les presentaba; por otra: que no solamente el oficial de confianza del gobierno carecia de instrucciones, noticias, y aun sospechas acerca de la entrega del gefe de Acapulco, sino que las dadas por el ministerio prueban que jamas nos habiamos ocupado de un asunto, hasta entonces inconcebible: por lo tanto, el pretendido contrato no

ha existido jamas ni aun en la cabeza de nuestros acusadores.

67. De nada que pudiera sernos favorable se cuida la seccion; pero sí emplea todos los recursos de la mala fé para conmover las pasiones, y hacer que pasen en medio del tumulto de ellas los absurdos mas desacordados y groseros. ¿Con que fin, si no, se cita como prueba de inteligencia con el gobierno la mitad de una frase, que si algo indica, indica lo contrario de lo que la seccion intenta demostrar? « El encono y la rabia, dice esta en su dictámen, de los agentes subalternos del señor Facio, está estampado en sus comunicaciones, hasta tener el arrojo de indicar que sus desgraciados prisioneros debian ser enterrados en el mismo puerto de Huatulco (*a*). » Abusando de la virtud mas noble del pueblo mejicano, ha calculado las probabilidades del triunfo de su torpe calumnia, segun el grado de efervecencia que produciria en vuestros corazones, por una parte la lástima que inspira una víctima, sean sus crímenes los que quieran; por otra el disfavor que nos resultaria de una medida tal vez en oposicion, no con vuestras opiniones políticas, sino con vuestros sentimientos generosos y caballerescos.

68. Aunque los agentes subalternos del gobierno odiasen al monstruo que habia vertido la sangre de sus compañeros inocentes y que los amenazaba con igual suerte ¿qué responsabilidad alcanza á los ministros por los sentimientos ú opiniones de sus subalternos? A lo menos en la expresion citada no se ve mas que un parecer, y un pare-

(*a*) Dictamen de la seccion del gran Jurado, pág. 235.

cer que excusan las circunstancias de la época. Y ¿ no se ve mayor ferocidad en nuestros acusadores sin tener las mismas razones que los disculpen? ¿No piden sangre Alvarez y Barragan? ¿no piden sangre los individuos de la seccion? ¿no pide sangre el gran Jurado? Y para conseguirla, esos magistrados intrusos truncan con vil malicia una oracion disyuntiva, cuyas partes no tienen la misma fuerza separadas, como las presenta la seccion, que juntas, como las escribió su autor. ¿ Seria culpable el que os dijera: — « Debeis abolir la libertad ó rejiros por sus leyes; » porque un sofista supusiera falazmente que habia dicho « ¿ Debeis abolir la libertad? Tal es el caso de la frase que destroza la seccion, para provocar vuestros resentimientos. ¿ Y qué pensariais, Mejicanos, si en lugar de ser fiel esa copia, habia hasta en la parte extractada una suplantacion infame? ¿qué pansariais de la lealtad de nuestros adversarios, si hubieran puesto bajo la pluma del honrado militar que acusan de *ferocidad* una palabra, que nunca tal vez pasó por su cabeza? Leed su oficio, y no dudo que convendreis conmigo en que mejor cuadra á su contenido la palabra ENCERRADOS que la de *enterrados*: esa sin duda es la que escribió el señor Garcia Conde; para mí nunca ha habido otra antes de la impresion de esos documentos, ni ha podido haberla despues para los que no se atreven á truncar el sentido legítimo de las palabras de un hombre de bien, y mucho menos á falsificarlas.

69. El proceder capcioso de los individuos de la seccion justifica las sospechas que sobre la honradez de sus partidarios inspiran esas horribles arterías. ¿Quien no creerá que en la obscuridad de sus misterios parricidas han armado un

lazo tan sutil, cuando en público y revestidos del carácter de legisladores osan transtornar la redaccion de un documento público? ¿Desechareis como infundada la presuncion de que en los conciliábulos de los enemigos de la patria se haya falsificado una letra, al ver que esos hombres que se llaman seccion y cámara y gran Jurado y representacion nacional y todo, adulteran á la luz del sol las frases enteras? Hombres impuros, ya que no digais que ese mismo agente subalterno del gobierno solo habla en su correspondencia *del cumplimiento de las leyes* y de la marcha legal de la causa que debia formarse al reo; ¿porqué no citais lo que él escribió? y ¿porqué en vez de acusarlo de haber *indicado* que sus desgraciados prisioneros debian ser ENTERRADOS EN EL MISMO PUERTO de *Huatulco*, no publicais todo lo que él escribió, y no que lo extractais con malicia, y mentis con la intencion mas sanguinaria? ¿En qué parte del oficio del *agente* del señor Facio se leen las palabras: *en el mismo puerto*? Y ¿porqué las intercalais vosotros? ¿Quereis redondear vuestra diccion á costa del buen nombre de un ciudadano, ó quereis que esas palabras hagan creer que, deseaba la muerte de sus prisioneros, quien pide en todos sus oficios que se juzguen conforme á las leyes, y acaba la frase inculpada, diciendo:—« Entiendo que hay necesidad de que cuanto el gobierno acuerde sea *violento* (pronto) *para que pueda disponer* de Guerrero y sus compañeros, quienes deber ser *enterrados* (ó lo que es mas natural *encerrados*) en Huatulco (*simplemente*) *ó rembarcados* en el mismo buque para otro destino ?» Laubardemont tenia razon: *Qu'on me donne six lignes écrites de la main du plus honnête homme de France, et j'y trouverai de quoi le faire*

pendre (*a*). Los individuos de la seccion del gran conciliábulo estan mas adelantados; que les den una simple frase, y ellos harán de modo que pueda ahorcarse al mundo entero.

70. Seria ciertamente abusar de vuestra paciencia el ir enumerando una á una las razones que destruyen hasta la posibilidad de mi pretendido convenio con Picaluga sobre la persona de Guerrero, y no siendo mi ánimo tampoco desnudar á mis enemigos, aunque tambien lo sean vuestros, y descubrir públicamente su asquerosa deformidad, me contentaré con haberles arrancado la máscara, para que podais conocerlos y guardaros de su traidora hipocresía. Bien veis, ó Mejicanos, que he procurado aclarar un punto ya rebatido por la falta de toda especie de prueba, mas por defender la conducta de los buenos servidores de la República que por justificar el ministerio de una falsa, increible y ridícula acusacion.

71. Porque en efecto, ciudadanos, si las circunstancias de aquel extraordinario suceso fueran menos evidentes y arrojaran motivos de alguna sospecha de gravedad; ¿qué cargo político ni legal podria hacerse al ministerio, cuando de ninguna especie se pudieran hacer al mismo Picaluga?— Suponed que el aprensor de Guerrero comparece ante vuestros tribunales, y que se somete á las leyes ¿de que pues se acusará?—¿De dolo! y ¿dónde estan las leyes que protegen á un rebelde?— de fraude? y en que se apoya la inmunidad de los enemigos de la paz pública? —¿de perfidia? y ¿qué fuerza obliga á guardar una

(*a*) Que me den seis renglones escritos por el hombre mas honrado, y yo sacaré de ellos con que ahorcarlo.

fé, rota ya por el perjurio de una faccion ?—¿ de inmoralidad ? y ¿ qué tribunal decidiria una cuestion, en que las leyes son mudas, las costumbres sordas y ciega la razon ? ¿Quién de vosotros condenaria á un hombre que solo diria para defenderse: — « Yo he salvado la República ? » Si pues no podeis condenar al que libró la patria de la guerra civil, sin tener una obligacion, ¿ cómo reprobariais la egecucion de un deber ? Los ministros que hubieran podido servirse de una estratagema, que entonces aprobasteis, y contra la moralidad de la cual nada se dirá que no sea declamacion y paradoja ¿ necesitarian inventar otra respuesta ? (11)

72. Si se considera el levantamiento de guerrero como un crímen de *lesa nacion*, ningun derecho le quedaba al culpable para reclamar las condiciones de una guerra legal. Con respecto á nuestras leyes ¿ qué reglas hai para perseguir á los reos ? Si se califica de discordia civil, de lucha de opinion, de disension política ¿ no se concederá entonces al gobierno establecido, por lo menos, lo que las leyes de la guerra no prohiben á cualquiera de las partes beligerantes ? ¿ De cuándo acá esa susceptibilidad melindrosa de los apologistas de la rebelion ? Desde el poeta Homero hasta el jurisconsulto Grocio, desde Grocio hasta Bentham y Constant, desde Moises hasta los padres del cristianismo, todo el mundo ha reconocido como justos y aun laudables los ardides de la guerra. (11)

73. Y tal es la condicion de los rebeldes que la misma perfidia que es menester no confundir con el ardid, siendo un crímen en la guerra por parte del que la comete, no lo es en la rebelion por parte de los gobiernos. Es pérfido el

que falta á la promesa dada, el que quebranta el Juramento hecho, el que retracta su palabra comprometida: ahora bien, ¿qué fé, qué palabra, qué juramento puede haber entre un gobierno y un faccioso? ¿Entre las leyes y su profanador? Sin embargo la imprudencia de nuestros acusadores no llegará á tanto que osen acusarnos de haber faltado á la religion de los convenios, y si no quieren arriesgar su pobre reputacion de leguleyos, mucho se mirarán antes de saltar á la arena, para demostrar, que si fué pérfido Picaluga, nuestras leyes condenan su perfidia.

74. Pudiendo tan ventajosamente rebatirse el cargo hecho al mismo Picaluga, el cargo que se hace á los ministros acusados, siendo cierto, admitiria sin duda una defensa mas noble y victoriosa. No necesitaria yo entonces justificarme; vendrian en mi favor tantas madres como han vuelto á ver en sus hogares al hijo que iba la guerra á devorar, tanta víctima como habia señalado la venganza, los mismos partidarios del bando enemigo en quienes el espíritu de faccion no ha ahogado los sentimientos del honor y de la justicia, vosotros vendriais todos, Mejicanos, á responder por mí á mis calumniadores; y si esas esperanzas solo son ilusiones de una conciencia pura, si mi cabeza hubiese de rodar en un patíbulo, mi nombre, ciudadanos, pasaria de la sentencia de un tribunal injusto al libro hermoso de la inmortalidad.

75. Afortunadamente, para afirmar ó negar la existencia del convenio supuesto, no es menester mas que recordar lo que llevamos dicho, y se concluirá: que la primera parte del primer cargo que se hace al ministerio, y

principalmente á mí, « de haber contratado en 50,000 pesos la *persona del general Guerrero* », es falsa, porque jamas ha existido ni podido existir semejante contrato, no siendo creible que un extrangero sin fuerzas, sin influencia y sin relaciones, pudiese apoderarse del gefe de los facciosos, sacarlo de las filas de sus partidarios y llevarlo á una embarcacion, de que al tiempo del contrato estaba lejos, y á que, segun todo cálculo razonable, no se debia acercar jamas. Es improbable, porque no se ha descubierto ni puede descubrir el mas leve indicio del dicho contrato, en las instrucciones dadas á los que iban á contribuir á su buen éxito y asegurar sus resultados, cuando nadie acepta encargos de tamaña responsabilidad sin demandar antes las garantías necesarias. En fin es absurdo, por que aun en el caso de haberse probado que tal convenio tuvo lugar, ni hai leyes *positivas* que lo condenen ni razones *sólidas* que lo reprueben.

76. Síguese la segunda parte del primer cargo, á saber: la influencia que el gobierno egerció en la formacion de la causa contra el gefe de los facciosos. Esta parte me concierne exclusivamente, porque segun el dictámen de la seccion del gran Jurado, « El mismo gobierno de Madrid no hubiera desplegado su saña con el encarnizamiento que lo hizo el ministro de la guerra, pues éste llegó á haber caso de formar en su gabinete las causas contra personas que tenia á mucha distancia, como de ver puestos de su misma letra y puño del señor Facio los cargos que deberian formarse al señor Guerrero. » (*a*).

(*a*) Dictámen de la seccion del gran Jurado, pág. 236.

77. Este cargo no ha sido presentado por el señor Alvarez ni se deduce de la ampliacion del señor Barragan. El primero, acusando al consejo de guerra y al fiscal, solo deja campo al segundo para acusar al gobierno «*por haber permitido los asesinatos perpetrados en los patriotas*» cuyos nombres cita en su primer cargo, el segundo, habiendo escudriñado con la prolijidad y astucia de un enemigo, que pone su conato en saciar la venganza de su partido y satisfacer su vanidad personal, nada dice sobre la intervencion del gobierno en los actos del tribunal que juzgó al amotinador de los distritos del Sur: estaba reservado ese hallazgo para los individuos de la seccion, y ya veis, ciudadanos, que no han perdido la ocasion de cometer otra infraccion de ley constituyéndose de nuevo acusadores.

76. Supóngase empero, aunque solo por un momento, que no ha dominado á los individuos de la seccion el espíritu inevitable de partido, y que el celo de la causa pública les ha hecho saltar la barrera estrecha, con que el reglamento de las Cámaras limita las funciones de la seccion del gran Jurado; y aun asi, no solo son culpables de prevaricacion en daño nuestro, sino tambien de iniquidad hacia cuantos envuelven en nuestra causa; porque las recriminaciones que aglomeran generalmente alcanzan mui poco á los ministros, quienes deben y pueden contestar á ellas, y caen de lleno sobre ciudadanos particulares, que ni pueden ni deben responder. Si en los paises donde las leyes reinan y donde el mayor atentado que se conoce es el infringirlas, no hai mas grave injuria para un ciudadano que la de suponerlo sin indicio alguno dispuesto á quebrantarlas, ¿ no hubie-

ra sido justo y decoroso meditar en las consecuencias de tan horrible acusacion ? ¿No veian los nuevos familiares de la inquisicion revolucionaria que ese golpe no tocaba la responsabilidad del ministerio, sino despues de haber derribado la reputacion de todos los oficiales del egército? ¿Cuál de ellos hubiera sucumbido á las sugestiones del gobierno faltando á la justicia, á las leyes y al honor militar? Interrogad á todos los que tuvieron parte en la causa formada contra el autor de la revuelta del Sur: el general Ramirez y Sesma ha respondido por los demas oficiales; pero temiendo las aclaraciones, la seccion no ha querido que resuene su voz en todos los ángulos de la República.

79. Y ¿ con qué intencion podia el gobierno influir en la causa formada contra el caudillo de los rebeldes? Si deseaba, como torpemente se supone, que pereciese condenado por sus jueces, ¿ no era comprometer necesariamente su mismo proyecto el echar la mancha de ilegalidad y prevaricacion en un proceso, en que para condenar al reo eran inútiles los consejos y peligrosas las instrucciones ? ¿ No era público el delito ? entonces ¿qué necesidad tenia el ministerio de abrogarse las funciones de fiscal ? ¿ no habia hartas pruebas legales para pronunciar contra el culpable la sentencia de muerte ? luego ¿ porqué las habia de buscar el gobierno, cuando su oficiosidad habria podido reducirlas á la impotencia ?

80. Verdad es que la seccion solo acusa á los otros ministros de haber permitido la formacion de la causa y la egecucion de la sentencia, y que guarda para mi la parte no mas grave pero sí mas odiosa de la inculpacion; á pesar de que el cargo de omision, á que se refiere el

hecho por la seccion á todo el ministerio, no es mas calumnioso que el crímen de prevaricacion de que me representa autor y cómplice su dictámen. En apoyo de su conjetura se valen los acusadores (tal es el oficio que desempeñan los individuos del gran conciliábulo), del papel en que pretenden que « se ven puestos de mi misma letra y puño *los cargos que deberian formarse* AL *señor Guerrero.* » (*a*)

81. Hombres honrados que cifrais vuestra felicidad en llenar cumplidamente vuestros deberes; legisladores que meditais sobre el orígen de las acciones humanas y estudiais los afectos del corazon; jueces que veis ante las gradas de vuestro tribunal todos los rodeos, toda la falsía, toda la sutileza y maña, todo el descaro y arrojo de las pasiones, concededme la atencion de algunos instantes, y decid si entró jamas en corazon de esclavo deseo mas sanguinario de venganza que el de mis enemigos, ni en cabeza de asesino medios mas atroces para conseguirlo que los inventados por nuestros pretendidos jueces? Empecemos con la historia de ese papel que obra en las páginas 183, 184, y 185 del proceso impreso y que la seccion, como voi á demostrar, ha falsificado sin pudor, contando sin duda con que el escándalo que ese documento iba á provocar, ahogaria la voz de la inocencia, y justificaria sus procedimientos ilegales y el fallo inícuo de sus cómplices.

82. El levantamiento del general Guerrero es uno de aquellos acontecimientos cuya índole reclama en todas

(*a*) Proceso impreso, Dictámen de la seccion del gran Jurado, pág. 236.

las naciones una explicacion de la parte del gobierno. En las que sufren el yugo de un tirano, tiene que contentarse el pueblo con el manifiesto de un valido, manifiesto donde no se mencionan todas las circunstancias de un suceso público, y donde las mencionadas lo son con mas ó menos extension, conforme al interes de la corte. En las que el pueblo egerce una parte de sus derechos y se reserva principalmente el de examinar los actos de su gobierno, deben los funcionarios que han merecido, la confianza nacional responder, y responder de una manera satisfactoria, á cuantos cargos se les pudieren intentar. Yo he procurado siempre ponerme anticipadamente en el caso de cumplir con ese deber; y conociendo la extension de las prerogativas del poder legislativo, y esperando ser interpelado sobre un evento que ocupaba la curiosidad general, me ví forzado á revolver y pesar detenidamente los pormenores, *acerca* de los cuales todos los individuos de la cámara tenian facultad de exijir explicaciones. Apenas recibió el ministerio los documentos concernientes á la aprension, proceso y fin del general Guerrero, los examiné con madurez, y puse en órden los puntos á que mas principalmente creí dirijiria la oposicion sus ataques. Pero ¿ qué hombre hubiera confiado en su memoria, para tener á la mano las armas con que habia de parar los tiros que hubieran podido acestarle de todas partes los apologistas de la rebelion ? La presuncion y la liviandad son vicios que se esconden en el corazon, cuando el peligro llama á las puertas de la prudencia : por mi parte, nunca hubiera yo resistido mas á sus tentaciones que entonces, pues temia la multitud de los

negocios que diariamente me obligaba á despachar el deber de mi ministerio no introdujera la confusion en mis ideas; por lo mismo formé para mi gobierno esa minuta que la seccion ha calificado de *instruccion remitida* al comandante general de Oajaca.

83. Tal calificacion es el último grado de impudencia á que sube la perversidad humana. Se ha puesto á la cabeza de ese documento, como si tambien hubiera sido escrito por mí : *Instruccion reservada remitida por el ministerio de la guerra á don Joaquin Ramirez y Sesma.* De ese modo ha creido la seccion sorprender la buena fé del pueblo mejicano, y hacer pasar por prueba indestructible la calumnia mas groseramente forjada. Yo declaro bajo mi palabra de honor que ese epígrafe no es obra mia, y denuncio á sus autores ante Dios y los hombres como viles impostores. El general don Joaquin Ramirez y Sesma ha declarado del modo mas solemne que no ha recibido instruccion alguna de semejante especie, y puede añadirse que la naturaleza misma de ese documento demuestra la torcida interpretacion que se le ha dado. Repito que no es mio el encabezamiento de letra bastardilla con que la seccion del gran Jurado ha tenido la impudencia de insertar en su *proceso-monstruo* el mencionado papel, debiendo advertir al mismo tiempo: que no es esa falsificacion la sola que en él se advierte.

84. La seccion del gran conciliábulo no ha reparado en que el contexto entero de mis apuntes está en contradiccion abierta con su maliciosa añadidura. Verdad es que en este como en los demas casos no se contradicen mis acusadores ni por olvido, ni por demasiado celo, ni tal vez por

impericia; su conducta está de antemano trazada por un convenio infernal con los enemigos de la libertad, y segun el plan de nuestros adversarios, es menester que, si justa ó injustamente no cae la cuchilla de la lei sobre nuestras cabezas, la sospecha, la desconfianza, la calumnia, y en fin la execracion pública empezcan nuestra fama, y nos alejen del campo, en que aun podíamos ser útiles á la patria, y servirle de dique contra el torrente que le arrastra, y que tarde ó temprano la hundirá en la mas vergonzosa esclavitud.

85. Pero como si adquiriese mayor fuerza el descaro de esos ilusos con el número de sus atentados, ni aun siquiera creen ya necesario el disfrazar con las formas manejos tan villanos. Prescindamos ahora de la nulidad en juicio de un papel sin carácter oficial y, lo que es mas, sin posibilidad de admitirlo. ¿ Con qué derecho sin embargo califica un juez instructor los documentos que agrega al cuerpo del proceso? ¿ En qué pruebas se funda la seccion para llamar esa nota *instruccion reservada remitida por el ministro de la guerra á don Joaquin Ramirez y Sesma?* ¿ Da lugar á su presuncion el juramento de este honrado y benemérito gefe, que bajo su palabra de honor asegura *no haber recibido mas instrucciones del gobierno que las detalladas en el proceso impreso?* ¿ Se infiere acaso la naturaleza de ese documento de la marcha del coronel Gaona, cuya comision importante, segun el oficio que se pasó al comandante general de Oajaca, tenia por objeto la entrega de *unos documentos relativos á Don Vicente Guerrero*, con el fin *de que hiciesen relacion en el sumario que se seguia á dicho reo?* ¿ Debe pues calificarse de reservada una comision de que se

manda hacer mérito en una causa pública? y ¿ se mandaria hacer mérito en ella de la supuesta instruccion del ministro de la guerra? ¡ Qué cúmulo de absurdos!(12)

86. Falta empero el mayor; porque los individuos de la seccion recorren toda la escala de los delirios humanos, como si cedieran á una fuerza fatal, y como si la Providencia hubiera dado por salvaguardia á la sociedad el alucinamiento, con que los mismos culpables revelan siempre sus delitos. Sinó, Mejicanos, ¿quién podria explicar de otro modo la obcecacion de mis acusadores? En una parte: afirman que yo formé en mi gabinete los cargos que se hicieron al general Guerrero; en otra aseguran que estos cargos fueron remitidos por el coronel don Antonio Gaona que los llevó en persona. Ahora decidme, si el coronel Gaona llegó á Oajaca el 14 de febrero por la noche, ¿ cómo se hicieron los cargos que llevaba, á un reo que habia cesado de vivir el mismo dia por la mañana? Calificad pues vosotros mismos ese insidioso epígrafe y la redaccion del encabezamiento que sigue. En cuanto á este, yo estoi seguro que cotejando el interrogatorio hecho por el fiscal, y los apuntes tomados por mí, ninguno de vosotros admitirá que sea mio el que la seccion me atribuye. Aun concediendo que mi pluma haya escrito solamente: « Cargos que deberán hacerse A don Vicente Guerrero, » todo prueba que mi intencion fué la de escribir « Cargos que deberán hacerse ACERCA de don Vicente Guerrero. » Esa negligencia acaba de demostrar que la nota, que se quiere presentar como una instruccion remitida al comandante general de Oajaca, es un extracto formado para mi gobierno y nada mas, una minuta de apuntes, una memoria para servirme de guia en los debates, que *acerca* de la

causa y muerte del general Guerrero pudieran haberse suscitado en cualquiera de las Cámaras, y un bosquejo de los principales puntos, en que debia apoyarse el manifiesto que sobre el origen de la revolucion del Sur y sus funestos acontecimientos pensaba yo dar á la República.(13)

87. Asi lo ha creido la misma seccion, por mas que se esfuerce en aparentar lo contrario; por eso no ha citado á comparecencia al coronel don Antonio Gaona, como lo exijia el curso del expediente instructivo; por eso no ha pedido explicaciones al general Ramirez y Sesma acerca de la naturaleza de los documentos que le remitió el gobierno; por eso se contenta con arrojar como una tea incendiaria en medio de la multitud, con cuya ligereza y credulidad cuenta para sus miras, un papel adulterado, de que habria hecho en otro caso el cimiento principal de su acusacion; por eso se sirve de él, sin insistir en su calificacion ante la Cámara usurpadora; por eso lo anuncia de un modo en su dictámen, de otro en el apéndice de los documentos y piezas de justificacion, y de otro en el índice del proceso; por eso lo interpreta, lo violenta, lo falsifica. ¿Quê vergüenza! ¡A qué extremos tiene que apelar la iniquidad! ¡Para acusar á un defensor de la libertad y de las leyes se ve forzado el triunvirato inquisitorial de los demagogos á profanar estas, renegando de aquellas! ¡á llamar armas prohibidas las armas defensivas de un ministro! á presentar la espada del soldado como el puñal de un asesino! (*a*)

(*a*) Con intento tan patriótico han hecho preceder esos apuntes, sin carácter, de un certificado que á su parecer se lo comunica y que no compromete demasiado el misterio de su maraña. El certificado del

88. Porque, si para fundar la nota con que se califica un documento, á que pretenden dar tanta influencia en las pasiones, documento que acusa al mismo tiempo al gobierno de seduccion, y á un militar pundonoroso de perjurio, hubiese preguntado la seccion ¿ cuáles eran los documentos que el ministro de la guerra confió al coronel Gaona, y que por el mismo conducto le devolvió el comandante general de Oajaca? entonces la República hubiera conocido

secretario de la seccion recae sobre un párrafo textado en la minuta del oficio con que noticié al comandante de Oajaca la órden dada al coronel don Gabriel Duran, para que se entregara de la persona del principal reo. El tal certificado no certifica que sea mio ese párrafo, mas lo da á entender, y segun la loable jurisprudencia de mis acusadores, notando que está « *textado con un disfraz desusado* » (*é inútil* podia añadir) « en esta clase de borradores, y que *no se encuentra en otros de la misma clase* insertos en el expediente, » en lugar de desecharlo, le da un lugar oportuno y dice: « que al estudio particular con que se hizo, concurre la circunstancia de ser otra la tinta de la textacion; » y que despues de un prolijo exámen se ha venido á descubrir inequivocadamente que el párrafo textado dice lo siguiente: *Las comunicaciones para la operacion consabida las he hecho al expresado coronel.* « Y en virtud de lo acordado, añade el señor Ramirez, por los señores que componen la seccion, al tiempo de clasificar los documentos que deban imprimirse en el expediente formado para enjuiciar á los ex-ministros, extiendo la presente. » De aquí podria inferirse, siguiendo la escuela de nuestros acusadores, que puesto que á la cabeza escriben *certificado*, y que no puede decirse extiendo la presente sino el presente, la conciencia los ha llevado á confesar involuntariamente que *extienden* la presente *falsificacion*. Sin embargo, como el párrafo nada determina y yo no sé lo que quieran dar á entender con esa *operacion consabida*, me contentaré con suplicar á quien tenga la posibilidad de ver el párrafo textado, si la tinta que la seccion considera ser otra que la de *la textacion*, se parece mas á la del certificado que á la de la minuta.

toda la entereza, todo el celo y patriotismo del gobierno y toda la enormidad del crímen de Guerrero. No hubiera bastado á los facciosos, para contener la indignacion del pueblo, el repetir sus abultados encomios. ¡ Pues qué ! hubiera gritado á una voz la nacion, ¿ se compra con una buena accion el derecho de obrar mal toda la vida? ¿ Qué nos importan las glorias de nuestro asesino? ¿ Hiere menos la cuchilla de un sacrificador coronado de laureles y rosas que el hacha de un infame verdugo ? Se hubieran visto tambien las cartas reservadas del autor de la guerra del Sur á personas como don Francisco Santa María, don José Julian Gonzalez, don Juan Bruno, cartas en que descubre sus miras ambiciosas, sus sentimientos feroces, sus ideas perversas y las inspiraciones infernales del genio desorganizador que lo movia; se hubieran publicado las instrucciones secretas con que acompañaba sus proclamas, y por ellas se hubiera comprendido el inmenso peligro que habia amenazado la República; se hubieran divulgado los nombres de sus cómplices, y los juramentos y promesas, con que se entregaban á un plan que no tenia ya por objeto el cambio del gobierno, la ruina de la libertad ó la total exclusion de la influencia de las leyes, sino el saqueo, el sacrilegio, el exterminio de la mayor parte de vosotros. Y hubieran corrido á las puertas del congreso los honrados, los buenos y pacíficos Indios para revelar las sugestiones sanguinarias de Guerrero : de sus mismos labios hubiera sabido el mundo que la intencion de aquel héroe decantado de la injusticia y el desórden, era acabar con cuantos blancos pueblan el vasto territorio mejicano, apoderarse de sus riquezas y declararse. . . . .

89. Mejicanos, la sospecha sola basta para excitar vuestra cólera, y oigo que me demandais las pruebas de tan odiosa acusacion. Pues bien, yo las poseo; yo os las mostraré sobre la tumba misma de Guerrero; yo invocaré su sombra, y cuando ninguno de sus cobardes partidarios osará hollar la tierra en que descansa, pondré yo mi mano en su cadáver y nombraré á sus acusadores; nombraré ante todos...¿ á quién ? No os estremezcais, Mejicanos: á mi propio acusador. Entonces, ó no hai en el cielo justicia, vereis levantarse el cuerpo ensangrentado de su víctima y maldecir el nombre infame del vil Alvarez; de ese Alvarez que insulta sus manes irritados, tomando la defensa del émulo que vió sacrificar, sin otro sentimiento que el de no haberse anticipado á Picaluga para llevarse el galardon de su servicio; de ese Alvarez que engañó al gobierno con las mayores muestras de adhesion, y engañó á los facciosos con un pronunciamiento falaz é interesado, y engañó á su caudillo con protestas mentidas de amistad. Sí Mejicanos; Alvarez, don Juan Alvarez, nuestro acusador, fué el primer acusador de Guerrero; Alvarez denunció sus bárbaros proyectos; Alvarez reclamó su castigo, y aun lo hizo recaer sobre algunos de los cómplices de la sublevacion, *delatando* á los mensageros que el gefe de los rebeldes le mandaba (*a*). Al nombre de ese pérfido ciudadano y mal soldado se unirian los de muchos partidarios de la buena fortuna, que sirviendo de espías y delatores voluntarios contra la faccion perseguida, continuaron egerciendo su profesion bajo los auspicios del poder triun-

(*a*) Los padecimientos de don José María Gallardo fueron efecto de las delaciones repetidas de ese hombre.

fante contra los hombres del poder caido. La lista es larga, y rica de títulos y pretensiones, aunque compuesta de ilustres campeones del bando de los Alvarez y Barraganes; porque los demas ciudadanos de la República que ellos condenan como enemigos de la libertad, saben combatir, vencer y perdonar; no volver las espaldas en el campo, y calumniar en la plaza pública en medio del tumulto de la revolucion, y bajo el amparo de las armas que el seducido egército les presta.

90. Testimonios tan irrefragables hubieran justificado el gobierno, y hecho el panegírico del ministro de la guerra. Algun dia los publicaré, porque asi lo reclama el bien y la seguridad de la nacion, y entonces conocereis, ó Mejicanos, cuan lejos está la administracion del señor Bustamante de merecer las invectivas y acusaciones con que se intenta obscurecer sus servicios. La pacificacion del Sur, el haber evitado una efusion mayor de sangre, el haber conservado vuestras fortunas, el haber defendido vuestras vidas, el haber salvado la federacion de una anarquía espantosa, no ha sido otra cosa sin embargo que preservaros de los males pasageros de un trastorno político; nosotros hicimos mas: evitamos el exterminio de los blancos, y la ruina de los Indios que Guerrero concitaba contra ellos, sirviéndose de la mentira y la superchería. Ese hombre degradado, que no se sonrojaba de despojarse de sus insignias y uniforme, abandonando su nombre y aun su honor á un soldado cualquiera, por no exponerse á los riesgos de una accion azarosa, se revestia del carácter de descendiente de los antiguos caciques del estado, y se llamaba su vengador, para

alucinar las tribus. Si Guerrero hubiese prolongado el término de la campaña, es indudable que habrian tenido efecto sus seducciones en muchas partes de la sierra. Sus tropas se hubieran reforzado con los Indios engañados, y, como la base de estas era la hez de la República, pronto se hubieran corrompido sus sencillos auxiliares y formado, no un egército de soldados bárbaros, sino manadas de fieras hambrientas y salvajes. Hubiéraislos vencido, Mejicanos; os hubieran procurado nuevos lauros, nuevos dias de gloria, os lo concedo; ¿ pero cuanta sangre no hubiera corrido inutilmente ? y luego ¿ qué enemistad no se habria introducido entre las castas ¿ qué odios no se habrian despertado ?

91. Uno de los beneficios mas dulces de nuestra independencia es la reconciliacion fraternal de todos los habitantes de la República. Desde el momento que nuestras esperanzas y nuestros deseos se encerraron en el horizonte mejicano, comprendimos que dentro de él debiamos buscar la felicidad: y ¿ qué felicidad podiamos hallar sin la paz y la concordia ? Se sacrificaron en las aras de la patria comun los antiguos resentimientos, y se miró la Constitucion como el arca santa de nuestra alianza. Ya no se mira el color ni las facciones del rostro ¿ cuál es la tez del alma ? ¿ cuál es su semblante ? ya no se cosnidera como una distincion social ni la cuna ni el vestido: la casta de un individuo no mengua sus derechos; todos los Mejicanos componemos una sola familia, todos somos hermanos. Si los Indios carecen del pulimento de nuestros padres, tambien carecen de sus vicios; si no tienen la ilustracion de nuestros dominadores, tampoco tienen

sus preocupaciones. Nuestra es la civilizacion, nuestra la cultura, nuestro el convencimiento : suya la buena fé, suya la generosidad, suyo el candor. En la senda escabrosa de nuestras reformas ellos nos deben servir á nosotros de apoyo, porque van á ganarlo todo, nosotros de guias a ellos, porque todo los podemos perder. La razon nos ha unido y el interes debe sostener nuestra union : cuando no se mencionen sentimientos mas nobles, como causa principal y vínculo mas sólido de nuestra fraternidad. Porque ¿ no servirá de algo en la naturaleza el recibir la luz del mismo sol, el sustentarse de la misma tierra, el respirar el mismo aire, el ver los mismos montes con los mismos árboles, el mismo cielo con las mismas estrellas ? ¿ Qué son los recuerdos de los tiempos lejanos para acallar las emociones de la vida presente ? Añadid á esas emociones que todos experimentamos, las justas esperanzas de la futura condicion del Indio. Las mejoras de la nacion á nadie le producirán mas ventajas que á él : por cada paso que adelanten los blancos en la senda de la civilizacion, las castas adelantarán una carrera, y llegarán á ponerse al nivel de ellos, antes de que hayan estos subido al punto de perfeccion de que la sociedad es susceptible.

92. La guerra por el contrario justificará las calumnias en que han querido fundar sus derechos tiránicos los enemigos de la humanidad. El blanco tendrá derecho para defender su vida, y ese derecho dará á los agresores el de venganza : la lucha sera un combate á muerte en que una casta desaparecerá de la tierra ; y si la fortuna se decide por los Indios y vuelve la espalda á los que hasta ahora les han tendido los brazos como á hermanos, ¿ en qué

mejorará la condicion del hombre de las tribus? ¿ Será mas rico, si vuelve a sumirse en la barbarie? ¿ Sera más fuerte, si destruye á sus hermanos? ¿ Será mas feliz, si ahoga los gérmenes de la civilizacion y asesina á sus maestros?

93. Convengamos, o Mejicanos, en que el enemigo de los blancos no puede ser amigo de las castas. Ademas, esa amistad hipócrita es una red fatal que tiende la venganza de los advenedizos á las tribus indígenas. Si la historia reciente de un pais vecino fuera una leccion olvidada, deberia recordarse á los Indios todos los dias, para que aprendieran á desoir los pérfidos consejos de sus aduladores. El blanco y el Indio, que no se afrentan de su color, se aman sinceramente, y han renunciado, el uno á los recuerdos de la conquista, el otro á los de la venganza. No hai en la República quien atize las muertas cenizas de la olvidada discordia, sino el que menos derecho tiene para provocar la insurreccion; el que ni es de la raza de los conquistadores ni de la de los conquistados; el que ni es blanco ni es Indio; algun vástago impuro de los hijos del Senegal, ó de los parias del Oriente.

94. Juzgad ahora en vuestra conciencia al instigador de tan funestas desgracias; juzgad tambien á sus defensores y partidarios; ¿ absolvereis á los Barraganes y demas pretendidos diputados que llaman justa y santa la causa de Guerrero, si condenais á los Alvarez y á los Mangoyes que la sostuvieron? ¿ Disculpareis al traidor Alvarez y al asesino Mangoi? Escuchad los gritos de las víctimas de Costa Grande. Ved como sacrifican á los oficiales prisioneros en la Venta-Vieja. Mirad la sangre de una muger correr con la de

sus hijos en Atoyac. Contemplad, si vuestro corazon puede resistir un espectáculo tan inhumano, como sacrifica el bárbaro Mangoi á los blancos indefensos. No, Mejicanos; la historia no presenta un egemplo de crueldad igual al que ese monstruo ofrece. Cuando ya cansado de los placeres mas brutales, no tenian halagos para el ni la embriaguez, ni la lujuria, ni el juego, ni cuantos vicios ha abortado la imaginacion exaltada del hombre corrompido, inventó una diversion que no se creeria posible, si no fuera un hecho de nuestros dias. Mangoi hacia correr á los blancos y los cazaba como fieras, celebrando con risa y algazara su triunfo, cuando con su propia mano inmolaba la víctima que perseguia. ¿Era pues esta guerra contra el gobierno solo? ¿Se necesitaba derramar la sangre de las inocentes criaturas, de las débiles mugere, de los flacos ancianos, de los prisioneros indefensos? ¿Y qué acto de generosidad, qué disposicion benéfica podrán citar los defensores de Guerrero, que sirva de bálsamo á los recuerdos dolorosos de tamañas crueldades?

95. No se me oculta que los grandes servicios y los talentos superiores ofuscan tanto con su brillantez que siempre han sido una tabla de salvacion para los criminales. Ciceron, que tan bien conocia el corazon del hombre, creyó que no podria hacer entender al pueblo romano la enormidad de los crímenes de Verres, si antes no combatia la reputacion usurpada de que gozaba. Yo que no cuento con los dones del acusador del procónsul de Sicilia, y que tengo la desventaja de hablar en causa propia, temo mucho que la endeblez de mis talentos ó el influjo de los sentimientos personales no sean estorbos para impediros reconocer la

verdad. Los amigos de Guerrero emplean los mismos medios para defenderlo que para defender á Verres empleaban sus protectores. « Sea un ladron, sea un sacrílego, sea el príncipe de los facinerosos y el hombre mas vicioso del mundo, decia su acusador, responderán que es un buen general, un general afortunado que es menester conservar para los tiempos difíciles de la República » Pero yo añadiré con él; que no hablo ahora de una causa determinada por las leyes y que solo pueden decidir los tribunales; sino que pregunto, puesto que asi lo quieren sus partidarios; ¿cuáles eran los méritos de Guerrero, cuáles sus talentos y las acciones de su vida en que haya probado ser un buen ciudadano, un hábil general, un intrépido soldado ó un funcionario incorruptible?

96. Dícese que Guerrero fué uno de los primeros defensores de la independencia. No puede darse mayor alabanza á un Mejicano; pero ¿ en qué combates la defendió ? Los ilustres caudillos que dieron el grito de alzamiento, Hidalgo en una parte y Morelos y Matamoros en otra, tuvieron encuentros gloriosos que han inmortalizado sus nombres. Con ellos ha conservado la tradicion los de los subalternos que se distinguieron ó que mostraron con su decision y arrojo su ardiente patriotismo. En vano se buscará el de Guerrero en esa lista del honor. Elevado en 1811 al grado de oficial por el general Hernandez, tuvo mas de una ocasion en que brillar, como brillaron sus demas compañeros; sin embargo ¿ qué veterano puede acordarse de una sola hazaña que indicara ya su valor é inteligencia ? Guerrero permaneció en la obscuridad hasta 1815 que apareció como gefe de los pa-

triotas del Sur, honra que no debió ni á su talentos militares ni á su denuedo personal. Sus conocimientos topográficos le ganaron los votos de los patriotas, que por la naturaleza de la guerra y las circunstancias políticas mas necesitaban de guias que de generales: asi le dieron tan poco lugar para desplegar su impericia, sin tener mucho mas para apercibirse de sus largas y frecuentes desapariciones. Cada uno combatia por su propia conservacion, y todos tenian por táctica el inquietar á los Españoles, sosteniendo el sublime entusiasmo de la libertad y la esperanza heróica del triunfo de la independencia. Los actos que pueden atribuirse individualmente á Guerrero no se acusarán jamas, porque las circunstancias cubren del velo espeso de la necesidad todos los extravíos de aquella época; pero cuando la historia recuerde los nombres de los campeones de la libertad americana; ¿ que será el de Guerrero junto al del protomártir de la independencia mejicana Hidalgo ? junto al del heróico Morelos ? ¿ junto al de los Allendes y Abasolos ? ¿ junto al del generoso Bravo, del valiente Catalá, del honrado Hernandez, de los decididos y constantes Rayones ? La posteridad admirará las glorias de nuestros héroes, y bendecirá el nombre mejicano que ennoblecen no solo las proezas guerreras sino las virtudes morales. Leerá con un respeto religioso que el general Bravo, que ha sido uno de los enemigos del faccioso Guerrero en defensa de nuestra administracion, sacrificó por la causa santa de la patria sus bienes, su reposo, y su familia. Todo el mundo sabe que cuando le anunciaron la muerte de su padre egecutado por el enemigo, tenia en su poder á muchos prisioneros espa-

ñoles. Nadie dudaba que en ellos tomara sangrientas represalias, mas no conocian la nobleza de su alma. « Que sean libres, dijo el magnánimo caudillo, pero que se alejen de mí antes que me acuerde de que son hermanos de los verdugos de mi padre! » Yo desearia que los partidarios de Guerrero me recordasen algun hecho de su conducta, que se pudiera comparar con ese rasgo de magnanimidad, ya que ninguno pueden citar de su valor; yo volveria á mi justificacion, contento de ver un buen ciudadano mas en nuestros cortos pero brillantes fastos.

97. Lo que recuerdan aun ahora los pocos veteranos que han sobrevivido á las fatigas de una guerra sin tregua ni descanso, no se acomoda mucho á la verdad con los elogios pomposos que le prodiga su faccion. Cuando refieren sus trabajos, sus peligros, sus combates, sus estratagemas y retiradas, sus victorias y descalabros, nunca se acuerdan de su general Guerrero; nada mandó, nada dispuso: sin él se realizaron las empresas mas arriesgadas; sin él se resistieron los ataques en que venció la libertad; sin él se movieron en todas ocasiones con varia fortuna las armas de la patria. Habladles al contrario de las dispersiones, de las retiradas, de las derrotas que sufrieron por la superioridad de las fuerzas enemigas ó de su disciplina, y porque no hai valor ni patriotismo que suplan la falta de un hábil general; entonces os dirán: que Guerrero los esperaba en una cueva; que lo encontraron en un bosque; que los abandonó para internarse en las montañas. Tales son las proezas que ensalzaron la intrepidez de ese soldado en una guerra, en que los demas gefes

mandaban con el ejemplo, y sostenian el valor y el entusiasmo de sus tropas con el arrojo y la temeridad.

98. Ved, Mejicanos, cuan sinceramente deseo, por orgullo nacional, que Guerrero merezca el título de héroe: yo mismo indicaré la razon que es probable que la vanidad y el espíritu de partido desechen como injuriosa, siendo sin embargo la única que pueda compensar en cierto modo la falta de valor de un soldado, quiero decir: la prudencia; si bien como dice el profundo Saavedra tiene de malo lo que se parece al miedo. Si cedia en arrojo temerario á Hidalgo, si no podia competir en perspicacia y ojo de campaña con Matamoros, si no alcanzaba en actividad á Morelos; si carecia del discernimiento y disciplina de Iturbide; si era inferior en ímpetu y valor al último de sus soldados, á todos sobrepujaba en cautela y prevision.

99. Sus deseos de ver libre é independiente la nacion, y el convencimiento de que no podia conseguirse ese doble triunfo, no siendo con las armas, le hacian consagrar el tiempo de reposo al estudio del arte militar. Los principios en que se habia cimentado su educacion, contribuyeron mucho á decidirlo en favor de una escuela, donde, aprendiendo las reglas y elementos de la lucha corporal, debia perfeccionar el género de campaña á que los patriotas se veian entonces reducidos. Con este fin sin duda protegia el gran general todos los reñideros de gallos que se ponian bajo su patronato, y alli empleaba el tiempo que le dejaba otra especie de estudio, que se une estrechamente con el de la guerra por lo que participa de azar: en efecto sus subalternos lo hallaban infa-

liblemente entre gallos, cuando no lo habian encontrado entre naipes y tahures.

100. De ese modo llegó á ser el último de los valientes capitanes que se formaron en el campo de batalla, y que son el mas bello ornamento de nuestra reputacion militar. Y no solamente aparece como tal en cuantas ocasiones ha desempeñado las funciones de caudillo de los patriotas, sino en los casos, en que las órdenes de un gefe superior le habian allanado el camino de la gloria, y en que le hubiera bastado para inmortalizarse querer cumplir con su deber. No recordemos las cercanías de Morelia, ni los campos de Santa María y Puruaran; vengamos á una época mas reciente, á la última campaña que consolidó la independencia mejicana. Si en Guerrero hubiera habido una parte del valor ponderado por sus amigos, ó la experiencia que debia haber adquirido, si hubiera hecho lo que sus partidarios le atribuyen, no habria expuesto el éxito de la campaña de 1821 por incapacidad y cobardía. El general Iturbide, confiado en los conocimientos prácticos del terreno que se suponian á Guerrero, le mandó atacar la columna española del coronel Marquez Donayo que se retiraba por los desfiladeros de Acapulco; pero esta y la division del coronel Concha, que regresaba desde san Martin, llegaron á la capital sin que su marcha les hubiese costado ni un soldado. Una falta tan vergonzosa fué la causa de la sangrienta batalla de Escapuzalco que hubiera dado á la nacion otro dia infausto, si el ardor de las tropas trigarantes, y el denuedo y pericia militar de don Anastasio Bustamante no hubieran obtenido la victoria.

101 Todavía era preciso que la mala estrella de Guerrero lo pusiera en trances mas terribles, y que su conducta revelara sus verdaderas intenciones y diera la solucion del enigma de su patriotismo. En una época posterior, en nuestros dias, y ninguno se atreverá á negarlo, ha manifestado que el móvil de sus acciones no ha sido jamas el amor de la libertad, sino la codicia y la ambicion. ¿Quién, á no ser un hombre que habia ya colmado sus deseos, hubiera permanecido tranquilo y descuidado, viendo al enemigo en el umbral de la República, y expuestas á ser sacrificadas las tropas nacionales? Barradas habia desembarcado con los Españoles, y tal vez se preparaba á marchar sobre la capital. Nunca habia amenazado mayor peligro la independencia; sin embargo el presidente Guerrero no dejó su silla, ¡ no dejó su silla! pero ¿qué importaba ese apego á la suprema autoridad, si á lo menos ya que no queria exponerse como soldado en el campo de batalla, hubiera velado como presidente en defensa de la patria? Yo invoco el testimonio respetable del general Santa Anna: que os muestre las órdenes que le envió, ó que diga cuáles fueron los socorros que debieron al presidente las tropas de su mando. La reprobacion fué entonces general; todo el mundo lo llamó cobarde y confesó su ineptitud. Cayó el velo, y se disipó el prestigio. Nadie se atrevia á nombrarlo sin censurar su conducta; su presencia era una sátira, su nombre una burla; ¿Dónde estaban en aquellos dias sus defensores. ¿Cuáles eran sus amigos? ¿Quién osaba siquiera disculparlo? Sus partidarios decian por todas partes que se habia alistado en las filas de los patriotas para medrar; que habia perma-

necido en ellas por temor y desconfianza; que su móvil era la ambicion de mando; que no poseia ni capacidad para mandar ni virtud para obedecer, y tantas y tan terribles acusaciones que, ni aun por la necesidad en que ellos me han puesto de presentarlo tal cual era, me atrevo á consignarlas en estas páginas. Harto me cuesta anticiparme á la historia, pero la historia será mas severa que yo, y lo será en mengua nuestra, si con las maldades de Guerrero no recuerda la censura universal que las condenó.

102. Ved á que se reducen los encomios de un partido tan pródigo de adulaciones como de calumnias; ahí teneis al padre de los Pueblos, á quien si no le han alcanzado ese honroso título sus hazañas, se lo habrán merecido sus virtudes. Contad entre ellas la generosidad, el desinteres, la buena fé, y admitid como pruebas evidentes de ella la guerra que encendió contra los blancos, la persecucion de los prisioneros de Texca y capitulacion violada de Acapulco. Porque no hai elogios que exalten debidamente el patriotismo y la bondad de un héroe, que al saber que Alvarez habia puesto en libertad á sus prisioneros, corrió precipitadamente en seguimiento de ellos, para pasarlos por las armas: su propia escolta no paró hasta que en las orillas del Papagayo supo que, advertidos del riesgo, habian atravesado el rio y huido á marchas forzadas para escapar de una muerte tan cierta como inútil.

103. Sin embargo, á pesar de tantos crímenes y con la conviccion íntima de la nulidad absoluta de ese hombre, nada omitió el gobierno para libertarlo de la muerte y la ignominia. Le envió al coronel Primo Tapia, que por sus

relaciones estrechas con él debió haber contribuido por todos los medios posibles á atraerlo á la senda de la razon y del deber; intentó, cuando ya estaba preso, salvarlo del rigor egecutivo de un consejo de guerra; excitó á sus amigos para que predispusieran la opinion de las Cámaras en favor del indulto que yo mismo iba á presentar, en fin por él hicimos cuanto las leyes y la salud de la República nos permitieron hacer. Pero el insensato, engreido con las adulaciones de sus satélites, cerró los oidos á la voz de la prudencia y desechó con altivez las propuestas del gobierno, seduciendo al que fué su mensagero. Asi cayó en manos de la justicia; entonces al poder discrecional de la guerra sucedió la fuerza de las leyes, y se vieron frustradas por ellas y por la opinion pública nuestros buenos deseos de poner á tantos males un término menos deplorable.

104. La seccion nos hace cargo, á mí de haber mandado enjuiciar á Guerrero, y á todo el ministerio de no haberse opuesto á la egecucion de la sentencia. Esa acriminacion es infundada. El gobierno, si no se hubiera enjuiciado al gefe de los revoltosos, lo hubiera mandado enjuiciar, porque tal era su deber; y si el reo no hubiera probado que tenia derecho á una prerogativa excepcional, lo hubiera juzgado el tribunal que las leyes habian establecido para entender en causas de esa naturaleza. Cuando el señor Duran llegó á Oajaca ya estaba la comandancia general segun la lei de 27 de septiembre formando el proceso, y el gobierno se hallaba sin facultades para substraerle el conocimiento de aquella causa. El poder egecutivo no tiene derecho para mezclarse en las atribuciones judiciales, y seria abrogarse una de ellas el clasificar la naturaleza de los delitos ó deter-

minar el tribunal que los debe juzgar. Aun en los casos de reclamacion, á la Corte suprema de justicia y no al gobierno toca el dirimir la competencia. Por mas que la lei de 27 de septiembre merezca la calificacion de bárbara, no por eso dejaba de ser una lei de la República, y de estar en su fuerza y vigor. ¿ No hubiera sido una infraccion el suspenderla? Los ministros tenian el consuelo de no haberla sancionado, pero no les era dado el poderla derogar. Ademas es ridículo insistir tanto en la circunstancia del juicio, cuando no se alega otra nulidad para tacharlo que la de que Guerrero gozaba de las prerogativas de presidente de la República. Las personas que no quieren sacrificar á los delirios de su partido ni su opinion ni sus principios, han reconocido que aun cuando no sea sino de hecho era necesario aceptar las consecuencias de un gobierno establecido. Ahora bien una de las que resultan de nuestra instalacion es la legitimidad de la declaracion solemne del Congreso legítimo, que proclamó la incapacidad moral de Guerrero para ser presidente de la República, y por lo tanto, habiendo cesado de serlo en diciembre de 1829 y no pudiendo gozar de la prerogativa del artículo 108 de la Constitucion en 1831, no podia mirarse el año ya pasado como un estorbo, para que se siguieran los trámites ordinarios de las leyes comunes.

105. Tampoco podia el gobierno entorpecer la marcha del tribunal. La Constitucion, que tan sabiamente ha trazado las lindes que deben separar los poderes, no ha dejado al egecutivo mas accion sobre el judicial que la de la vigilancia y el auxilio, siendo tan admirables sus disposiciones, que en vez de mandar el gobierno en los tribunales, hasta cierto punto puede decirse que los tribunales man-

dan en el gobierno. El poder egecutivo no tiene facultad sino para «cuidar de que la justicia se administre «*pronta y cumplidamente* por la Corte suprema, tribunales «y juzgados de la federacion, y de que sus sentencias sean «egecutadas segun las leyes (*a*).» Si el reo hubiera hecho un recurso reclamando las prerogativas de presidente, el gobierno lo hubiera presentado á las Cámaras para que hubiesen estas declarado, si habia ó no de pasarse á la Corte suprema; pero si ni Guerrero reclamó, ni reclamó en favor suyo persona alguna ¿qué autorizaba al gobierno á reclamar? El cargo de omision no se debe hacer al gobierno, sino á los amigos del reo, á sus partidarios, á toda la nacion.

106. El único arbitrio que nos quedaba era el de pedir el indulto, y ese no lo olvidamos. El ministerio se resolvió á tomar la iniciativa; yo la firmé y me convine á presentarla. Si la suspension de la sentencia de Cerecero habia provocado contestaciones severas entre los miembros de la administracion, la proposicion de tomar la iniciativa para obtener de las Cámaras el perdon de Guerrero obtuvo el asentimiento pronto y voluntario de todos; aquí no lucharon los sentimientos de generosidad con los principios de la justicia: yo mismo dí mas importancia á los méritos del delincuente de la que nuncaha n merecido, y creí en este caso, no habiéndolo creido en el otro, que se podia ser indulgente sin faltar á las leyes, y sin comprometer la disciplina militar y la salud del estado (1½). Empero la autoridad del poder egecutivo no debió exponerse al resentimiento popular ni á la censura

(*a*) Const. secc. IV, art. 110, atrib. XIX.

de los demas poderes de la nacion. Fué pues forzoso que los ministros en vez de presentar sus pensamientos, para que la federacion los adoptase como suyos, se redujesen á servir de intérpretes de los que formaban el voto nacional; pues aunque un ministro no pierda sus derechos de ciudadano, debe subordinarse á las obligaciones que le impone el alto encargo que desempeña. Igual principio sirve de base y aun quizas con mayores restricciones, á los diputados cuya mision no es la de dirijir la opinion pública sino la de ser fieles intérpretes de ella (15). Las Cámaras habian manifestado su respeto á ese precepto constitucional, y desechando la proposicion del señor diputado Blasco porque tendia á salvar á Guerrero, habian advertido al gobierno de la suerte que esperaba su intercesion.

107. En conclusion, Guerrero murió porque el poder de los hombres que es inferior al de las leyes no pudo salvarlo; porque la nacion aprobaba su muerte, porque sus crímenes le habian acarreado el odio y la animadversacion universal; y porque en todo pais bien constituido el que toma las armas contra sus hermamos, no puede contar cuando es vencido, ni con la prevaricacion de los jueces ni con la simpatía nacional. Nosotros no pudimos, á pesar de nuestros esfuerzos, arrancarlo del poder de la justicia. Yo le habia hecho la guerra como á un enemigo del estado, persiguiendo al faccioso sin encarnizarme con el hombre. La malicia de mis adversarios ha hecho de la tumba de un rebelde el altar de un mártir de la libertad, y no teniendo otro pretexto para inmolarme á su venganza como una victima expiatoria, han cargado sobre mi cabeza la responsabilidad de actos que no son mios y de calumnias que ellos

mismos reconocen como tales. En la suerte de Guerrero no he tenido otra parte que la que un hombre de honor puede confesar sin sonrojarse: como Mejicano nunca fuí su enemigo, como ministro y soldado fuí su adversario sin dolo y sin encono.

SEGUNDA PARTE DEL PRIMER CARGO.

108. La segunda parte del primer cargo envuelve los demas acontecimientos, que mas estrechamente se enlazan con la sublevacion del Sur. Igual principio, igual tendencia, igual suerte, todo forma con ellos unos tristes episodios del drama sanguinario, que desde 1825 conmueve los cimientos de la República. Bastan las semejanzas que acabamos de indicar, para responder á los enemigos del gobierno del señor Bustamante: y no es posible que quien sostiene la acusacion contra sus ministros, mas porque pretende que faltaron á las formas, que por juzgarlos delincuentes en el fondo, quiera seriamente hacer efectiva su responsabilidad por actos, de que ni aun conocimiento tuvieron hasta despues de consumados.

109. Los hombres del bando de Guerrero, dirijidos por un sentimiento feroz de destruccion, y creyendo que su falta de sabiduría puede dorarse con las apariencias del amor de la patria, no pierden ocasion alguna de manifestar su entusiasmo fingido. Pero como la exaltacion sin virtud es un exceso que lleva siempre á extremos perniciosos, se arrojan sin prudencia al precipicio, y perecen al cabo en el peligro que buscaban. Los revolucionarios no cuentan, cuando quieren saciar su avaricia y arrebatar el mando,

ni con su habilidad para hacerse útiles á la nacion, ni con el asentimiento del pueblo, para esperar en paz la preferencia que este da, siempre que obra libre y espontáneamente, á la virtud y la capacidad. De aquí nace la continua efervescencia de su partido, sus arrebatos, sus gritos, su violencia y en fin la extravagancia de su conducta: su poca reflexion no les hace considerar los resultados de la injusticia, proclaman principios de fuerza y arbitrariedad, y no se acuerdan de que su reputacion es una capa hurtada que puede hurtarles un ladron mas fuerte ó mas astuto; exaltan las pasiones culpables, sin reparar en que no es fácil que se liberte de la explosion de un barreno el que se queda en la mina; destruyen ó extravian la razon de la muchedumbre, y piensan formar hombres haciendo solamente fieras; en fin promulgan en el delirio de su triunfo leyes bárbaras que infringen al otro dia, agenos de prever que pueden ser vencidos, y que firman ellos mismos su sentencia de muerte.

110. Tal fué la imprudencia y la suerte fatal de los revoltosos de San Luis Potosí. En los movimientos de un acceso de furor, que ellos llamaron de patriotismo, propusieron el decreto de 10 de diciembre de 1827. Don José Marquez y don Juaquin Gárate, habiéndose alzado contra la lei fundamental y declarado la guerra al gobierno establecido, fueron juzgados y sentenciados conforme á lo prevenido en ese decreto. El gobierno supremo recibió la noticia del levantamiento de Marquez con el parte de la egecucion de los amotinados. El mismo sol habia visto el crímen y el castigo, « terminándose á las doce del dia, como dice el gobernador en su oficio, una revolucion

que habia comenzado á las seis de la mañana. » Se ve pues que nada pudimos hacer ni omitir, y que semejante imputacion solo sirve para recordar una leccion severa á los acusadores, que no deben olvidar que el principal de los reos sentenciados y egecutados por la lei mencionada habia sido sino su autor, el que mas parte habia tenido en su adopcion.

111. Sin embargo tal vez no podremos negar tan victoriosamente alguna otra falta que raya casi en infraccion de Constitucion. El señor Barragan, nuestro acusador, que ha sido víctima de ella, tiene derecho para denunciarnos y debe considerarse su silencio como una accion debida á su generosidad. Con tdoo yo voi á dar una prueba de mi franqueza, confesando la parte que me toca, aunque siento ofender la modestia de tan virtuoso ciudadano. Acaso no sabe todo el mundo que el señor Barragan, nuestro acusador, irritado como buen patriota del bárbaro capricho de la administracion del señor Bustamante, que egercia el despotismo de cumplir y querer que cumplieran todos con las leyes, tomó las armas, habiendo contribuido al pronunciamiento del coronel Marquez en apoyo del filantrópico Guerrero. Luego que la culpable actividad del Gobernador y comandante general de San Luis-Potosí destruyó la banda de patriotas que iba á dar tantos dias de gloria á la nacion, librándola para siempre de aristocracia, el señor Barragan, nuestro acusador, se refugió al estado de Guanajuato. El señor Cortazar, comandante general de él á la sazon, no tardò en dar parte al gobierno confidencialmente de la llegada del fugitivo, y pidió instrucciones para obrar por ellas, en caso de que fuera

reclamado segun el artículo 161 de la Constitucion (*a*). El inhumano Alaman tuvo la crueldad de responder tambien confidencialmente que lo protejiese, que no lo entregara nunca y que emplease para esto las excusas que le fuese posible. Para aflijir mas al perseguido señor Barragan, nuestro acusador, añadió el sanguinario Facio á las instrucciones del ministro de relaciones una carta confidencial, escrita al comandante general de San Luis-Potosí á fin de que, interponiendo su influjo y buenos oficios, procurase templar los ánimos, y dar tiempo á que el indulto pusiera á cubierto de toda persecucion al señor Barragan, nuestro acusador. ¡ Otra prueba de nuestros deseos de sacrificar y prender, y derramar sangre, y hollar las leyes, y destruir la libertad ! El señor Barragan (nuestro acusador) no tiene razon en callar : un hombre de tantas prendas y virtudes debe arrancar la máscara á monstruos como nosotros. Por lo menos, aunque el mundo lo crea un sandio, los buenos patriotas no dejarán de ver en él un Caton, un Arístides, y cuando no un Barragan (*b*).

112. Sin duda este señor no hace mencion de hechos tan criminales, porque, como protesta al levantar su débil voz, *no lo afectan pasiones innobles ni ideas personales.* No lo detienen los mismos escrúpulos para formar la lista de su

(*a*) Por la obligacion 6ª de la segunda seccion del Tit. VI de la Constitucion Federal, todos los Estados deben « entregar los fugitivos de otros estados á la persona que justamente los reclame, ó compelerlos de otro modo á la satisfaccion de la parte interesada. »

(*b*) Ese nombre deberia quedar en Mejico como él de Pasquin en Roma, si no lo redimieran del baldon que sobre él echó un individuo como don José Antonio Barragan, las virtudes y mérito del general don Miguel Barragan.

panteon; mas ya que el respeto que se debe á los muertos me vuelva á los límites de la gravedad, de que ciertamente es indigna la ligereza de nuestros acusadores, espero que se me conceda el evitaros la enfadosa ampliacion de las razones ya dadas, excusándome yo el cansancio de escribirlas. El principio de la acusacion es siempre el mismo; el de la conducta del ministerio es invariable. ¿A quién condenais, Mejicanos? Para que pronuncieis sin engañaros, bastará el indicaros la causa de la muerte de cada uno de los individuos que nombra el señor Barragan en su primer cargo, dejando á un lado el *sentimentalismo* de la seccion del gran conciliábulo. A esas adormideras de la elocuencia facciosa seria menester oponer la lista de las víctimas inmoladas por la faccion de Guerrero y Alvarez, faccion con quien trabaja el señor Barragan y los individuos de la seccion, para destruir la forma actual del gobierno, y lo que es peor, para ahogar todos los elementos de prosperidad en la República: entonces veriais quién habia derramado mas sangre y de qué parte estaba la ilegalidad. Por lo menos entre los hombres que han sostenido las leyes y la Constitucion con el gobierno del señor de Bustamante, no se cuentan ni cazadores de hombres como Mangoi, ni asesinos como Alvarez, ni verdugos como Guerrero. Nosotros no hemos derramado una gota de sangre; las leyes han reclamado á los culpables y han egercido en ellos su poder; no hai un juicio que no haya sido conforme á ellas; no hai un Mejicano que haya muerto, si nuestro gobierno lo ha podido salvar. Vean sino por la siguiente lista si estuvo en poder nuestro el evitar que las leyes tuvieran su terrible cumplimiento.

GUERRERO, sublevado contra el gobierno, despues de removido de la presidencia, juzgado segun la lei de 27 de septiembre de 1823 (por haber pasado el año que conserva la prerogativa de ser juzgado por la Corte suprema de justicia) y condenado por los artículos 26, 27, 42, 45, y 65, del tratado 8°, titulo 10 de la ordenanza general del egército, y por la lei 1ª, títul. 7, libro 12, de la Novísima Recopilacion.

VICTORIA, cómplice de Guerrero, cojido con las armas en la mano, juzgado por un consejo de guerra conforme á la lei de 27 de septiembre, y condenado con arreglo á ordenanza.

ROSAINS, cabeza de motin en Puebla, juzgado por un consejo de guerra con todas las solemnidades de estilo, sentenciado á pena capital por las leyes de la República.

CODALLOS, sublevado contra el gobierno, cojido con las armas en las manos despues de haber atacado la ciudad de Morelia á viva fuerza y derramado á torrentes la sangre mejicana : juzgado y sentenciado á muerte con arreglo á ordenanza.

MARQUEZ, autor de la conjuracion de San Luis, cojido con las armas en la mano, juzgado y sentenciado á muerte por el decreto de 10 de diciembre de 1827.

GARATE, cómplice de Marquez, como él cojido con las armas en la mano, y juzgado y sentenciado conforme á la lei especial del estado de San Luis-Potosí.

113. Cuando se advierte que nuestros acusadores han formado la lista precedente, no puede menos de convenirse en que habran elejido los nombres que mas se prestan

á sus miras, es decir los de aquellos individuos en cuya muerte creen descubrir un arma formidable contra los ex-ministros. Un acusador puede disculparse en cierto modo de la falsedad de sus aserciones, porque, si bien la ligereza y mala fé son inexcusables en todos los hombres, los daños que la malicia de un calumniador puede causar, tienen un remedio eficaz en la sentencia de los tribunales: ademas el egercicio de acusador lleva consigo la tacha de bajeza y oprobio que debilita cuanto sus labios aseguran, y desmiente lo que presentan como indicio; y esa opinion, que es tan universal como antigua, sirve de antídoto contra el veneno de toda imputacion arbitraria. Pero ¿qué se dirá en favor de las aserciones calumniosas de los que se dan por jueces, y confiesan que reconocen los deberes sagrados de la magistratura? Que Alvarez acuse á los ministros de la muerte de su caudillo, no sorprende; porqué habia de dejar que pesase este cargo sobre su cabeza, cuando podia echarlo en hombres del gobierno? Para acusar no necesitaba mas que impudencia: las pruebas otro debia buscarlas. Que Barragan nos haga cargo de todo lo que su partido nos atribuye, sorprende todavía menos: el señor Barragan (nuestro acusador) no tenia que vencer ni aun los escrúpulos con que tal vez lucharia el otro, si se acordó que nada repugna mas á la delicadeza de un militar que mentir ó calumniar; todo pues le era permitido, y hubiera sido un dolor amargo que, por no haber fundamento para acusarnos, hubiese perdido la literatura mejicana un trozo de elocuencia como el de su declamacion. Pero los señores de la seccion del gran conciliábulo han apurado la

investigacion, y segun todas las deposiciones que han podido reunir, no han sacado siquiera la sospecha de un indicio en que apoyar su aserto. El señor don Juan Andrade á quien preguntaron « ¿ qué órdenes tuvo del ministerio de la administracion anterior (la del señor Bustamante) para sumariar y egecutar en la ciudad de Puebla, de donde era comandante general, á los señores general de brigada don Juan N. Rosains, coronel del indicado regimiento (de dragones), don Francisco Victoria y don N. Fernandez? » dijo : que NINGUNA. El coronel don Antonio Villaurrutia, postrado en cama, lleno de dolores y con los últimos sacramentos, declaró en su informe: « que él no *mandó fusilar* ni á Codallos ni á sus cómplices, por motivos particulares, sino que la nacion misma lo fusiló con arreglo á sus leyes. » Ahora pues comó se disculpará la seccion de haber dicho que : « el corazon mas inhumano se conmueve al dar una ligera ojeada sobre las víctimas inmoladas de *órden del ministerio de la guerra* en Cuilapan, Puebla, Valladolid, Pazcuaro y otras muchas partes de la República. ¿ Dónde estan esas órdenes? ¿ Eran mas desvergonzados, mas sin rubor, mas audazmente calumniadores los esbirros de Sila, y los espías de Venecia? ¿ Eran mas sanguinarios los acusadores del terrorismo jacobino en Francia ? ¿ Eran mas absurdos los delatores de Cromwell en Inglaterra? Este sí que era el caso, si no temiera usurpar á nuestro acusador Alvarez el título de general latino, de exclamar como él : *In quâ urbe vivimus !*

114. Es doloroso para un ciudadano que confia en la bondad de su causa que mengüen su gloria, reduciendo los motivo s que lo autorizarin á revelar, sin que se les imputase

á vanidad, los servicios hechos á la patria; la seccion empero no ha querido añadir á los muchos favores con que me honra el de nombrar *las otras muchas partes de la República* donde *por mi órden* se han inmolado mas víctimas. Como yo no creo que hable de los actos discrecionales del comandante general de Michoacan, desaprobados altamente por el gobierno, actos porque fué relevado, y que yo mismo en nombre de la suprema autoridad declaré que se habian visto *con horror y sentimiento;* ni creo tampoco que hayan ocurrido en el territorio de la República acontecimientos, que puedan incluirse en esa expresion vaga é insignificante, aguardaré que los señores de la seccion se expliquen; porque siendo difícil entenderlos cuando lo hacen ¿qué probabilidad me queda para adivinar sus acertijos, cuando ellos no quieren darse á entender? Quizas me acusen, conforme á su jurisprudencia, de las muertes del diluvio, ó del degüello de los inocentes.

115. En el caso de las tropelías cometidas por el comandante general de Michaocan, el ministerio no pudo hacer mas ni hizo menos de lo que sus facultades le permitian. Separado de la comandancia el general Otero, se pidió al Congreso una aclaracion, para saber que tribunal debia juzgar á los comandantes generales. La prudencia con que obró el poder egecutivo, para no entrometerse en las atribuciones de los demas poderes, y no dar lugar á un egemplo de la mayor trascendencia, sujetando indebidamente las autoridades supremas militares de los estados á un juzgado sin competencia para fallar, fué una precaucion cuya necesidad se ve comprobada por la madurez y pausa, con que

resolvió el Congreso una cuestion tan delicada. Aunque el gobierno se hubiera equivocado, no seria una falta de que se pudiese hacerlo responsable el haber consultado el unico poder, á que pertenece la facultad de aclarar las dudas de lei. Por esa misma razon tomó el ministerio iguales medidas con el general Inclan que con su predecesor Otero (*a*). Si el ministerio, obrando por analogía, hubiera sometido las causas de esos dos comandantes generales á cualquiera de los tribunales mas en contacto con las altas funciones de las primeras autoridades militares, hubiera incurrido en un acto de grave responsabilidad, porque nada distaba mas del espíritu del Congreso, segun lo manifiesta su aclaracion, que semejante medida. Obró, pues el ministerio de la guerra con arreglo á la Constitucion, y mas todavía conforme á la prudencia y la equidad : asi que no puede convertirse en cargo lo que tal vez merezca elogios.

SEGUNDO CARGO.

Por la concesion de empleos que se hizo en recompensa del celo con que se egecutaban todas las órdenes sanguinarias del ministerio.

116. He aquí un punto de acusacion que ha servido siempre á todos los descontentos contra todos los ministros del poder. El amor propio y el interes les suscitarán siempre las mismas recriminaciones, porque como son siempre

(*a*) Daré sobre este punto una explicacion mas detenida, cuando llegue el cargo que se hace al ministerio del señor Bustamante de haber protejido al general Inclan.

mas los que piden y desean, que los que puede contentar un gobierno, nunca se evadirán los hombres de este del resentimiento y las quejas de los que no han satisfecho. Este cargo nada tiene de singular; se ha dirigido en todos tiempos y paises contra todos los sistemas y ministros. Hasta los que reclaman los honores de la confianza popular, prorumpen en invectivas contra el gobierno, cuando no han logrado sus pretensiones; y si en su despecho acusan al pueblo de ingratitud y de ignorancia, no porque no tengan parte en esa desgracia los que mandan, dejan de acusarlos de injusticia y tiranía. ¿Qué valor pues podrá darse á semejante acusacion?

117. Pero nuestros enemigos no hacen responsable al gobierno de la distribucion de empleos, porque haya recompensado á los que le servian, sino porque «los ha prodigado con la intencion de prostituir la carrera brillante del honor y de atraerse un partido que coadyuvase á sus miras inicuas». Con esa intencion sin duda aprobó tambien el Senado las propuestas que yo tuve el honor de someter á su decision, y por lo tanto al Senado alcanza una porcion no escasa del cargo dirijido por don Antonio Barragan contra todo el ministerio, pero que la seccion dirije contra mí solo.

118. Cuando yo entré en el ministerio habia siete vacantes de general de brigada. El número efectivo de coroneles era tal vez el que necesitaba el servicio; pero una gran parte de ellos habian obtenido su alto rango militar por servicios puramente patrióticos y por su decision en favor de la causa nacional. La indisciplina que por desgracia reinaba en el egército, el estado de atraso en que se veian nuestras

tropas, la poca policía y mal órden que se notaban en lo interior de los mas de los cuerpos, todo requeria una reforma considerable que era forzoso plantear por medio de gefes, que contaran con algo mas que decision y patriotismo. Bien hubiera yo querido ocupar á todos los gefes sin gravar el erario; mas habria sido menester establecer una academia para varios de ellos, y aun asi, su falta temporal hubiera producido graves consecuencias, que solo se hubieran evitado poniendo al frente de los cuerpos comandantes interinos: medida no menos peligrosa. Ademas, poco podia el ministerio prometerse de sus estímulos, cuando el decoro y aun el interes personal habian encontrado una culpable indiferencia en los hombres, que habian perdido muchos años, sin querer convenir en que empleos de tanta responsabilidad los obligaban á aprender los elementos de su profesion. El ensayo de instruccion primaria que habia yo hecho en el regimiento de mi mando me animaba á proponer un plan ventajoso de enseñanza militar, pero la frialdad con que se recibieron mis insinuaciones, y el orgullo irritable de algunos de mis compañeros de armas me decidieron por el nombramiento de buenos gefes para los cuerpos que no los tenian.

119. Mi resolucion se apoyaba despues en la nueva necesidad, á que nos habia reducido la defeccion de algunos coroneles y otros gefes. Yo debí entonces llenar sus vacantes y propuse al Senado los individuos que me parecieron mas aptos para el servicio, sin dejar de preferir en todos casos al que en igualdad de aptitud y conocimientos, reunia el mérito de la antigüedad y el patriotismo. De todas mis promociones no hai una que no haga honor á la Repú-

blica (*a*), siendo ahora mismo para gloria y desagravio de la administracion, á que me honro de haber pertenecido, las que mas lustre dan á nuestras armas y de que ha derivado mas beneficio el egército. Se engaña pues la seccion cuando asienta: que « los ascensos, justo *premio* « de las *virtudes cívicas* y *morales* se prodigaban á los « que menos los merecian, postergando á muchos bene- « méritos que honraban la República. » Los ascensos, justo premio de los *talentos militares* y de la *disciplina*, se dieron con aprobacion del Senado á los que mejor debian desempeñar los empleos que les confiaba la República. Un empleo no es una recompensa; es un encargo que requiere no solo virtud y servicios hechos, sino aptitud y conocimientos. Si alguno de los que se creen ofendidos porque los postergué, quiere mostrarse, yo le repetiré como quiera las razones que me asistieron, y que el Senado admitió, cuando se las expuse, al pedirme explicaciones acerca de la omision de algunos oficiales.

120. « Los ascensos recayeron en los militares que combatian contra las tropas de Guerrero », añadirá la seccion. Y ¿ quién no combatia contra ellas? La República estaba desolada por una guerra encarnizadísima, los que no eran partidarios de la revolucion del Sur, eran sus enemigos: el soldado no tiene alternativa en las contiendas civiles. Habiendo vacantes en el egército, y siendo forzoso el cubrirlas ¿ á quién se habian de dar los ascensos? ¿ Al señor Barragan y á sus amigos, ó á los oficiales del egército leal? Yo no sé si llevarán la demencia esos señores hasta el punto

(*a*) Por desgracia es menester exceptuar la del señor Inclan y de algun otro aspirante.

de acusarnos de haber procurado la subsistencia y vestuario á nuestros soldados, en lugar de haberlos privado de sus raciones para enviárlas á los rebeldes.

121. Hai mas: el Congreso general creyó tan necesario recompensar á las tropas nacionales por sus servicios, que no solo decretó para los soldados un escudo de distincion pensionado, sino que instituyó por una lei grados, con que premiar á los oficiales. El ministro de la guerra fué un simple egecutor de las disposiciones legislativas de la representacion nacional, y en el cumplimiento de la lei que lo autorizaba á dar grados y ascensos fué tan circunspecto, obró con tanto escrúpulo, que no hai entre los ascendidos ó condecorados por él un oficial que no debiera sus adelantos á una rigurosa antigüedad ó á un mérito y servicios reconocidos por todo el egército. Los generales Catalá, Codallos, Hernandez, Calderon y Ormachea, y los coroneles Paredes, Villa-Urrutia (don Antonio) y Villa-Urrutia (don Eulogio), Gil Perez, Franco, Gaona, Piedras, Ramirez y Sesma, Castro, y algun otro de cuyo nombre no me acuerdo ahora, no solamente habian servido á la República con celo y con honor, sino que á su lealtad juntaban, con los talentos que reclaman los empleos á que fueron ascendidos, la circunstancia de ser los mas antiguos de sus clases respectivas. Premiar sus virtudes y recompensar sus servcios eran actos de justicia hácia aquellos beneméritos ciudadanos, y medidas de utilidad adoptadas en bien de la República. No sé pues porque no se reconviene al Congreso general de haber prodigado los honores y los ascensos, en vez de formar un cargo contra un gobierno, que aun sin los estímulos del poder legislativo, hubiera podido ha-

cer, libre de toda responsabilidad, lo que habia hecho el faccioso Guerrero, y aun sus gefes subalternos.

122. El fundamento de tales quejas, prescindiendo de la parte que en ellas tenga el amor propio resentido, se descubre en las insinuaciones pérfidas con que quieren nuestros enemigos dar á entender que nuestra intencion era cambiar la forma de gobierno de la federacion. Para lograr nuestro fin derramabamos la sangre á torrentes y corrompiamos á los ciudadanos, segun nuestros acusadores. « Mil veces, « dice la seccion, se vió este señor (á mí) rodearse de pa- « triotas distinguidos para descubrir sus opiniones y lle- « varlos despues á ser el objeto de sus venganzas. » No puede presentarse mas amplia justificacion de mi conducta. Pasad por alto la absurda contradiccion del dictámen de esos señores, porque está asentado como principio inconcusso que no pueden dar un paso sin decir un desatino. Si es cierto que se me vió rodeado de *patriotas distinguidos*, no lo es menos de que sus opiniones debian serme conocidas. ¿Qué otra cosa les habia merecido esa calificacion de *distinguidos*, sino la notoriedad de sus opiniones? ¿Seria por descubrir sus pensamientos secretos? Para eso no necesitaba yo buscar á los *patriotas distinguidos* que los abrigaban en su corazon; ya procuraban ellos buscar la oportunidad de descubrírmelos y ponerlos á subasta.

123. Reflexionad ahora si las intenciones del ministro de la guerra no eran las de combinar sus deseos con los de los otros ciudadanos, de destruir las funestas rivalidades que tenian separada á la gran familia mejicana, de cimentar la union y asegurar la paz con la concordia, y en fin de darles una parte en las de-

terminaciones del gobierno, para que su marcha fuera mas rápida y encontrara menos estorbos. ¿Fué culpa mia el que los *patriotas*, *distinguidos* de que habla la seccion, sacrificaran las ventajas comunes de la República á sus miras particulares? ¿qué mas pude hacer yo? Como hombre, como soldado, como ciudadano, como ministro, empleé, para evitar la efusion de sangre y los desórdenes, cuantos medios me inspiraba el amor de la libertad y de la patria: yo discutí, yo propuse, yo aconsejé, yo rogué; se desatendieron empero mis razones, se calumnió mi intencion, se acusaron mis consejos, y se despreciaron mis ruegos. Examinemos, en oposicion á la mia, la conducta de los revolucionarios, para fijar el grado de injusticia y maldad de todas esas calumnias.

Conducta de los revolucionarios anterior á nuestra administracion.— Pronunciamiento de Jalapa.

124. Todos sabeis, Mejicanos, que consolidada la independencia, y sancionada la Constitucion actual de la República, se dividió la nacion en dos parcialidades: una y otra de hombres independientes y liberales, aunque una y otra de máximas enteramente opuestas. Los unos querian que, constituida ya la nacion de un modo estable, se olvidaran las épocas aciagas de nuestra historia, y se consagrara el ardor y patriotismo, con que se habia conquistado la libertad, á levantar el nuevo edificio social y á coronar la grande obra de la independencia con la felicidad de los pueblos; los otros pretendian que la independencia no estaba todavía asegurada, y que era menester extirpar los

elementos de tiranía y supersticion que aun infestaban nuestro suelo. Aquellos reconocian como un principio la tolerancia política, y para conservar la libertad de opinion, procuraban distinguir las ideas de las injurias, con el fin de mantener en toda su pureza el primer baluarte de los derechos públicos; estos decian que se menguaba la libertad de imprenta, si no se respetaban hasta sus abusos, y dando egemplo de la destemplanza polémica, convirtieron el santo sacerdocio de la instruccion social en un ministerio de acusacion y de tortura. Los primeros pretendian que las leyes gobernaran, y nada mas que las leyes; los segundos exigian que los hombres egecutaran la lei segun sus ideas, y aun que la lei fuera interpretada por sus opiniones. Los hombres de la reforma esperaban que el tiempo y las leyes consolidarian y perfeccionarian las instituciones de la República, los revolucionarios pusieron manos á la obra, y leyes y opiniones y cosas y personas, todo se resintió de los efectos de su invasion.

125. Esas diferencias no se ocultaron á la gran mayoría de la nacion, y sus efectos produjeron una disposicion moral, que estaba mui lejos de ser favorable á los que por antonomasia empezaron á llamarse *patriotas*. Llegado el tiempo de las elecciones, tiempo de prueba para los hombres y para los partidos, y no contando ellos con los sufragios del pueblo, resolvieron llegar al poder por fuerza, ya que la nacion no lo depositaba voluntariamente en sus manos. Inventaron las denominaciones odiosas que han costado tantas lágrimas á toda la República; hicieron creer que existia en Méjico una aristocracia despótica y ambiciosa, que deseaba esclavizar la nacion y aun abrir las puertas á sus antiguos opresores; pintaron como tibios y sospe-

chosos á los ciudadanos que no aprobaban los excesos y que solo tenian fé en las leyes, y en las virtudes; ofrecian riquezas á los vagamundos, empleos á los criminales, y ascensos á los pérfidos y traidores. El motin de la Acordada fué su primer ensayo y la grande accion en que se revelaron públicamente sus proyectos.

126. Si yo escribiera nuestros anales, no me contentaria con bosquejar el cuadro lastimoso que representó la desgraciada capital. ¿Qué Mejicano virtuoso no lloró entonces los desórdenes que la cubrieron de luto? Corrian por las calles bandadas de hombres embriagados que blandian sus puñales prorumpiendo en blasfemias y amenazas: los habitantes pacíficos que buscaban un asilo en sus casas, eran arrancados de sus hogares y sacrificados bárbaramente por aquellos asesinos; los que se fortificaban en los templos, morian de las balas de sus perseguidores. El mismo recinto de la representacion nacional fué profanado sacrílegamente. ¡Qué espectáculo de bajeza y sublimidad! En medio de los horrores de una sublevacion sangrienta, cuando por todas partes corrian triunfantes los conjurados, y cuando ni siquiera esperanzas de salud quedaban al Congreso abandonado por el poder egecutivo, los representantes de la República, como los senadores Romanos, se mantuvieron en sus sillas curules, protestando contra la usurpacion y la violencia, y salvando asi la gloria del nombre mejicano. ¡Heroismo inútil! El presidente Victoria transijió con los facciosos; el ministro de la guerra Pedraza, en quien puso el Congreso su confianza, se escondió cobarde, ó traidoramente; y sin gefes, sin tropas y sin recursos, fué inevitable ceder el campo... ¡á un Lobato y á un Zavala!

Entonces comenzó el saqueo, en que no hai tiempo de pensar mientras duran los temores del combate; las calles estaban sembradas de cadáveres y de despojos. Los que no habian tenido valor para combatir, daban pruebas de su bizarría asesinando, al egemplo de sus gefes, á los prisioneros desarmados; y los que se habian escondido durante el fuego, salian de sus guaridas para recojer los muebles, vestidos, provisiones y otros efectos que estaban sembrados por todas partes. Se encontraban jóvenes y mugeres en los caminos huyendo del teatro de muerte y depredacion donde habian perecido sus padres y sus hermanos. Se vieron ciudadanos respetables, que habian adquirido honradamente su caudal y que habian sido los protectores, los padres de los infelices, morir de miseria y de dolor, ó pedir limosna á la puerta de los que menos desdichados que ellos habian libertado alguna parte de sus bienes. « Yo he tenido la mano siémpre abierta para el indigente y no me han dejado un pedazo de pan para mi pobre familia, » era el grito universal que servia de coro á los cantos y alaridos de triumfo de los parricidas vencedores.

127. Guerrero, que siempre habia evitado los encuentros en que podia su vida peligrar, habia desaparecido de las filas de los conjurados, situándose en las cercanías de la capital para recibir sus comunicaciones y conmover los pueblos inmediatos. Luego que estuvo cierto del triunfo, volvió á reunirse con sus partidarios con el fin de aprovecharse de las ventajas de la victoria, y la faccion que habia atacado la representacion nacional, se valió del terror que inspiraban sus excesos, y sin que ciudadano alguno osara oponer su voz á tanta violencia, hizo anular los votos de las legis-

laturas dados en favor de don Manuel Gomez Pedraza, y la nueva cámara de diputados declaró presidente de la República á don Vicente Guerrero. Subió entonces á la silla presidencial el gefe cobarde de los facciosos, realizando la pintura qne hace un poeta del príncipe de las tinieblas, cuando dice : « sentado sobre un trono de hue- » sos descarnados y rodeado de espíritus infernales, escu- » chaba como una música deleitosa los llantos de sus » víctimas, y resolvia allá en su mente el total exterminio » de la humanidad. »

128. La nueva administracion conoció que no contando con la voluntad y beneplácito de la gran mayoría de la federacion, no podia sostenerse sin emplear el mismo sistema de violencia y corrupcion con que se habia entronizado. La descripcion con que intentó despues la misma faccion pintar nuestro gobierno, es exactamente la que mas al vivo representa la conducta de Guerrero y sus secuaces. El tesoro estaba exhausto, todos los ramos de la administracion se habian enmarañado de manera que ni habia justicia, ni policía, ni hacienda, ni fomento, ni proteccion, ni enseñanza, ni seguridad, ni cosa alguna de las que resisten por su naturaleza al influjo de los peores gobiernos; en una palabra, Guerrero habia sentado en la silla presidencial la ignorancia y la maldad.

129. La invasion de los Españoles sacó el pueblo mejicano de la apatía en que lo habian hundido tantos padecimientos. El peligro de la independencia dió fuerza á los buenos para recobrar la libertad, y aunque, viendo al general Santa Anna al frente de las tropas que el mismo habia reunido por sí y sin el mas leve socorro del gobierno, se

tranquilizaron en cuanto á la seguridad de la República, no quisieron perder la coyuntura que se les ofrecia para romper las cadenas que arrastraba. El gobierno que no conocia los medios de defensa de la nacion ni hubiera sabido emplearlos conociéndolos, cedió con docilidad á las sugestiones que por todas partes lo rodeaban, y formó una junta de generales : en ella entraron los que deseaban ver á sus compatriotas libres y felices, y yo miro como una fortuna el haber tenido parte en sus trabajos, cuando habiéndome llamado y confiádome el encargo de secretario, me pusieron en el caso de contribuir á la formacion del egército de reserva.

130. Esta medida propuesta entre otras por la comision nombrada en la misma junta, á fin de que preparara las bases de sus trabajos, y de que tambien fuí elejido miembro, tenia por objeto el concentrar un número de fuerzas, que mas tarde sirviese de apoyo á los estados; pues descontentos con la opresion, y exasperados con el abuso de las facultades extraordinarias que concedió el congreso al presidente, ansiaban el momento de sacudir su yugo, y de que se volviera á la constitucion y á la República el vigor que le habia arrebatado la administracion de Guerrero. La invasion no inquietaba ya nuestros ánimos : conociamos la decision y la fortuna del general que se habia puesto al frente de las tropas, y yo el primero le hacia con los demas la justicia de creerlo capaz de defender con gloria la independencia de la federacion.

131. Adoptada la mayor parte parte del plan de la junta de generales, presentado por mí al ministro de la guerra, se formó el egército de reserva, recayendo el mando en el

vice-presidente don Anastasio Bustamante, cuyo nombramiento era inevitable, si se atendia su conocido mérito. Yo le debí el honor de que pidiese al gobierno que me permitiera acompañarlo, y en efecto, despues de un ligero altercado, obtuve el permiso de formar parte de los gefes de su ejército, y una nueva prueba de confianza con el nombrameinto de secretario suyo. Marchamos al territorio de Tlaxcala y establecimos el cuartel general en Huamantla, segun las órdenes del gobierno; pero no tardamos en recibir un oficio del comandante general de Veracruz, en que noticiando al vice-presidente el peligro de la plaza y castillo sin defensa por la salida de la guarnicion, pedia con urjencia que se le socorriera.

132. El gobierno habia determinado el punto de nuestra posicion, sin prever las circunstancias que podian forzarnos á dejarlo. El general vaciló un momento; pero conociendo cuan tremenda responsabilidad le atraeria un suceso, que parecia mas que probable y que la tardanza podia agravar considerablemente, se resolvió á seguir la voz del patriotismo, queriendo mejor responder al Congreso en caso de inculpacion por haber hecho un servicio, que quejarse á la nacion, porque la imprevision de un presidente suspicaz lo hubiese reducido á la imposibilidad de acudir á donde mas falta hiciera. Nuestro movimiento despertó sospechas en Guerrero acerca de las verdaderas intenciones del egército, y el gobierno se apresuró á dar órdenes para que se disolviera, puesto que, repelida la invasion, ya no se necesitaba la reserva. Nosotros que habiamos subsistido por el crédito y compromisos del general Bustamante, porque ninguna medida habia tomado la administracion para

procurarle al pobre soldado, á lo menos, sirviéndonos de su expresion, *pan y zapatos*, nos valimos del pretexto de la falta de medios, para mantener reunidas nuestras tropas. Las razones alegadas eran sólidas, pero no calmaban las inquietudes del gobierno, que no pudiendo diseminar las fuerzas reunidas, trató de poner á la cabeza de una parte de ellas á un general de su confianza.

133. Don Lorenzo Zavala, que iba comisionado á Yucatan, llegó al cuartel general de Jalapa con pliegos para el gefe de la caballería, que por otro camino habia salido el mismo dia para Méjico. Nuestro plan estaba tan adelantado que ya teniamos la invitacion y ruegos de todos los estados para pronunciarnos; era imposible retrogradar, y cualquiera acontecimiento nos hacia temer un contratiempo; sin embargo, era menester conocer á punto fijo la mision del señor Zavala, y el astuto Barreiro se encargó de sondearlo. No es fácil resistir á la gracia y trato insinuante de un hombre que posee los recursos de una conversacion amena, chiste siempre animado, y la fecundidad de la imaginacion mas agradable. Zavala comió con Barreiro, y como le cede siempre en talento, le cedió entonces en resistencia. Llegados á aquel estado de expansion sin trabas que solo reina en un convite, se comunicaron mútuamente secretos y deseos, miras y planes: Barreiro, que nunca habian existido en su cabeza; Zavala, que descubrian las intenciones del gobierno. El pliego del ilustre mensagero contenia la órden de dividir nuestras fuerzas, confiando la fortaleza de Perote al general Filisola, sin dar conocimiento al general en gefe. No habia que perder un instante; el general Santa Anna se habia negado á entrar en el pronuncia-

miento; el vice-presidente no queria dar el grito; un dia, una hora de tardanza bastaba para que se perdiese toda esperanza de salud, y entonces ¡ adios libertad ! El amor de la patria vence todos los escrúpulos : nos aprovechamos de la ausencia del general; en un momento está el egército sobre las armas, dase el grito, seis mil soldados no tienen mas que una voz, una voluntad, una intencion; solo un cuadro y parte de un escuadron acostumbrados al mando de Santa Anna dudan, se desvían de unas filas en que no ven á su general, lo demas se pronuncia con entusiasmo y la bandera de la libertad flota triunfante en Perote, resonando en Jalapa el grito de «Constitucion y leyes.»

134. Verificado el pronunciamiento, se invita al vice-presidente á ponerse al frente de las tropas, y con él á nuestra cabeza marchamos sobre la capital. Los pueblos que antes nos habian negado toda especie de auxilios, nos prodigaban sus socorros, nos abrian sus puertas, y salian á recibirnos como á sus libertadores. De todas partes llegaban las felicitaciones y los actos de adhesion, y las noticias de Méjico nos anunciaban los deseos vivísimos que la poblacion manifestaba de vernos dentro de sus muros. Nuestra marcha fué un triunfo, mientras que las dificultades con que luchaba el gobierno para reunir sus fuerzas le pronosticaban su ruina, revelándole las verdaderas disposiciones de la República.

135. Sin embargo el gobierno tuvo la suerte de prepararse un funeral honroso, y quizas hubiera logrado acabar con los honores de la guerra, si se hubiera puesto un hombre al frente de sus tropas; mas Guerrero, infatuado con el incienso de sus aduladores, tomó el mando, y salió con ellos, creyendo que su presencia produciria un efecto mágico en

nosotros, aunque, si se ha de adivinar su intencion por sus movimientos, mas parecia que iba á ganar sus fragosas guaridas que á provocar un combate. El egército pronunciado redobló su marcha con direccion á Izucar, donde creiamos que se dirijia con sus tropas; llegamos á aquel punto y desde allí atravesamos la llanura hasta la hacienda de San Nicolas de los Yermos. Guerrero no desmintió su carácter; apenas supo que nuestras fuerzas se acercaban, cuando abandonadas sus tropas, huyó á Tierra-Caliente con cerca de doscientos dragones, la mayor parte de los cuales no tardaron en dejarlo y presentársenos, tal vez avergonzados de la fuga de su general. Tambien se pronunció lo restante de sus fuerzas, mandadas por el señor Mora, en favor de nuestro plan, y se unió con las nuestras, luego que vió la conducta de Guerrero.

136. Mientras el presidente huia y sus fuerzas se incorporaban con nosotros, Méjico presentaba una escena tanto mas interesante cuanto que manifestaba el verdadero sentido de la opinion general. La guarnicion y el pueblo se declararon por el plan de Jalapa y depusieron al señor Bocanegra, á quien, siendo diputado, no debia la Cámara haber elejido para desempeñar las funciones de la presidencia. Asi fué la noche de nuestra entrada una noche de júbilo y entusiasmo. Resonaban por todas partes la artillería y las campanas, los vivas y las músicas : toda la ciudad estaba iluminada; nuestros soldados eran acojidos por todos, y festejados como hermanos en todas partes. El gozo público y la expresion universal de gratitud que nos manifestaron los habitantes de la capital, eran los ecos de la alegría y reconocimiento de los esta-

dos de la federacion. Si esos testimonios no son las pruebas mas sagradas de la legitimidad de una revolucion, entonces no las hai para demostrar cual sea la voluntad de los pueblos.

137. Cuando se encargó el vice-presidente del mando, toda la nacion se prestó á la obediencia de las nuevas autoridades, sin repugnancia ni condicion. En el intervalo de la salida de Guerrero á la entrada del general Bustamante habian desempeñado el cargo de la presidencia, depuesto el señor Bocanegra, los tres individuos que señala la Constitucion; pero todo volvió al estado antiguo desde el momento en que el vice-presidente en egercicio del poder nombró su ministerio y empezamos á despachar.

138. Es inútil añadir la pintura de la confusion y desórden en que se hallaban todos los ministerios. Nuestro primer cuidado fué el de arreglarlos y establecer una pauta, que nos sirviera de guia en la expedicion de los negocios, procurando rodearnos de las personas mas aptas, sin hacer caso de las opiniones de los individuos, y reconociendo por méritos solamente el celo y la conducta. De ese modo logramos que la alteracion producida por el plan de Jalapa no hubiese costado una lágrima á la República, y que no produjese despues un solo remordimiento en medio de tantas quejas. Pero cuanto mas decididos estabamos á seguir estrictamente la senda de las leyes, tanto mas resueltos nos hallábamos á reprimir los excesos.

139. Dos eran las dificultades que las circunstancias oponian á nuestra determinacion — la separacion de Yucatan, sublevado durante la presidencia de Guerrero, y la exaltacion de los partidarios del presidente depuesto. Para re-

sistir á uno y otro mal contabamos, en el primer caso, con las fianzas que el nuevo órden de cosas ofrecia á los Yucatecos; y en el segundo, con el desengaño que habia retraido del partido de la revolucion á todos los hombres de bien seducidos por las apariencias de sus teorías ó arrastrados por temperamento. Miramos las bases del plan, que la nacion habia libre y espontáneamente adoptado, como las únicas en que se podian cimentar la concordia y prosperidad, y creimos que ateniéndonos á ellas como á un juramento de alianza, se destruiria cualquiera pretexto, en que trataran de apoyar sus miras los enemigos del órden.

140. Sin embargo el gobierno no debia protejer los abusos que ciertos hombres se creian autorizados á cometer, porque habian defendido la independencia, y pretendian con la excusa de abatir una aristocracia, que no existia en la República, ejercer las prerogativas despóticas de esa clase de *patriotas* que ellos habian creado. Nuestra imparcialidad fué tildada como persecucion hácia ellos y favor hácia otra clase de ciudadanos, á quienes la diferencia de hábitos y modales hacia considerar como enemigos de la libertad. No se contentaron con atacar los actos de la administracion, ó censurar su sistema: la tolerancia que nos habiamos propuesto los animaba á calumniarnos, y á tratar en secreto de nuestra ruina. El ministerio sabia por ellos mismos sus intentos, sus juntas, sus resoluciones, y el plan horrible que se proponian realizar; pero siendo su número escaso y compuesto de individuos sin reputacion y sin talento, creimos que al pronto bastaba la vigilancia, para burlar sus proyectos. No obstante que la osadía de los conjurados empezaba á sembrar la discordia, y que ya captaban

sus amaños é invectivas el asentimiento de algunos incautos, á quienes representaban la prudencia del gobierno como el temor de una conciencia culpada, nosotros no alteramos en nada nuestro propósito y seguimos la marcha que habiamos prometido seguir. Los facciosos sin embargo, no confiando mucho en su influencia ni en la credulidad de la multitud por una parte, y por otra cansados de esperar que el gobierno justificase un movimiento insurreccional, ó mas bien ansiosos de comenzar sus atentados, se pronunciaron abiertamente en Barrabás bajo el mando de Codallos.

141. Entre tanto Guerrero, que se habia retirado á su casa y devoraba inquieto la rabia de su destitucion, combinaba el proyecto de vengarse. Retenia con este fin la escolta de los dragones que lo habian seguido en su fuga, ganando tiempo con las contestaciones entre el gobierno, que la reclamaba, y su comandante Victoria, que no queria obedecer. El ministro de la guerra, si bien despreciaba una tropa que se habia comportado tan cobardemente como Guerrero, recelaba que aquel destacamento sirviera de pie, para aumentar el número de la caballería de los revoltosos, y dió la órden terminante de su regreso. Guerrero habia sostenido el fuego de la sublevacion y excitado las castas á la revuelta, habia seducido al comandante de los dragones, y, viendo que no podian diferir mas tiempo su obediencia, los mandó hácia Izucar, para reunir cierto número de rebeldes que debian pronunciarse en aquel punto, quedándose él aparentemente tranquilo en sus hogares. Mas al mismo tiempo que se proponia por objeto de su conducta el no dar motivo á reconvencion alguna, si el

pronunciamiento no producia buen résultado, daba sus insignias y uniforme, disponiendo que con ellas se vistiera á un soldado que se le parecia, á fin de alucinar á sus partidarios y decidirlos á tomar las armas en su favor. Ultimamente, animado con las ligeras ventajas conseguidas por los rebeldes del Sur, se presentó Guerrero al frente de ellos, no porque el gobierno lo hubiese acosado, sino porque pensó que su triunfo estaba decidido.

142. Vese por esa narracion sencilla, que la guerra de 1830 fué obra de los partidarios del desórden, y que ni tuvieron que defender á Guerrero, que no se pronunció públicamente hasta que ellos lo habian hecho, ni Guerrero tuvo que evitar la persecucion del gobierno. ¿Qué persecucion podia temer, cuando se quedaba en su casa, al tiempo que se valia de una farsa indecorosa para hacer creer á los pueblos que habia tomado su pártido?

143. Guerrero y sus secuaces se sublevaron en 1830 por las mismas causas y con el mismo fin que se habian sublevado en 1828; la rebelion del Sur fué la continuacion del motin de la Acordada. Que sean francos mis enemigos y me acusen de haber desbaratado sus proyectos; que me acusen de haber impedido que sacrificaran al vice-presidente, cuando ganaron al comandante de su guardia con el fin de asesinarlo en la cama; que me acusen de haberles impedido enriquecerse con los despojos ensangrentados de los Mejicanos pacíficos; que me acusen de haber sido el escudo protector de la tranquilidad de los estados (*a*);

(*a*) Como en testimonio de gratitud y convencidos de la importancia de mis servicios, me declararon ciudadano y benemérito los estados de Jalisco, Chiapas, Tamaulipas y Querétaro.

que me acusen en fin de ser amante sincero de la libertad y enemigo irreconciliable de la humillacion y el desórden, y nada les responderé. Ahora empero, ni aun la gloria de justificarme de sus acusaciones me dejan mis adversarios, pues seria tan ridículo insistir en este punto, como responder al cargo que me hacen de *las muertes de la guerra que provocaron* en 1832 los enemigos del gobierno, y en que *yo* no tuve mas parte que *la de una defensa legítima y decorosa.*

144. Y puesto que ellos mismos recuerdan un acontecimiento, de cuyas ventajas debian aprovecharse con prudencia, y sin provocar un juicio que tal vez no podrá serles favorable, será forzoso deslindar la *parte* que en la guerra de 1832 tuvieron *ellos*, y *la que* tuve *yo*. Nosotros nos pronunciamos en Jalapa contra los abusos de la administracion de Guerrero, contra su tiranía, contra su tendencia anárquica y destructora; el pronunciamiento de nuestros enemigos no fué contra el principio de nuestra administracion ni contra su legitimidad: sus gefes respetaron aquel y esta, y como todos, el general Santa Anna reconoció en su correspondencia pública y particular la autoridad del vicepresidente Bustamante. Nosotros cedimos á las instancias de los pueblos, no los concitamos; ni nuestro grito fué la voz de órden de un partido, sino el eco de la expresion universal de la República. El alzamiento de los hombres de 1832, no contó con la voluntad de la gran mayoría de la nacion, y convencidos sus autores de la ilegalidad de su proceder, tomaron por pretexto la deposicion del ministerio.

145. Reconocida la legitimidad del gobierno, seria un crímen de lesa nacion hacer ilusorias sus prerogativas. Si el

vice-presidente en egercicio del poder tiene la facultad de nombrar y remover libremente á los secretarios del despacho, forzarlo con violencia, por medio de asonadas y motines, ó de conspiraciones y revueltas, es violar una de las garantías sagradas del poder egecutivo, y hollar la lei fundamental de la federacion. La Constitucion ha consagrado el derecho que tienen todos los ciudadanos para reclamar contra los desmanes y abusos de los funcionarios públicos; pero ha reducido su accion á los trámites marcados por ella y por las leyes. Separarse del sendero legal es un delito que la violencia y el aparato de las armas, lejos de disculpar, agravan. Un gobierno puede y debe reprimir tales atentados, cualquiera sea el pretexto que se alegue para justificarlos. ¿ Porque se me acusa pues de haber cumplido llenamente con una de mis primeras obligaciones ? ¿ Qué importaba la parte personal en que se fundan mis enemigos, cnando se tratà de una cuestion de principios ? Olvidad mi nombre, suponed que es otro el ministro de la guerra en un momento de crísis en que se pronuncia contra el gobierno una parte del egército : suponed hasta que el poder es usurpado ¿ qué deberá hacer el ministro ? Y si la autoridad es legítima ¿ qué debera hacer el ministro ? Y si su abandono compromete el gobierno establecido ¿ qué deberá hacer el ministro ? Y si la libertad peligra ¿ qué deberá hacer el ministro ? ¿ Retirarse ?—fuera cobardía ; ¿ no reprimir á los sediciosos ? — ¿ no fuera entonces traicion ?

146. La diferencia que hai entre esta guerra y la que nuestros enemigos nos han hecho, diferencia demasiado importante para omitida, mas consiste en la conducta que

unos y otros hemos observado en nuestros respectivos triunfos que en la marcha de las hostilidades. Vencimos nosotros siempre que la perfidia no nos vendió; pero jamas abusamos de la victoria; nuestra palabra fué sagrada, nuestros juramentos inviolables; no hai uno que con verdad pueda acusarnos de falsedad ni de olvido. Acabado el combate y depuestas las armas, á nadie conservamos rencor; vencer y perdonar fué siempre nuestra divisa ¿ quién de vosotros nos puede dar un mentís? ¿ Serán los partidarios de Guerrero que procuramos halagar de cuantos modos nos lo permitian la justicia y el honor, y eso cuando sabiamos que conspiraban contra nosotros? ¿ Será Alvarez, cuyo indulto le alcancé yo mismo con el permiso de residir en el territorio de la República, contra una formidable oposicion? ¿ Será Barragan? ¿ Serán? . . . Mejicanos, seria abusar de vuestra paciencia repetiros lo que todos sabeis Que nuestros enemigos os muestren iguales pruebas de buena fé, de honor, de probidad. ¿ Citarán en favor suyo el cumplimiento del convenio de Zavaleta? En cuanto á mí, ya experimento sus efectos. Despues de haberme visto acosado por los que nos prometieron seguridad y proteccion, y de haber escapado de sus manos como por milagro, me hallo proscrito en Paris, mientras me *juzgan* en Méjico.

TERCER CARGO.

Por la proteccion que dispensó á los facciosos de Yucatan al tiempo que hacia la guerra a muerte á los federalistas.

147. Llegamos á un cargo, que en lugar de serlo contra el gobierno del vice-presidente Bustamante, puede conver-

tirse en circunstancia agravante del pronunciamiento de los facciosos del Sur. La separacion del estado de Yucatan se verificó en tiempo de la administracion de Guerrero y por su causa : entonces fué cuando por no sufrir el yugo insoportable de un gobierno tiránico y desmoralizador, « la facción de Yucatan, como dice la seccion, consiguió por algun tiempo separar de la federacion mejicana á aquel ilustrado y opulento estado, » y, atribuyendo quizas erradamente á la forma federal los males que solo provenian de los que abusaban del poder, « proclamó la centralizacion de la República. » Nosotros encontramos ya roto el lazo federal : el estado de Yucatan se habia segregado de la Union, y sus autoridades habian adquirido tal consistencia que su reduccion al órden constitucional presentaba gravísimos estorbos. El principal de ellos estribaba sin duda en el convencimiento de los sublevados, y en la misma opulencia é ilustracion que reconoce la seccion como prendas de aquellos ciudadanos. Sin embargo no teniendo los medios ni las fuerzas necesarias para presentarse en ademan hostil, y considerando la parte de justicia que razonablemente disculpaba los motivos del alzamiento de Yucatan, el gobierno del vice-presidente Bustamante siguió el camino de la reconciliacion que habia abierto el presidente Guerrero. Verdad es que no encargó mision tan delicada á los amigos de la administracion anterior; pero como por una parte el ministerio no intentaba saciar los deseos de los traficantes de disturbios, ni lisonjear la vanidad de un individuo en perjuicio de un estado, y por otra el señor Zavala, que es tal vez el mejor negociador de ese bando, habia vuelto tan poco airoso de su embajada,

evitó el enviar de parlamentarios á hombres, que en lugar de atraerse á los seducidos, enconasen mas su enojo é indignacion, recordándoles con su presencia sola todos los males de la época anterior.

148. El general don Felipe Codallos y el teniente coronel y diputado don Tomás Requena fueron los ciudadanos mejor recomendados por las circunstancias, para llevar á cabo las intenciones conciliativas del ministerio. El general don Filipe Codallos habia obtenido por su conducta y distinguidas prendas la estimacion de los Yucatecos, durante el tiempo de su comandancia general en aquel estado; el diputado don Tomás Requena era natural del pais, y sus compatriotas apreciaban en él las buenas partes del militar, y honraban la integridad y patriotismo del legislador. Los resultados sin embargo no correspondieron ni á sus esfuerzos, ni á las esperanzas del gobierno. La cicatriz estaba aun abierta, y el viento de Méjico parecia pestilente á los que tanto habian sufrido de la tiranía y la mala fé de la administracion demagógica; pero no resistieron los Yucatecos á las instancias de los comisionados, dudaron sí de la sinceridad del gobierno que no conocian aun, y cuya marcha querian observar para saber que fe podian dar á sus palabras.

149. No quedaba otro recurso que el de destinar un número de tropas suficiente, para pacificar aquel estado, ó el de esperar que neutralizara el tiempo los primeros ímpetus de las pasiones exaltadas: uno de esos dos partidos rayaba en la imposibilidad absoluta. La administracion de Guerrero habia desbaratado el egército, arruinado la disciplina, perdido todos los cuerpos, ó por la incapacidad de los gefes ó

por la fuerza del egemplo; el tesoro estaba exhausto; las rentas empeñadas; los oficiales sin sueldo; los soldados sin camisa, sin zapatos, sin pan. Fueron necesarias en el momento de la invasion de Barradas toda la energía del general Santa Anna y toda la decision del soldado mejicano, para juntar un puñado de valientes que dominaran resentimientos y necesidades, que hubieran retraido de su deber á soldados menos patriotas y menos honrados. Para formar el egército de reserva, ¡Dios sabe cuántos sacrificios hicimos, los que impulsados y sostenidos por los pueblos, aspirabamos á ver libre de tiranos la patria, despues de verla libre de invasores!

15o. Si pues luego que, cambiadas las circunstancias, depositó la República en nuestras manos el poder, reconocimos la necesidad de anudar el suelto vínculo de la federacion, es injusto el acusarnos de haber desatendido, como afirma la seccion, ni protejido la asonada de Yucatan. El gobierno del vice-presidente Bustamante hizo cuanto pudo, para obtener un resultado satisfactorio; pero al periodo de las ilusiones habia sucedido el de la realidad, y como no era tiempo de promesas inútiles, tampoco era tiempo de proyectos impracticables. Yo mismo habia visitado el pais, cuando en 1827 fuí encargado de la conduccion de tropas de aquel estado al de Vera Cruz, como segundo en gefe de la expedicion de Tejas, con cuyo mando en gefe quedé por la separacion del señor general Rincon; conocia el carácter de los honrados Yucatecos; habia experimentado las dificultades de la navegacion y arribada; en fin poseia cuantos datos podian obligarme á combatir una medida, de la cual era la responsabilidad tan tremenda como inevitable el mal éxito

é imposible la egecucion. ¿ Por dónde habian de haber pasado las tropas, en caso de haberlas podido reunir? El tránsito de los desiertos y la falta de recursos para la subsistencia del soldado no permitian pensar en que marchara por tierra. Y para ir por mar ¿ dónde estaban las fuerzas navales para protejer el desembarco?

151. Si habiendo conseguido la reorganizacion que reclamaba el egército, y á que me consagré con todo el celo de que mi alma es susceptible, hubiera logrado tambien la cooperacion del Congreso para los aprestos necesarios, no por eso habria podido verificarse la expedicion militar que exijia el estado de cosas de Yucatan. La sublevacion del Sur hubiera desbaratado los proyectos y neutralizado los mas ardientes deseos del ministerio. El grito de la revuelta del Sur fué acompañado de los lamentos de muchas víctimas, y este sacrificio anunciaba el bárbaro plan de una guerra de exterminio. El mal cundia con una rapidez alarmadora; Catilina estaba á las puertas de Roma; en las calles de la capital señalaban les rebeldes disimulados á sus enemigos con una atroz sonrisa de confianza, que presagiaba la muerte; el puñal de los facciosos habia relumbrado sobre el lecho del gefe de la República; temblaban los tímidos; se escondian los cobardes; los egoistas acechaban la bandera de los vencedores para unirse al séquito de su triunfo, como los buitres acuden al campo de batalla para cebarse en los cadáveres. Los destacamentos facciosos habian tenido la audacia de presentarse en los estados de Jalisco y Guanajuato; habian invadido el de Oajaca, los de Puebla y Querétaro. ¿ No se presentó una banda en Chalco á nueve leguas de Méjico? En tan apurados extremos el gobierno

contaba con mui pocas tropas, y el egército de operaciones tenia que cubrir una línea que comenzaba en la Costa-Chica, costeaba las márgenes del Mexcala y se extendia hasta las apartadas lindes del territorio de Colima.

152. Para acudir á Yucatan forzoso hubiera sido abandonar las puertas de la capital, y mientras el gobierno hubiera subyugado á los centralistas, los sicarios y delatores de Guerrero se hubieran apoderado de la República; hubieramos triunfado en el Este para sucumbir en el Sur : los demagogos hubieran inmolado sus víctimas coronadas de la palma de la pacificacion. Tal era el fin de los consejos de los *agitadores* solapados ; pero el gobierno que se hallaba rodeado de tantos escollos, prefiria atacar al enemigo mas cercano y mas formidable. Los acontecimientos demostraron si su conducta fué ó no atinada, y si entre los dos extremos en que lo pusieron las circunstancias, no eligió el rumbo que aconsejaban la prudencia y el interes de la República.

153. Con todo nuestros enemigos atribuyen un proceder tan claro y necesario á simpatía de opiniones, y sobre todo á nuestra tendencia en favor de los centralistas. Al ver tan arrogante asercion en medio de la copiosa plaga de solecismos que la cubren, se ocurre involuntariamente la duda de, si su lenguaje es mas absurdo que sus ideas, ó sus ideas mas disparatadas que su lenguaje. Porque no podian nuestros doctores confundir en la misma frase los nombres de Jalapa y Yucatan, sin recordar que el vice-presidente don Anastasio Bustamante se hallaba á la cabeza del egército, que yo desempeñaba las funciones importantes de su secretario, encargo que se convirtió despues del pronuncia-

miento en un ministerio en miniatura, y que la mayor parte de los hombres de pró de la federacion nos habian dado su asentimiento, no porque proclamasemos tal ó cual plan, sino porque rompiamos el yugo de una afrentosa dictadura. Si nuestras intenciones hubieran sido las de cambiar la forma federal de la República ¿ no nos hubieramos aprovechado de la efervescencia de las tropas? ¿ no teniamos en nuestras manos una oportunidad que seria difícil volver á asir, una vez escapada?

154. Nuestros principios se fundan en una conviccion religiosa y profunda que las circunstanicas no pueden alterar. La soberanía nacional es nuestro dogma intolerante, y cuanto se aparte de él es para nosotros una heregía política. La nacion se habia decidido por el federalismo, nuestro deber se circunscribió á sostener su voluntad con todas nuestras fuerzas. Como hombres tenemos nuestras opiniones y reclamamos el derecho de conservarlas, como ciudadanos las subordinamos á los deberes sociales y nos resignamos á sacrificar nuestras pretensiones al interes general. Fuimos federalistas porque la República entera estaba por el federalismo; si otra hubiera sido su opinion, otra hubiera sido nuestra conducta. Nuestras ideas tendrán su parte en los debates, en nuestra conducta (hablo de los hombres que piensan como yo) nuestra voluntad sera la voluntad de la lei.

155. Aunque aplaudimos la moderacion, la cordura, la economía y la justicia de los sublevados, reprobamos el acto de su separacion, y cuando no quisieron ceder á las reflexiones y los ruegos, nos abstuvimos de toda correspondencia con las autoridades intrusas de aquel estado,

medida de justo resentimiento, que solo se interrumpió para advertirles « que segun las noticias confidenciales recibidas por el gobierno, un oficial español se habia embarcado en la Habana, el cual debia introducirse disfrazado en aquel estado, con el fin de sondear las disposiciones de sus habitantes hácia los Españoles. » Asi habria advertido un padre justamente indignado á sus hijos indóciles del peligro que los amenazaba.

156. Sabido es que la pacificacion del Sur no fué la destruccion del bando de los anarquistas: la mayor parte de ellos volvieron á conspirar, porque conspirar es su vida y sus delicias, y aun cuando la suerte pusiera en sus manos todo el poderío qne puede apetecer la ambicion del hombre, no cesarian de removerse, y conspirarian contra sí mismos, para no perder el hábito. Empero desembarazados del cuidado urgente que nos habia tenido en vela sobre las costas del Sur, volvimos la vista á Yucatan y resolvimos emplear todos los medios que la dignidad de la República nos obligara á adoptar. El primer paso debia ser la formacion de tropas: las que habian combatido en el Sur, se habian sostenido mas por el horror que siempre ha inspirado al egército la faccion de los demagogos que por ningun otro elemento militar. Se necesitaba reparar la brecha abierta por el egemplo y un largo abandono en la moral del soldado; con tanto mas motivo, cuanto que en la guerra que iba á emprenderse, no solamente la conducta y buen órden de los sublevados no excitaban la enemistad de las tropas nacionales, sino que mirando á los centralistas como enemigos irreconciliables de los demagogos, propendian estas

á sus ideas, ya que no por conviccion á lo menos por sentimiento : era pues menester una disciplina rigorosa para retener al soldado en sus filas é impedirle que se uniera á un partido que nunca lo ha insultado, contra un partido que no pierde la ocasion de zaherirlo y calumniarlo; en una palabra, era indispensable asegurarse de la cooperacion del soldado y de la lealtad del oficial; aunque el gobierno contaba con el patriotismo del uno y con el honor del otro, y estaba cierto de que, restablecido el imperio de las leyes y destruido el velo que habia cubierto la libertad, cada uno desempeñaria sus deberes.

157. No bastaba con todo la planta del egército; se necesitaban fuerzas navales para protejer el desembarco de nuestras tropas, y para defender el convoi que las transportara de los ataques de todas las fuerzas sutiles de la República, que habian abrazado el partido de los centralistas. Mientras se trataba del acantonamiento que debia formarse en Orizaba, procuraba yo por mi parte acelerar el despacho de un proyecto de lei sobre marina que estaba entonces en el senado; con ese fin me acerqué diferentes veces al señor Rejon, miembro de la comision de guerra, para suplicarle, que, pues tanto empeño tenia en llevar á cabo la sujecion de los sublevados de Yucatan, pusiera todo su conato en activar el despacho del proyecto de lei, que debia contribuir á facilitarla. El senador Rejon era uno de los mas exaltados contra los centralistas; hablaba de fuerza, de escarmiento, de medidas violentas, de muerte, de exterminio, y todo eso con la vehemencia que caracteriza las declamaciones de su partido. Yo lo escuchaba y aun muchas veces le explicaba la verdadera situacion del estado y los

estorbos que se oponian á sus medidas; pero el señor Rejon, aunque de la comision de guerra, no es mucho mas militar que marino, y se atrincheraba en el *pomposo follage* de la declamacion demagógica. Por último este señor se decidió á emplear su influjo en la comision, á cuyos trabajos ayudé con mis débiles fuerzas, y con todo el celo del patriotismo, y fué presentado el deseado informe á la Cámara. La lei no fué tomada en consideracion, á pesar de su sencillez, y en mi sentir pusieron trabas á su discusion dos sentimientos enteramente opuestos: la mayoría de la Cámara confiaba en el buen sentido de los Yucatecos, y creia que mui pronto cederian á la razon; en efecto el gobierno tenia noticias por conducto fidedigno de las disposiciones dóciles y conciliativas de los sublevados, que convencidos por nuestra marcha de la distancia que separaba nuestra administracion de la administracion de Guerrero, deseaban volver al seno de la República y gozar las ventajas de un gobierno *verdaderamente progresivo.* Los otros individuos del Senado se oponian á la aprobacion de la lei que removia las dificultades del ministerio para marchar sobre Yucatan, porque querian tener un pretexto de exaltacion, y poder justificar aparentemente sus censuras, culpando al gobierno de una inercia á que ellos mismos cooperaban.

155. Yucatan oyó al fin la voz de la patria y tendió los brazos á la reconciliacion. Estas disposiciones llenaron de júbilo á los buenos Mejicanos; si bien los demagogos temieron que la vuelta del órden los redujera de la holganza y comodidad, en que habian vivido egerciendo el oficio de *patriotas*, á la condicion privada de ciudadanos particu-

lares, en que les era forzoso trabajar. Sus temores no carecian de fundamento; los Yucatecos, recordando sus padecimientos anteriores, exijian que no se les coartara la facultad que la Constitucion federal les concedia en la eleccion de las personas, con el fin sin duda de no verse de nuevo bajo la influencia de las que tantos males habian acarreado á su pais.

159. Los hombres que no sentian en la pérdida del « opu- « lento é ilustrado Yucatan, » sino la pérdida del beneficio *sine curá* que habian adquirido con el tráfico de sus opiniones se asustaron al ver tan inmediato el peligro. — « Ya « vuelve á casa el hijo pródigo, sin que nos cueste mas lágrimas, » dije yo á uno de los que con mas ardor reclamaban la incorporacion del estado perdido. — « Sí, me « replicó el patriota, pero nosotros estaremos peor que « ahora. » Semejante respuesta no necesita comentario: en ella se resume la política, la moral, y la historia de nuestros adversarios; pero no pinta toda su insensatez y audacia. ¿Creeriais, Mejicanos, que apelasen en su desesperacion al mismo ministro de la guerra, contra quien se mostraban en público tan encarnizados? El señor Rejon, gefe de la oposicion demagógica del senado, tan conocido por su exaltacion, como por cierta aventura que todavía hace reir á los malignos, tuvo el atrevimiento de insinuarme que su partido estaba en actividad, y que solo necesitaba un *hombre* para obtener el triunfo. Las indirectas de este nuevo Diógenes, célebre, como el otro por la cuba, por el *rayo de una rueda*, no descubrieron en mí el *hombre* que antes habian hallado, en uno de los ministros que me habian precedido. El señor Rejon tuvo la bondad de atribuir

á mi rudeza la indiferencia con que escuchaba sus palabras.

— ¡Y bien! señor ministro, añadió este señor, si V. se conviene á entrar en explicaciones, podrá V. tener una entrevista. . . .

— Señor senador, le respondí, yo creo que V. se engaña : mis opiniones son bien conocidas, y no sé porque se duda de la sinceridad de mis protestas.

— Nosotros necesitabamos un presidente enérgico, dijo mi interlocutor.

—Muchos ciudadanos tiene la República que poseen esa prenda, fué mi réplica.

—Queremos, añadió el señor Rejon, un presidente patriota.

—Si esa cualidad bastara, le contesté, habria tantas personas, sobre quienes dignamente pudiera recaer la eleccion, como ciudadanos honrados cuenta la federacion.

— En fin, dijo el diplomático senador con un gesto que indicaba su impaciencia, si V. quiere favorecer nuestras ideas, el señor Ramos Arispe está en el plan.... y V. será presidente.

Yo invito al señor Rejon á publicar mi respuesta : tal fué, que convencido de que no es tan fácil corromper á un verdadero hombre de bien como á un fingido patriota, se exaltó hasta el punto de decir :

—Está bien, ya que V. no quiere, no faltará quien lo haga. Apelaremos á Santa Anna, se le hará ver la necesidad de obrar — yo se bien que no podemos fiarnos de él; — pero que entre, que ya le haremos marchar. »

160. No hablo de las conferencias del señor Basadre, porqué no me parece que deba añadirse á las ridiculeces

de sus propias declaraciones la revelacion de un diálogo particular, en que á cada instante tenia que decirle, como en los *Litigantes* de Racine dice el juez al abogado que toma la historia del mundo por exordio :

« Vamos por Dios al diluvio. »

El general Basadre es un santo que tiene su capilla en otra iglesia; y seria una injusticia el no enriquecer con la semblanza de este señor la galeria que terminará mi Memoria.

161. Por ahora, volviendo al cargo que nos hace el partido demagógico y de que nos ha desviado el deseo de recojer una nueva prueba de sus verdaderas intenciones, preguntaré: ¿cómo? ¿con qué justicia puede dirijirse contra nuestro ministerio en general, ni en particular contra ninguno de sus miembros, la salva inútil de declamaciones con que intentan batirnos nuestros enemigos? La administracion del vice-presidente Bustamente no puede ser responsable de los desaciertos de la administracion precedente. Si la separacion de Yucatan fué un acontecimiento del tiempo del gobierno de Guerrero, á los ministros responsables de aquel gobierno y á su gefe toca satisfecer á los cargos que acerca de ella puedan hacerse. Entre las heridas que hizo á la República la *esclarecida* víctima y que tuvimos nosotros que vendar, no fué de las menos graves la emancipacion de los Yucatecos. Querer demandarnos cuenta de ella, es servirse de la lógica del lobo de la fábula, que no pudiendo convencer al cordero de que le enturbiase el agua, y deseando devorarlo con apariencias de justicia, lo acusó de que en cierta ocasion su padre habia murmurado de él.

162. Con no menos sinrazon nos haria cargo ese partido de haber tentado los medios de conciliacion que ellos aprobaron, cuando se sirvió de los mismos Guerrero en tiempo, en que tal vez hubiera podido con mas probabilidad de buen éxito servirse de la fuerza y el rigor. Y ¿cómo se nos culpará de omision, si como hemos demostrado estábamos en la imposibilidad moral y física de reprimir á los sublevados por medio de las armas? Error habria sido mui grave por parte del gobierno desatender el rumor sordo, que anunciaba ya la conflagracion del volcan: si uno de sus cráteres se habia extinguido, amenazaba otro no menos terrible, y como su explosion hubiera encendido de nuevo la guerra civil, nos vimos forzados á emplear toda nuestra prudencia para evitar mayores infortunios. La lealtad del gobierno del vice-presidente Bustamante alejó el momento que debia terminar el reino de la Constitucion federal; los ministros que ahora son acusados de haber querido alterar la forma de la República, la conservaron entonces á expensas del sacrificio personal que amagaba sus cabezas, y á ellos debió la patria los pocos dias de paz y de ventura que precedieron al pacto y alianza de todos los que adoptaron por divisa « la ruina de un ministerio enérgico y constitucional. »

163. Ahora no debo complicar una materia, sobre la cual no tardaré en dar á luz aclaraciones importantes. Bastan para exonerar al ministerio del vice-presidente Bustamante de toda responsabilidad las razones expuestas. Ya sabreis á su tiempo las causas principales de los sucesos que actualmente se atribuyen á causas mui distintas de las que en realidad los han producido. Los que tienen las

riendas del poder en su mano las conocen como yo, y saben cuales son las condiciones del triunfo : el general Santa Anna sabe que yo no las ignoro, y que no me veria ahora acusado, si hubiera querido ser perjuro. Mas lo repito, esta materia recibira una solucion completa en la Memoria que explicará las operaciones militares del egército de mi mando y que publicaré á su tiempo, para que sirva de corolario á nuestra justificacion. Hasta entonces fuerza es, aunque bien á pesar mio, que me contente con repetir que el azar y la imprevision perdieron nuestra causa. Y no se entienda que el azar fué uno de aquellos acontecimientos ordinarios que atribuye el hombre á los caprichos de la suerte, porque quiere disimular su imprudencia; fué una brecha abierta por el ímpetu del torrente, una explosion que la inteligencia humana no comprende, porque confunde la demencia con el absurdo, y las inconsecuencias del corazon con los errores del entendimiento. A ese golpe de una fatalidad irresistible se unió la imprevision, no del gobierno que bien conocia los escollos entre que sulcaba la nave del estado, sino de sus subalternos, que cedieron al aspecto aterrador de un metéoro. Ni el valor y la prudencia del general Bustamante, ni la sinceridad y decision de los ministros, ni la justicia de nuestra causa, nada pudo salvarnos. Pero ¡eventos raros de las revoluciones! la victoria que habian preparado alguno simprudentes para los enemigos de los revolucionarios, cayó en las manos de estos, y los únicos que habian sido leales, acabaron por ser vencidos y por consiguiente culpables. Esta es la razon por que se quiere disfrazar el principio del movimiento contra nuestro gobierno, y porque de todos los

que lo sostuvieron, se ha elejido por víctima expiatoria al que posee la llave principal del gran misterio.

CUARTO CARGO.

Por el favor que acordó á los actos del general Inclan en Jalisco, sosteniendo que no habia tribunal competente para juzgarlo.

SUPERFICIALIDAD DE ESTE CARGO.

164. Mientras el tiempo de las revelaciones llega, la historia de nuestro ministerio, escrita por nosotros, debe parecer mas una defensa apologética de nuestra conducta que una relacion material de los sucesos públicos : el interes personal debe egercer en ella un influjo tanto mas poderoso, cuanto que no solamente no hai acontecimiento que no hayan convertido nuestros enemigos en materia de acusacion, sino que el objeto principal que todo hombre de bien se debe proponer, es explicar los hechos, á que el interes de partido ha dado interpretaciones no menos violentas que perjudiciales. La intencion de los que tan infundadamente nos censuran y calumnian, se revela por sí en el ahinco furibundo, con que quieren que aparezcamos culpables : extraviar la opinion del pueblo, sembrar la discordia entre los incautos, y aprovecharse de los momentos de confusion que trae consigo la sorpresa, son los tres efectos que ellos deseaban obtener por resultado de sus tramas y acusaciones, siendo tal su obstinacion y ceguedad que á cada paso caen en un abismo de ridículas contradicciones, por querer asir las sombras que piensan hacer

valer como pruebas. ¿Quién creeria que unos hombres tan entusiastas de las prerogativas de la representacion nacional acusaran á un ministro por haberlas respectado? ¿Quién creeria que los que todavía claman contra las facultades legales del poder egecutivo, pidieran que se hiciese efectiva la responsabilidad de un ministro, porque no quiso abrogarse una atribucion legislativa? ¿Quién creeria en fin que los que condenan hasta el egercicio de los derechos que la Constitucion y las leyes confieren á todos los agentes del gobierno, condenaran á un ministro, porque en una duda de lei hubiese pedido al Congreso una aclaracion legislativa, para mejor conocer los suyos?

165. Tal es en substancia la cuestion que sirve de fondo al cargo de nuestro acusador. La seccion del gran conciliábulo sin embargo, no pudiendo dejarse llevar de una lógica, que pone de bulto la mas crasa ignorancia, conoció sin duda que para acusarnos de la omision que nos imputa el pretendido diputado Barragan, era forzoso asentar ante todo como un hecho incontestable: « que existia en efecto en aquella época un tribunal competente para juzgar á los comandantes generales de los estados; » punto en que les seria mas que difícil obtener una solucion conforme á sus deseos, porque ni la Constitucion designa la jurisdiccion á que pertenezca el conocimiento de las causas que contra tales reos se formen, ni las leyes habian previsto los casos de Otero y de Inclan. Y despues de resuelta la cuestion en favor de ellos ¿qué cargo resultaria contra un ministro que duda y consulta? Si el tribunal competente no estaba demarcado todavía entre los juzgados de la República, si los trámites legales que en semejante caso debian seguirse

aun no se veian prescritos en la pauta de atribuciones y deberes, de obligaciones y derechos que, al conferirle su alto encargo, depositó la nacion en sus manos, el ministro no puede ser responsable sino de una opinion, y nuestras leyes han desviado prudentemente esa responsabilidad de la que puede exijirse á los ministros del gobierno, única y exclusivamente responsables de los actos que como ministros autoricen.

166. Reducida pues la cuestion á saber: si hai ó no materia de acúsacion en el cargo de haber acordado favor á los actos del general Inclan en Jalisco, por haber sostenido que no habia tribunal competente para juzgarlo, se ve claramente que en el caso de existir ese tribunal, la duda en que la Constitucion y las leyes dejaban á los ministros les trazaba la senda que debian seguir. No pudiendo interpretar ni abrogarse las facultades del poder legislativo, forzoso les era consultarlo, y el derecho de consulta es tan importante que sin él no podria exijirse la responsabilidad de los funcionarios públicos, por ninguno de los actos en que se les permitiera obrar segun las luces de su prudencia. Para acusar á un funcionario público de un error que las leyes y la Constitucion no han previsto, era menester que, al conferirle su encargo, se le hubiera conferido con él la infalibilidad. El hombre no es responsable de los errores del entendimiento, cuando en ellos no tiene parte la voluntad, y para evitar un exámen, en que la sutileza humana por una parte, y las pasiones por otra, harian de la lei un prisma, que cambiaria de color segun la mano en que estuviera, toda legislacion bien ordenada obliga á los agentes del poder egecutivo á consultar, y los juzga como

culpables, luego que habiendo podido consultar, han obrado por consejo propio y tomado medidas que otra autoridad ó poder tiene facultad de calificar de ilegales.

167. Ya hemos observado, Mejicanos, que cuando por primera vez se halló el gobierno en el caso de procesar al comandante general de Morelia, recurrió al Congreso pidiendo la aclaracion de lei que necesitaba para obrar en el círculo de sus atribuciones, y hacer que se castigara al delincuente, sin faltar quizas al espíritu de la lei, prefiriendo, segun toda regla de sana moral y justicia, que se salvara un culpable á que se atacara un principio. El Congreso no solamente no declaró la consulta del ministerio como innecesaria, sino que se ocupó de ella, si bien tardó algun tiempo en despachar una consulta que por sí misma y por las circunstancias era de considerable importancia.

168. Al Congreso pues y no al ministro debe hacérsele cargo de una demora que no estaba en su mano evitar; al Congreso se le debe hacer tambien por no haber respondido al gobierno, — si tribunal competente existia para juzgar á los comandantes generales de los estados, á fin de que se hubiera administrado pronta y cumplida justicia; — á fin de que la falta de la lei no hubiese caido sobre nuestros hombros, si no existia ese tribunal. Pero al gobierno del vicepresidente Bustamante ¿de qué se le acusará? Cuando el general Inclan cometió los excesos de Jalisco, mediaban las mismas circunstancias que cuando hizo las tropelías de Morelia el comandante general Otero. ¿Qué otra disposicion podia tomarse con respecto al general Inclan, sino la que antes se habia adoptado con respecto al coronel Otero?

169. La remocion del general Inclan del mando de las armas era sin embargo una medida cuya egecucion requeria suma cordura. El gobierno lo habia enviado á Jalisco, no porque en él pusiera una grande confianza, sino porque la situacion de aquel estado era tan crítica que la falta de un comandante general hubiera acrecentado los disturbios que lo agitaban. Las instancias del general Parres que pedia su relevo y las razones en que las fundaba, no permitian que se difiriese el nombramiento de su sucesor. Los ministros no se engañaban en el juicio que acerca de las cualidades y carácter del nuevo comandante habian formado. Como todo el mundo, conocian su veleidad política, y nada hallaban que desmintiera la opinion general, que presenta á Inclan como á una coqueta evaporada, pronta á lanzarse en los brazos del primero que tendérselos quiera, mas por inconsecuencia de índole que por inclinacion de voluntad, mas por vicio de temperamento que por yerro de conviccion. Pero el general Inclan era el gefe militar que mas cerca estaba de Guadalajara : la presencia de un comandante se hacia tan esencial, que sin él iba á perderse el estado; si el carácter de Inclan ofrecia motivos de fundadas sospechas, sus compromisos públicos y la parte que habia tomado en el plan de Jalapa, eran en cierto modo unas fianzas que el gobierno tuvo que admitir como buenas, contando con la repugnancia que debia inspirar á los facciosos su adhesion, sincera á los ojos de los que no lo conocian, racional en el juicio de los que deliraban menos que el mismo interesado. No obstante su nombramiento solo debia ser un dique provisional contra la inundacion que amagaba de nuevo á la República. Entre dejar que esta-

llara la revolucion ó enviar á Inclan á Jalisco no habia mas que un medio; el gobierno lo adoptó : Inclan fué comandante general del revuelto estado, pero lo fué provisionalmente, y aun eso, por la fuerza de la necesidad. Cuando se le despachó la órden de pasar de Morelia á Guadalajara, le escribió el vice-presidente, escribióle tambien el ministro de relaciones, y uno y otro le recomendaron encarecidamente la observancia religiosa de las leyes; porque entre nosotros era máxima sentada : que solo podiamos conducir á puerto de salvamento la maltratada nave del estado, siguiendo el rumbo de un sistema uniforme de legalidad.

170. La conducta del nuevo comandante general de Jalisco no correspondió á tan poderosas instancias. Sus excesos inspiraron los mayores recelos al gobierno que no tardó en descubrir las relaciones del señor Inclan con los centralistas. Si se necesitara una prueba inequívoca, para confirmar la asercion de que el gobierno del vice-presidente don Anastasio Bustamante respetó y guardó con una lealtad intachable la forma federal de la Constitucion cuya defensa le habia confiado la República, en la solicitud, con que inmediatamente trataron los ministros de la remocion del general Inclan de su destino, pudiera fundarse de un modo incontrastable. Pero las circunstancias eran en extremo críticas : los bandos en que habia sido dividida la nacion por los parciales de Guerrero, habian desmoralizado las masas y sobre todo al soldado; cualquier pretexto hubiera podido aumentar el incendio que devoraba aquella parte de la federacion, y el gobierno debia reparar y prevenir un sin número de males, que hubieran podido

enconarse, si no se hubieran atacado con prudencia. Pero la medida del sufrimiento llegó á su calmo, cuando cometió el atentado escandaloso de querer fusilar al impresor Brambila, atentado que no podia proceder de ninguna combinacion política, y de que se hizo culpable el general Inclan por vengarse de insultos ó censuras personales. Yo mismo, dudando en trance tan apurado de mi acierto y buena fortuna, quise tomar consejo y proceder en todo de acuerdo con las personas sensatas que mas seguridades ofrecian de juicio, tino y probidad. Para el efecto se citaron varios Senadores y Diputados, y con la presencia de los ministros se formó una especie de junta en que se discutió, despues de asentada la situacion verdadera de las cosas de la República, el plan que seguirse debia. Todos estuvieron conformes en mirar como el orígen de males inevitables la remocion violenta del general Inclan del estado cuyas armas mandaba, y en aprobar cuantas medidas de blandura y halago pudiera el gobierno emplear con decoro. Semejante coincidencia de ideas no podia menos de determinar la conducta del ministerio; yo la miré como la confirmacion de mis opiniones particulares, y mas firme en estas seguí el camino que indicaba la prudencia, hasta que llegó felizmente la ocasion de realizar la intencion del gobierno, sin comprometer la seguridad y quietud del pueblo mejicano.

171. No siendo probable que el general Inclan escapase del castigo que sus atentados tiránicos merecian, era forzoso que tomara un partido para ponerse á cubierto. Si hubiera continuado en el mando, ciertamente se hubiese pronunciado en favor de otro órden de cosas que el que

abrazó, viéndose sin fuerza, solo y sin partidarios. Cuando el partido, á que se agregó, alcanzó el poder, ya era tarde para reparar el error, en que le habia hecho caer su esperanza de obtener el perdon de sus excesos de unos hombres que tan bárbaramente habia perseguido, y perseguido, no por sostener como nosotros un principio político, un sistema nacional, sino por vengar injurias, por resentimientos personales. En vano rogó, en vano se humilló, en vano juró; los ruégos, las humillaciones, los juramentos de un apóstata no merecen sino la burla de los hombres y la maldicion de Dios. Inclan no tuvo otro medio de evitar el proceso que tal vez le hubiera formado el gobierno de Zavaleta, y de redimir su perdida consideracion, que el acto infame, con cuya condicion le prometieron olvido y amistad los revolucionarios. Inclan se sometió á la bajeza de calumniar nuestro gobierno y como prueba de su mentirosa delacion, presentó la correspondencia que yo mismo incluyo entre los documentos justificativos que se siguen á esta Memoria, para que veais, o Mejicanos, que si algo resulta de ella, es cuando mas, la resolucion firme de enfrenar el partido demagogo, pero de ninguna manera la de apartarse de la forma federal, consagrada por la Constitucion que los individuos del poder egecutivo habian jurado sostener (16).

172. Una correspondencia de esa naturaleza no puede clasificarse sino de dos maneras, ó como la expresion confidencial de la amistad, ó como el resultado de una inteligencia facciosa: en el primer caso ¿de qué se le argüirá jamas al señor Barreiro? en el segundo ¿de qué no podrá argüirse al general Inclan? entre ser un faccioso y por lo

tanto culpable, ó ser un calumniador y como tal infame, no le queda medio alguno. Si el *patriota* Inclan creyó que el contenido de la correspondencia del señor Barreiro tenia por objeto inducirlo á entrar en una conspiracion contra la República, debió ó no hacer caso de él, ó denunciarlo, por las mismas razones que lo hizo despues, es decir: que pretende que lo movieron á hacerlo. Pero lejos de seguir semejante conducta, aceptó la comandancia general. En su nuevo destino repitió las protestas de adhesion y los juramentos á que se reducia su correspondencia. Tantas y tantas veces prodigó las promesas de derramar hasta la última gota de su sangre, que no pude abstenerme de dudar de la sinceridad de un hombre tan pródigo de su vida. ¿Qué hizo despues su *amado general?* ¿qué hicieron los *sabios* y *prudentes* ministros del hombre por quien ofrecia hacer tantos sacrificios, para que asi se retrajera de sus antiguos empeños y abandonara un gobierno que tan eficazmente habia contribuido á establecer? — Seguir su marcha majestuosa; no desviarse de las leyes; desaprobar sus excesos; dar cumplimiento á la justicia, mandándole encausar conforme á la aclaracion tanto tiempo esperada y al cabo obtenida del Congreso: he ahí nuestra falta; he ahí la explicacion del patriotismo del general Inclan.

173. El general Inclan sabia en el fondo de su conciencia que las cartas del señor Barreiro no podian servir de acusacion contra los ministros, y que si algun cargo resultaba de ellas, se volvia inevitablemente contra su amigo mismo. La seccion del gran conciliábulo no vió tampoco mas fundamento de acriminacion en su correspondencia que el individuo á quien se habia dirijido; pero el tono de

franqueza y amistad de las cartas del señor Barreiro, las expresiones fuertes con que estaban escritas, mi nombre, los excesos de Inclan, todo presentaba á nuestros acusadores la obscuridad que se procuran los titereros para enseñar su linterna mágica. El general Inclan por su parte debia esperar su perdon á trueque de un servicio que mui poco ó nada cuesta á hombres como el Inclan. Se concluyó el mercado; Judas vendió á su inocente maestro.

174. Mientras se hallaba satisfecha la ambicion de Inclan, las cartas que luego mostró como pruebas de la culpabilidad del ministerio, no fueron á sus ojos sino las chanzas que amenizan en el estilo epistolar la aridez de los asuntos graves. Por mui necio que un hombre fuera, no podia ignorar que las cartas familiares de un individuo que no pertenece al gobierno jamas pueden servir de excusa á un funcionario público: las cartas de los ministros no tienen valor ninguno para los actos gubernativos, y hasta la firma oficial de los secretarios responsables no pone siempre á cubierto de su responsabilidad personal al subalterno ó gefe que los egecuta. ¿Qué hubiera el señor Inclan respondido ante el tribunal que le hubiera hecho cargo por sus desaciertos? ¿Cree de buena fé que la correspondencia del señor Barreiro hubiera podido salvarlo del castigo que las leyes imponen al que abusa de la autoridad, que ellas le han confiado para mantener en el estado la paz y la justicia?

175. Se dirá sin duda que yo aprobé las cartas del señor Barreiro, remitiéndome á ellas en la mia. Esa asercion sobre no adelantar cosa alguna, necesita rebatirse por lo que supone mas bien que por lo que intenta probar. Ante todo es inexacta, porque yo no me refiero sino á una de

las cartas mencionadas, á saber: la primera; á no ser que por esa minuta me haya hecho responsable de toda la correspondencia pasada y futura del señor Barreiro. En seguida debo declarar que ni aun la primera carta, á que hace la mia relacion, ví entonces. La seccion hubiera publicado una prueba inequívoca de mi verdad, si no hubiera suprimido maliciosamente en su proceso impreso la declaracion del mismo que las escribió. Pero no se entienda que yo quiero disculparme, alegando el abuso de confianza que otro pudo hacer en esta materia: tan poco grave me parece que si el órden y sistema que me he propuesto en mi Memoria no lo reclamaran, ni aun lugar hubiera dado á la simple mencion de cargo tan pueril. Yo me remití en mi carta á la de un amigo de Inclan, porque cuando las leyes se oponen á la arbitrariedad y al despotismo, no se debe temer una interpretacion cuyos resultados son tremendos para el que se atreve á desviarse del sendero de las leyes, por sus interpretaciones; y ademas, porque el señor Barreiro no podia ponerse en contradiccion con lo que le escribian el vice-presidente por un lado y por otro lado el ministro de relaciones: siendo esta razon tanto mas fundada, cuanto que en presencia del mismo vice-presidente, y por corresponder á sus deseos, condescendí yo en remitirme á lo que Barreiro escribiera.

176. Que muestre el general Inclan esa parte de su correspondencia *semi-oficial;* la necesidad en que lo ha puesto de justificar las dos razones en que se funda para vender la confianza de la amistad, la reclama. Que muestre tambien las otras cartas mias — mas de una debe conservar — y ellas comprobáran sus aserciones de una manera mas directa.

¿No seria extraño que en mi correspondencia personal nada se descubriera de cuanto pretenden mis acusadores descubrir en una carta de mera referencia á lo que dice un tercero? ¿Qué intimidad habia entre nosotros para contar con la cooperacion de un hombre, á quien yo no le confiaba directamente mis pretendidos proyectos? ni ¿qué esperanza podia yo fundar en esa cooperacion, si no habia de antemano entre nosotros la inteligencia y acuerdo de que tanto necesitan los conspiradores? Destruidas pues las suposiciones de la seccion del gran conciliábulo por toda probabilidad racional, no puede ya hacérseme cargo sino de lo que yo haya aprobado: y ¿quién, al remitirse á lo que una carta contiene, incurre en la responsabilidad del estilo? En la correspondencia sobre asuntos personales será tal vez responsable, el que aprueba el contenido de una carta, de las expresiones que hieran ú ofendan, porque es bien sabido que en semejantes casos hai dos puntos á que atender: las cosas y las personas. Mas en los negocios públicos ¿se ha atendido jamas á otra cosa que no haya sido la verdadera substancia de los hechos? ¿se hace nunca caso de las palabras? ¡Ai de los mas de los llamados patriotas, si las palabras trajeran consigo la tremenda responsabilidad que pretende echarse sobre mí! Ni ¿cómo se entenderá mi asentimiento á las ideas y expresiones del señor Barreiro, sino en cuanto digan relacion á mi destino y mi propia responsabilidad? Si mis consejos tenian fuerza, y por tales podian atribuírseme los de otro ¿hubiera yo aprobado una carta que no habia visto? Yo me referí á lo que sobre el mando se le decia, y si quiere añadirse que participaba de las ideas del señor Barreiro, tam-

poco me negaré. Porque estaba convencido que el foco de las revueltas de Jalisco estaba en Guadalajara; que los hombres cuyo deber exijia que velasen en favor de la paz y del exacto cumplimiento de las leyes eran los que atizaban el fuego de la rebelion; que se tramaban planes de una espantosa trascendencia; y en fin, que era indispensable mostrarse con entereza y rigor. Hasta aquí coincidian mis ideas con las de la carta del señor Barreiro; mas allá no creo que se encuentre cosa alguna; porque el exceso de la expresion, que no es mio, ni aun al mismo que lo empleó puede atraerle reconvenciones serias. El señor Barreiro, tan conocido por su buen humor como por lo exagerado de su lenguage, puede sin peligro de responsabilidad del mas leve resultado escribir á cualquiera: que ahorque, empale, fusile y descuartice desde el gran Dalai-Lama hasta el último títere del teatro de Polichinela. No solo no resultará cargo alguno contra los amigos del señor Barreiro que se remitan á sus cartas, pero ni tampoco á él mismo; ó es necesario confesar que nuestras leyes son tan flacas é inútiles que no pudiendo evitar los delitos no deben tampoco castigar como tales las chanzas que los ridiculizan.

177. No hai pues en el cargo que se me hace «de haber protejido los actos del general Inclan en Jalisco,» ni verdad en la asercion: porque yo mismo lo removí del mando de las armas, cuando las circunstancias me permitieron removerlo; y porque mi mismo ministerio lo mandó procesar, cuando las circunstancias permitieron mandar que se procesara. Ni hai tampoco verdad en las suposiciones de la declaracion de ese testigo tachado, ó en las consecuencias que de ellas saca la seccion del gran conciliábulo,

porque si alguna intencion se nos puede suponer, no es otra que la de haber querido conservar pura é ilesa la forma á que debiamos nuestro poder.

QUINTO CARGO.

Por las infracciones que cometió de las leyes de expulsion de Españoles, permitiendo la introduccion de muchos.

178. Si el nombre solo de nuestros antiguos dominadores no despertara en vuestra memoria recuerdos que convendria olvidar, yo entraria en el exámen que ese cargo provoca, con toda la franqueza de mi convencimiento; mas la justicia y el interes de la patria reclaman de todos nosotros un sacrificio voluntario de las animosidades inútiles, y no seria contribuir á tan noble como importante objeto, atizar las calientes cenizas de un mal apagado incendio. Sin embargo ¿quién se contendrá al verse tan traidoramente atacado? Los enemigos de la administracion del señor Bustamante no pueden negar á los individuos que la compusieron, á lo menos, la justicia de creer que tienen una conciencia moral, ya que les nieguen todas las prendas políticas. Asi que han arrojado esa tea entre vosotros y ellos, á fin, ó de ponerlos en contradiccion con sus principios de justicia y de honor, ó de sacar partido de sus explicaciones, truncándolas para representarlos como partidarios de la dominacion española. No se paran en reflexionar que mal pueden sacrificar los ministros del señor Bustamante una independencia á que deben el haber subido á la cumbre de los honores sociales, una independencia

que favorece el incremento de sus bienes de fortuna; en fin una independencia que halaga su amor propio como aumenta sus intereses, que les promete cuanto puede la imaginacion del hombre honrado apetecer, y que sepultaria bajo sus ruinas las riquezas, los honores, la seguridad y las esperanzas de los que abrieran una puerta al extrangero. Ellos cuentan con las protestas de justicia y equidad, y tal vez con las razones de los ministros para gritar : « He aquí las pruebas de haberse vendido á la corte de Madrid. »

179. Séame pues lícito desviar de la cuestion presente todo lo que no sea el hecho de que se acusa al ministerio, y directamente al ministro de relaciones, á quien la respuesta de ese cargo mas especialmente corresponde. Nada importa saber si los Españoles merecen ó no la severidad con que las leyes de la República los tratan; si esas leyes son justas ó injustas, políticas ó impolíticas; si ellos son unos huéspedes incómodos ó unos habitantes pacíficos; si se les debe ó no el asilo que reclaman. Lo que debe saberse es si la administracion del señor Bustamante infringió ó no las leyes existentes que determinan la suerte de los Españoles. A nuestros acusadores pues toca el probar que nosotros permitimos residir en el territorio de la República á los que el Congreso no concedia la licencia de permanecer en él; que nosotros dimos la preferencia á alguno de ellos; y que permitimos la entrada, ó como con tanta pureza y dignidad se explica el señor Barragan, el orador, « la *introduccion* de muchos. » Cuando esos hechos esten determinados por nuestros acusadores, cosa imposible á la verdad, entonces podremos explicarnos nosotros y manifestar la parte que tuvimos en la suerte de esos hombres,

en el caso, si puedo servirme de una expresion feliz de Caton, en que solo se trataba de saber que sepultureros los debian enterrar.

180. Entre tanto los manejos que se emplearon, para que permaneciesen los que compraban, segun la tarifa establecida, la proteccion de los llamados *patriotas*, y que son otros tantos títulos de gloria de la administracion de Guerrero (*a*), pueden ser explicados por los que andaban en ellos y mas ventajas lograron de tan vergonzoso tráfico. Tal vez algunos señores, que el señor Basadre debe conocer, responderan mejor que yo sobre un punto, en que poco sé para acusar á los viles traficantes de una influencia perniciosa, y mucho para llorar esa mancilla de nuestra vendidá patria.

SEXTO CARGO.

Por los ataques dados á le representacion nacional en la persona del señor Quintana Roo, sujetándolo á un juez ordinario por sus opiniones como diputado.

181. En medio de los sinsabores que siempre ocasiona el mando, no es á la verdad de los menores el duro trance, en que el deber y los afectos suelen poner el alma de un ministro. Si la línea de conducta que hemos seguido el señor Quintana Roo y yo, mas aun que nuestras opiniones políticas, no nos pusiera en la categoría de enemigos declarados; no creeria necesario, como lo creo, protestar

(*a*) Este culpable abuso empezó bajo la presidencia del señor Victoria.

contra toda interpretacion que á mis palabras quiera darse. El señor Quintana Roo es un enemigo noble, franco, y cuya lealtad merece que yo me explique con candor y sin reserva, contestando á un cargo, en que, con una habilidad de que dan pocas veces muestra mis acusadores, me han puesto en frente de un hombre que aprecio como ciudadano y que respeto como adversario. Tanta es la confianza que me inspira la sinceridad de su patriotismo, que si las pasiones de los partidos no cegaran á todos los hombres, á despecho de las mas bellas prendas y mas lucido ingenio, yo mismo me remitiria á su fallo, seguro de la sentencia mas honrosa que un hombre de bien calumniado pueda obtener de su juez. Sin embargo lo que yo mismo no vacilo en abandonar á su delicadeza y honradez, es el juicio que debe formarse del intento que la seccion se proponia, extendiendo su dictámen sobre un cargo de esa naturaleza.

182. Durante mi permanencia en el despacho de la guerra, el señor Quintana Roo tomó la palabra en la Cámara de Diputados contra mí, y expuso cuanto creyó que podia servir de fuerza á su opinion y de estímulo á sus colegas para adoptarla. Si este señor abusó entonces de sus talentos para hacer triunfar su partido, táctica fué de que jamas le hubiera yo hecho cargo. Mi honor y el buen juicio de la representacion nacional, y el convencimiento íntimo, de que ni los principios ni la dignidad del señor Quintana Roo le permitirian dirijirme un insulto voluntario indirectamente, no despertaron en mí la susceptibilidad que exasperó la opinion del público, cuando las opiniones del diputado tomaron la forma de los ataques del publi-

cista. Yo no me creia insultado, pero en concepto de todo el pueblo la intencion de mi adversário habia sido ultrajarme. No me quedaba otro partido que abrazar sino uno de los dos que mas repugnan al hombre de bien : el uno satisfacia mi amor propio, pero no satisfacia la opinion; el otro me sinceraba á los ojos del público, y no me impedia que, vengada la justicia, vengara tambien el honor. Yo elejí en esta alternativa el partido que abrazaba los dos. Antes de tocar la espada, llamé la lei en mi favor. ¿ No habria hecho lo mismo el señor Quintana Roo ? ¿ Ne lo habriais hecho vosotros todos, Mejicanos ? ¿ En qué pues está el ataque dado por mí á la representacion nacional ?

183. Pero mi acusadores se explican, y añaden que dí « *Ataques* á la representacion nacional en la persona del señor Quintana Roo, *sujetándolo á un juez ordinario.* Hai aquí mas lógica que la que habria en concluir que yo habia apaleado al senado, en las espaldas del señor Rejon, cuando un calavera, que decian oficial, se propasó á explicaciones tan bruscas? ¿ En que falté yo á la representacion nacional? — ¿ En quejarme ? ¿ No tiene ese derecho todo ciudadano, cuando cree su honor injuriado de una manera pública, para que sea pública la reparacion ? ¿ Me quejé yo de una opinion ? — No, mas de un escrito, que es un acto. ¿ Es deber del que se queja conocer la competencia de un tribunal, en el cual todavía no está resuelto si reside en efecto ó no, para fallar en las demandas y contra las personas que se someten á su jurisdiccion ? ¿ Mandé yo al juez que se declarara competente? ¿ Hícele yo fuerza para que admitiera mi querella ? ¿ Me valí de la

autoridad de ministro para dar mas peso á mi derecho? Pues ¿qué resulta entonces contra mí?

184. Repetiráse siempre: que no hai en la República quien ignore que solo la Corte suprema de justicia puede entender en las causas de los Diputados; pero ¡por la gloria de la República! ¿hasta cuándo duran las prerogativas de los Diputados? ¿No habian pasado ya los dos meses requeridos por la Constitucion despues de desempeñado ese alto encargo, y al cabo de los cuales quedan sujetos los que lo desempeñaron á la jurisdiccion ordinaria? Y en todo caso ¿era yo quien debia resolver, si competia juzgar á mi ofensor á este ó al otro tribunal? Que se haga cargo al juez de haberse abrogado una competencia que está fuera de su juzgado, cargo será que provocará la resolucion de un problema jurídico; pero acusar á un ministro de que se queje de un ciudadano particular ante un juez ordinario, es un absurdo que solo puede explicar la lógica delirante de partido.

185. No; el señor Quintana Roo no piensa como mis acusadores: seria hacerle injusticia, confundir sus intenciones con las de un Barragan, un Alvarez, una seccion y un gran Jurado como la seccion y el gran Jurado intruso á que esta pertenecia. Llamar enemigo al señor Quintana Roo es servirse mal de las palabras; los hombres como él son adversarios, no enemigos: como tal y para derribar nuestro sistema político, que para este señor tenia el defecto de no ser suyo, presentó su accusacion en la Cámara, no por quejarse de un ataque dado por el ministro de la guerra á la representacion nacional, sino para denunciar lo que creia un abuso de competencia. En esa queja mi

nombre es sin duda el nombre principal, el único que sirve para la denuncia; pero ¿quién no ve ahí un ardid de faccion, un pretexto para atacar de frente al ministerio? Considerar de otro modo la queja del señor Quintana Roo ante la Cámara, seria menguar la buena reputacion que le han merecido sus acreditados talentos. De eso ha resultado que de lo que en el señor Quintana Roo era un artificio ingenioso para derribar á los ministros, ó á lo menos á aquel contra quien mas encono mostraba el partido contrario, han hecho el Barragan y la seccion una reconvencion ridícula pero maliciosa, para excitar el odio contra unos hombres caidos.

186. Aun hai mas. El juez, que, si transgresion hubiera, seria el único transgresor de la lei, por haber admitido mi demanda, y citado ante su tribunal á un ciudadano, á quien ponian fuera de él las prerogativas de diputado, no solamente ha permanecido en su empleo, sino que ni aun lo han molestado con cargo ni reconvencion de especie alguna. Entonces como ahora, y ahora como siempre, la opinion ha estado de acuerdo en este punto: yo no soi en concepto de mis enemigos mas culpable, que lo soi en el de mis amigos, ó por mejor decir, en el concepto general de la nacion. Lejos de resultar de tanta y tan vaga declamacion que yo haya atacado la representacion nacional, aparece con la claridad del sol que mi respeto ha sido un culto, que como he defendido las prerogativas del poder de que formaba parte, he sostenido las del poder legislativo y las del poder judicial: y, que tal ha sido mi deseo de acertar que, aunque yo fuera ante las leyes responsable de los errores que haya podido cometer en mi administracion, la

responsabilidad moral recaeria sobre la conciencia de los que, mas hábiles ó mas instruidos qne yo, faltaban á su deber, no mostrándome el abismo en que ellos mismos se precipitaban.

SÉPTIMO CARGO.

Por haber defraudado el tesoro público, usando de él para pagar traiciones.

187. Si á los ministros del señor Bustamante se les echara en cara que habian dilapidado la hacienda pública, para enriquecerse á costa de los sudores del pueblo, contestaria yo á semejante calumnia, mostrando los guarismos de entradas y gastos en una cuestion aritmética, en que ningun partido pueden sacar las pasiones. Nuestros enemigos han andado mas cuerdos esta vez, y se han contentado con decir « que defraudamos el tesoro público para pagar traiciones. »

188. Traicion en efecto es para ellos el cumplir religiosamente con los empeños contraidos por la República y conservar el buen nombre que ellos habian mancillado y el crédito que ellos habian perdido; traicion es el haber cubierto las necesidades del estado; traicion es el haber atendido á la educacion, á los establecimientos de beneficencia, á los progresos de las ciencias y de las buenas letras; traicion es el haber calzado al pobre soldado, el haberlo alimentado, el haberle guardado todas las condiciones que la patria ofrece tácitamente á sus defensores; traicion es haber terminado una guerra civil desoladora con una

mezquina suma de 50,000 pesos. Yo me uno á mis compañeros á quienes toca responder á tal cargo, si responden como Scipion á la misma acusacion hecha con igual impertinencia : « Ciudadanos, hoi hace años que salvámos la República ; subamos al Capitolio á dar gracias á los Dioses. (a) »

RESUMEN.

Vicios de los cargos precedentes. — Defectos del Dictámen de la seccion del pretendido gran Jurado. — Su redaccion. — Su ligereza. — Sus calumnias.

189. Cualquiera de vosotros, o Mejicanos, que examine con imparcialidad los cargos precedentes, notará á primera vista la falta de pruebas de que todos ellos adolecen. Esa falta no proviene de la índole de los supuestos crímenes del ministerio á que tuve la honra de pertenecer. En hechos tan públicos como los que se particularizan, caben dudas racionales ó maliciosas acerca de la calificacion que merecer puedan; mas no caben sobre su verdad ó falsía. Los partidos podrán convertir á un conspirador en un

(a) No creo que deba hacerse mencion del octavo cargo, á saber : — « Por haberse excedido en la negociacion de los préstamos acordados por el Congreso. » Porque nada se puede añadir á las razones con que tan victoriosamente lo rebatió el señor don Rafael Mangino en la sesion pública de la Cámara de diputados intrusa; razones á que tuvo que ceder el gran conciliábulo, y por que salió absuelto dicho señor Mangino.

mártir, ó una víctima reclamada por las leyes : Jeffers y Marat tienen sus devotos y sus execradores; pero entre saber ó no, si el gobierno del vice-presidente Bustamante compró ó no compró la cabeza del gefe de los sublevados del Sur, que habian cubierto de luto la República y la amenazaba con mayores males, no hai medio, y puede concluirse que nuestros acusadores no han presentado las pruebas de sus aserciones, porque nunca las han tenido; es decir : que nunca han estado convencidos de la existencia de nuestros pretendidos delitos; es decir mas : que nos han acusado falsamente y conociendo su falsedad; en una palabra — que son unos calumniadores.

190. Se nota ademas que ninguno de los cargos que nuestros acusadores nos traman, podria, aun siendo fundado, producir contra nosotros un cargo substancial en que nuestra responsabilidad se pudiera envolver. Si las leyes condenan á morir al rebelde, y las víctimas que lamentan nuestros acusadores hicieron cuanto estuvo de su parte para merecer esa suerte, ¿de qué se puede reconvenir á los ministros? Si durante nuestra administracion sirvieron al gobierno contra sus enemigos los militares y ciudadanos mas ilustres, mas denodados, mas capaces, mas virtuosos y que mas años habian servido al estado ¿cómo podia el primer magistrado postergar el merecimiento, dejarlo sin recompensa, ni desatender el voto nacional expresado solemnemente por el Congreso para premiar á los defensores de la libertad y del órden? ¿Con qué juicio se reconvendrá á una administracion de los defalcos, trastornos, vicios, crímenes y ruinas que le dejó la administracion precedente y que la que se acusa de ha-

ber causado el mal, no tuvo en él otra parte que la de haberlo reparado? ¿qué respuesta merece una acusacion que no tiene otro cimiento que el miedo y la prostitucion de un culpable que, para excusarse de los atentados que cometió, acusa al ministerio de habérselos mandado cometer, sin mas prueba que su palabra, ó una correspondencia que nada prueba y en que ninguna parte tuvieron los ministros? ¿Qué caso puede merecer un cargo vago en que se habla de infracciones de lei que no se citan, y de favores concedidos contra justicia y equidad que no se mencionan, y de individuos que entran sin permiso de la autoridad competente en la República, y no se señalan? ¿Qué responsabilidad alcanza al ministro de relaciones de los abusos de un individuo del egército, al ministro de hacienda de las demasías de un empleado del cuerpo diplomático, al ministro de la justicia de los defalcos de un oficial del tesoro público, ni al ministro de la guerra de las supuestas usurpaciones de un miembro de la judicatura? Por último ¿de qué fé son dignos esos hombres que acusan de delitos, en que ni la calumnia ni el espíritu de partido pueden destruir la evidencia de las pruebas aritméticas, y que apenas hacen el cargo, cuando el acusado los confunde con la verdad material en las manos?

191. Resulta pues que en una acusacion de tamaña gravedad tanta ligereza es un vicio que lleva consigo la responsabilidad de la impostura maliciosa; que la obstinacion en sostener cargos que ni aun en indicios se pueden apoyar, revela el encono de la enemistad; y que el abandono y confianza con que se aglomeran tantos absurdos y calumnias, es efecto de mala fé y de la intencion resuelta

de vengar sus resentimientos con un asesinato real ó moral, esperando abrir una brecha en la muralla que los buenos Mejicanos forman en el templo de las leyes al rededor del ara santa de la libertad.

192. Sobre fundamentos tan débiles edifica la seccion del gran conciliábulo una acusacion mas encarnizada, mas trascendental, pero no menos ridícula y absurda. Como por una gama ascendente van desde su orígen subiendo mano á mano la maldad y la insensatez. Alvarez nos acusa de un atentado, Barragan nos hace ocho cargos, y la seccion echa sobre nuestros hombros todas las culpas cometidas antes de nuestra administracion, durante nuestra administracion, y despues de nuestra administracion: Alvarez divaga, Barragan disparata, la seccion desatina; aun va mas lejos la gradacion, el militar no sabe gramática, el abogado no sabe gramática ni leyes, los pretendidos diputados no saben gramática, leyes ni lógica, y no faltan indicios graves para dudar de su sentido comun.

193. En efecto, Mejicanos, cuando al considerar la ligereza con que los tales señores de la seccion pasan, sin examinar los cargos que la pretendida Cámara somete á su investigacion, á formar y averiguar cargos nuevos, y mas que todo, cuando se nota la indiferencia con que recojen las pruebas y documentos, y el desenfado con que publican unos y excluyen otros, autorizando á la malicia á sospechar de su imparcialidad, no se les puede dar crédito, por mas que juren que « desde que pasaron á la seccion del gran Jurado las acusaciones de los señores general don Juan Alvarez y diputado don José Antonio Barragan, se penetró de su gravedad é importancia. »

194. La seccion al extender su dictámen se creyó obligada á protestar contra toda interpretacion, y desde el segundo párrafo procura convencer al público de que no conoce ni sus atribuciones ni los límites de su terrible ministerio. Causa lástima contemplar como las revoluciones, trastornando todos los elementos sociales, elevan la escoria de un pueblo para que su inmundo polvo manche las páginas de su brillante historia. ¿Qué dirán los estrangeros? ¿qué pensará la posteridad de nuestro juicio y aun de nuestras nobles prendas, Mejicanos, cuando vean que justa ó injustamente ha sido representado por una turba de insensatos el pueblo de luces naturales mas claras y de instinto mas sagaz del mundo? La seccion dice que «la conviccion (de la gravedad é importancia de los citados cargos) la estimuló á dedicarse CASI exclusivamente á substanciar el expediente informativo? Y ¿qué otra cosa tenia que hacer la seccion del gran Jurado? Ciertamente que tanto celo merece una estatua y aun grupos de estatuas. Asi pudo presentar y despues imprimir un abultado proceso, en que por lo menos dos quintas partes son la exacta repeticion de otras dos quintas partes, y de esas la mitad es un fárrago inútil, y lo que resta.... Léase el proceso, que es pieza de biblioteca.

195. No porque yo les quiera conceder tregua ni paz, sino por no ruborizarme á mí mismo de tanta flaqueza y miseria, de tanto delirio y vaciedad y, lo que debe ser mui superabundantemente malo para que á mí, hombre de espada y en causa tan importante, me choque, del lenguage remendado y vicioso de esa pandilla, que se abroga con las demas glorias, la de juzgarse las lumbreras de nuestra patria

en la esfera literaria, dejaré de seguir el minucioso exámen que me habia propuesto publicar del informe de la seccion. Detengámonos un momento solamente en los cargos que la seccion forja en su propia fragua ó modifica á su manera.

196. « La misma representacion nacional no estaba fuera de sus tiros, pues sufrió de su arbitrariedad ataques mui vehementes, con que estuvo la República dispuesta á su total disolucion. » — Esta embrollada frase nada dice: un hecho solo vale mas que cuantas declamaciones se han escrito desde Isócrates hasta el señor don José Antonio Barragan y los Griegos de la seccion: que citen un hecho que pueda convertirse en cargo contra el gobierno. Si « varios miembros del gran Jurado tuvieron ó allí ó en otra parte muchos dias de amargura, » culpa seria de ellos que conspiraban, ó que carecian del valor de los conspiradores. En cuanto á las amenazas de la chusma que atentaba contra sus vidas, todo es exageracion. La *chusma*, — perdonad Mejicanos, pero asi habla de vosotros la seccion — la *chusma* que asistia á las discusiones de las Cámaras podria tal vez desaprobar con rumores las opiniones de los diputados facciosos; yo no aprobaria jamas semejante desacato, si se hubiera realizado; pero en honor del pueblo mejicano debe añadirse que la campana del presidente basto siempre para restablecer el órden. Me parece que al condenar esos pequeños excesos de todos los partidos exasperados, deben irse con pies de plomo los hombres de la Acordada. Los diputados que fueron arrastrados á los calabozos de la ex-Inquisicion, fueron acusados ante el senado, juzgados por la Corte suprema, y condenados por su tribunal legítimo. En ninguno de esos trámites pudo el

gobierno tener la menor parte. Pero ¿quien la ha tenido despues en el atentado cometido contra la persona del vice-presidente don Anastasio Bustamante, *arrastrado á esos mismos calabozos*, antes de que espirase el año en que la Constitucion legitima las prerogativas del presidente ó vice-presidente que sale de egercer el poder? ¿Qué causa precedió á su prision? ¿Qué sentencia lo ha condenado al destierro? La violencia, la envidia, la venganza son la causa, la sentencia y la justicia que han arrojado de la República á uno de los ciudadanos que mas ha hecho por su independencia y libertad.

197. « Su desprecio, dice la seccion hablando de mí, á este respetable cuerpo llegó al extremo de burlarse abiertamente de sus acuerdos, como aconteció el 18 de diciembre de 1830, en que llamado por la Cámara de representantes para informar sobre los asesinatos que el general Otero cometió en Morelia se negó á concurrir á la Cámara so *pretexto* de no ser este negocio propio de sesiones extraordinarias, abrogándose atrevidamente las facultades del cuerpo legislativo que es á quien únicamente toca hacer semejantes declaraciones, quedando asi ilusorias y burladas tan justas y saludables disposiciones. » — Traducido este párrafo quiere decir: que yo conocia mi deber, que defendí las prerogativas del poder egecutivo de las usurpaciones del cuerpo legislativo, que recordé á la Cámara, lo que la Cámara sin duda habia olvidado, á saber: que los ministros solo deben asistir á las sesiones para dar las noticias que la Cámara les pida acerca del objeto que se discute, ó para tomar parte en los debates; pero que la Cámara en sesiones extraordinarias no se puede ocupar, segun la Consti-

tarnos el designio de trastornar la Constitucion de la República, y substituir á la forma de gobierno actual otra forma que cada denunciador explica á su manera.

200. Cuando no baste lo que he tenido el honor de exponeros, Mejicanos, para convencer de su impostura á nuestros acusadores, será mas que suficiente el exámen de las pruebas que alegan en apoyo de su asercion. Como estas se reducen á la palabra de los denunciadores, forzoso será que se averigüe el grado de fe pública y de confianza particular que cada uno merece y que á todos juntos debe darse. La necesidad es cruel, ciudadanos, y mucho mas cruel en un caso, en que como acusado, y redargüido por el testimonio de personas cuya condicion social deslumbra la multitud, me veo en el trance amargo de tocar una parte de la vida de mis enemigos que, sin su provocacion, hubiera yo siempre respetado. Las leyes comunes no me dejan otra defensa contra las aserciones personales; es menester pues que aparezca yo culpable ó que aparezcan mis acusadores indignos de toda fé. ¿Está en mi mano retroceder? no; ellos han provocado la contienda; yo no debo, no puedo sacrificarles el honor; ellos me han dado el derecho que autorizan las leyes en favor del que ha sido injuriado: no me queda pues otro asilo que el debate; vosotros sois los jueces del campo, y yo creo que lo único que puede exijírseme en la contienda es, la leltad. Juzgad si falto á ella.

GALERIA

de los acusadores de la administracion del vice-presidente don Anastasio Bustamante.

EL GENERAL ALVAREZ.

201. El primero que debo presentar ante el tribunal de la opinion pública es el general Alvarez, promotor de esta gran querella. Apesar de cuantas declamaciones inventen los del partido demagógico, nunca dejará de ser, aun entre ellos mismos, un pasaporte moral la buena educacion, ya que no se hable de los ejemplos de virtud y honor que los hijos deben principalmente á sus padres y familias. El hombre que por desgracia no ha podido lograr las ventajas de una escuela doméstica generosa y honrada, puede luego deber mucho á su índole, y por lo tanto se admirarán sus virtudes como otros tantos rasgos de heroismo; pero si en lugar de cultivar sus disposiciones y dirijirlas al bien, cuando la fortuna le allana el sendero de la vida, se abandona á todas las inspiraciones de un perverso ingenio, no debe sorprenderse, si para desbaratar sus acechanzas, se le desnuda en la plaza pública y se muestra á la luz del dia su torpe deformidad.

202. Si no me importara probar cuan poco cuesta al general Alvarez mentir y sacrificar, nunca me hubiera yo ocupado en rastrear sus huellas para mostrar si su guarida es un redil de corderos ó una caverna de hienas. Pero ¿ quien al

verse tan indignamente tratado no examina á su enemigo para descubrir las causas de su encono? El de Alvarez me lo explica su vida toda entera. Criado en época de disturbios civiles, Alvarez prefirió la vida errante á la existencia de un domicilio fijo. La guerra que hacian ya los patriotas á los Españoles le ofreció una profesion: Alvarez la abrazó, no por amor á la independencia, no por ideas liberales — ¿conoce ahora mismo lo que quiere decir libertad? ¿ha entendido nunca la palabra independencia? — abrazóla, porque á la sombra de la bandera nacional, se prometió satisfacer su inclinacion sanguinaria sin peligro, y labrar su fortuna con el botin que esperaba. Alvarez no dió jamas pruebas de talento militar, pero su descaro y el aturdimiento general en los momentos del triunfo de la independencia, no permitieron examinar sus pretensiones, y alcanzó una recompensa que ni sus servicios ni sus méritos justificaban. El que habia merecido el nombre de *bandido* durante la lucha con los Españoles, obtuvo el de verdugo despues de conseguida la libertad. No hai ciudadano en el rumbo del Sur que no se haya quejado de algun crímen cometido por Alvarez: Alvarez aparece en todas las exacciones, es el autor de todos los atentados contra las autoridades civiles, y el cómplice de todas las conmociones generales ó particulares de la República. Conspirador sin denuedo, ha vuelto la espalda á sus amigos en cuantas ocasiones los ha abandonado la fortuna; ambicioso sin virtud, ha empleado todos los medios que han estado á su alcance, vendiéndose al mismo tiempo al gobierno que ha mandado y á los revoltosos que han procurado abatirlo; hombre sin delicadeza, ha hecho

protestas de amistad á un rebelde y á denunciado sus agentes al gobierno; en fin mostruo tal que no pudiendo soportar el prestigio que entre los suyos disfrutaba su gefe, lo abandonó cobardemente cuando tantas probabilidades tenia para rescatarlo. Alvarez ha hecho mas. La sangre del coronel Dominguez clama venganza contra el vil asesino que lo mató con sus propias manos, cuando se lo presentaron rendido y desarmado.

203. Ese es mi acusador y el que pide reparacion de una sangre derramada por fallo de la lei. Porque, si bien estoi convencido que Alvarez no es mas que el *testa ferrea* de que se ha servido su pandilla, solamente él, apesar de su latin, hubiera podido acumular tanto absurdo, no siendo el menos ridículo, aunque no el mas disculpable, querer excitar sospechas contra el ministerio del vice-presidente Bustamante por las muertes de Iturbide y de Teran. ¡Qué confusion de ideas! ¿Quién sino Alvarez hubiera mezclado tres personas que representan tres principios tan opuestos, y hubiera acusado de la muerte de Iturbide á un ministerio que no lo era entonces, y cuyos individuos supieron su muerte, cuando les llegó la noticia de su aribada y desembarco en el territorio de la República? ¿de Teran con quien los mas de los miembros del gobierno estaban estrechamente enlazados con vínculos de amistad? ¡de Teran que puso término á su existencia con sus manos! de Iturbide que pereció porque lo habia puesto fuera de la lei. . . .! quien, señor Alvarez? — El cabello se eriza al contemplar tanta insolencia.

EL INTRUSO DIPUTADO BARRAGAN.

204. Dentro del mismo marco y junto á la figura ensangrentada que representa á don Juan Alvarez, se ve un poco detras y algo confusamente una especie de page de bolsa, verdadero ripio de la pintura. Se supone que habla, y nada dice, se supone que quiere probar, y rebate él mismo lo que pretende demostrar; se supone que acusa, y no presenta ni aun indicios de los delitos de que hace cargos sin fin; se supone que exije las pruebas que deberia él mismo exhibir, y que al presentárselas queda confundido : — verdadero tipo de calumniador de teatro, tercer galan de comedia, pobre hombre. Su voto no se cuenta; pasemos. Si alguno preguntare su nombre, mui pocos curiosos podrán decir : « Ese es don José Antonio Barragan. »

EL GENERAL DON ANTONIO MEJIA.

205. Preguntado el señor, entonces senador y general don Antonio Mejia, por lo que sabia acerca de la proteccion que dispensó el gobierno á los actos atentatorios á la soberanía (contra la soberanía quiso decir sin duda la seccion) de los estados al general don Ignacio Inclan, y si este individuo procedia de acuerdo con el gobierno *para intentar la variacion del sistema representativo popular federal*, dice : que lo único que sabe, segun lo que se le pregunta, es que el señor Inclan, hablando sobre la ma-

teria, le manifestó algunas cartas que le escribieron desde la capital los señores Bustamante, Facio y Barreiro, en las cuales le *invitaban á que fusilara* al congreso y al gobernador de Jalisco y hasta 50 personas, con lo cual haria un servicio importante *á la causa*, con otras especies contraidas, en juicio del que declara, que tendian á invitarlo para que protejiese el centralismo que debia aparecer en Jalisco.

206. Si el general Inclan hubiera tenido las cartas de que habla su camarada Mejia, sin duda las hubiera presentado, porque su contenido claro é ininterpretable, esa designacion del número, calidad, y nombre de los que debia fusilar, esa individualidad de pormenores de unas cartas escritas y firmadas por el vice-presidente y el ministro de la guerra mas peso debian tener en juicio que la correspondencia vaga y sin carácter de que se sirvió. Y no se diga que reservó esas cartas por delicadeza. ¿Qué importa la delicadeza de la urbanidad, cuando se arriesga el honor y buen nombre? Si el señor Inclan acusó, debio probar: una vez hecha la denuncia, mostrar su correspondencia privada podia ser indelicado, no mostrarla era culpable y daba lugar á sospechas degradantes. Semejantes cartas no existen, por eso no las presentó; si no obstante yo falto á la verdad, que las muestre, porque hasta la manifestacion de ellas, nadie me quitará el derecho de llamarlo calumniador. Y ¿qué nombre cuadra al señor Mejia que asegura bajo su palabra de honor que ha visto lo que no ha existido jamas? El lenguage cortesanil le daria el de un hombre ligero, buscaria un rodeo para decir que se equivocaba, ó apelaria á las flaquezas de la memoria para

atribuir á confusion de ideas la inexactitud de sus deposiciones; la franqueza republicana, que no se quita el sombrero ni pide perdon cuando dice la verdad, lo llama como el señor Inclan temia y con razon que lo llamaran, es decir: EMBUSTERO.

207. El general Mejia va mas allá, luego que deja sentado que el gobierno invitó al señor Inclan, nada menos que á fusilar á unos cuantos, como *cincuenta*, y á completar el hecatombe con todo el Congreso de Jalisco y el gobernador del estado, para que sirviese de *trueno gordo* del castillo. Dada por cierta esa funcion añade que llevó una carta del general Bustamante, entregada por el general Santa Anna, para la señora doña Guadalupe Hernandez, viuda del general Guerrero. Como la seccion no ha evacuado esta cita, á pesar de ser tan importante, se puede tachar de dos maneras victoriosas á semejante asercion: primera como notoriamente falsa, por cuya razon la seccion quiso evitar que apareciera como tal á los ojos del público; segunda como absurdamente improbable, porque ni el señor Mejia se hubiera desprendido de un documento tan precioso para él y su partido, ni el vice-presidente Bustamante hubiera escrito « que habia hecho cuanto habia podido por libertar á Guerrero de la muerte, pero que tres de los cuatro ministros habian votado por la *decapitacion.* » « Tened la risa, » decia con menos motivo Horacio á los Pisones. ¿Merece ese desatino que nos detengamos á rebatirlo? Yo he citado esta deposicion para demostrar cuan descaradamente se sirve el señor Mejia de una licencia que un poeta condenaria por demasiado poética.

208. Viene á la zaga de ese furgon el saco de la gran conjuracion del ministerio contra la forma federal de la República. Pruebas dadas por el señor Mejia. — Conferencias del P. Muriel, comendador de la Merced en el convento de Oajaca con un don Juan Unzueta que pudiera ser Tenorio, y el nunca bien ponderado don Ignacio Basadre. — Visita que hizo al ministro de la guerra en su compañía, pero visita que segun el mismo Mejia no pasó de la antesala de los pretendientes y en que no vieron al ministro por la mucha concurrencia que habia en el ministerio. Admirad, Mejicanos, el ingenio y buen sentido del señor Mejia en su mal urdido romance. En una comedia se hubiera silbado al poeta que hubiera fijado en nuestros dias la escena de una conjuracion contra el estado en el mismo ministerio, y que hubiera representado á un ministro conspirador que ó no prevé que su conferencia no podrá verificarse á causa de la gente, ó que previéndolo, hace venir á sus cómplices para que los subalternos de su secretaría y los pretendientes descontentadizos pudieran conocerlos y observar los manejos del ministro. Don Eleuterio que inventó el cerco de Viena, no hubiera sido capaz de dar acojida á la conspiracion del P. Muriel y los ministros Alaman y Facio.

209. Pero el general Mejia no solo se atreve á hablar sin fundamento; raices mas hondas tiene en su corazon la torpe maña de servirse de la mentira y de la calumnia, para prosperar ó vengarse (18). Este es el mismo Mejia que habiéndose aprovechado de las discordias que hace tanto tiempo ensangrientan el suelo mejicano, ha juntado por medios poco laudables el caudal que posee, y que se ha

elevado al rango militar que ocupa (y que ni por su valor ni conocimientos merece), á costa de humillaciones y delitos. Su audacia se remontó á las regiones mas elevadas de la ambicion, cuando viendo que triunfaba, todo el que intentaba una revuelta, proyectó allá á su modo una conspiracion inaudita. Mejia no contaba con el egército, porque no hai soldado que lo conozca, ni su nombre se ha visto en otra parte sino en los libros de la tesorería y tal vez en los registros de los tribunales. Cedan las armas no á la toga sino á la astucia, dijo el nuevo conspirador, y forjó una carta que aseguró ser del presidente don Antonio Lopez de Santa Anna. El contenido de aquella supuesta correspondencia confidencial tenia por objeto derribar al presidente de su silla, y á la sombra del pretendido servicio hecho al partido demagógico elevar á ella al señor Mejia, que ó no conocia la Constitucion, ó habia olvidado que en la República de los Estados-Unidos Mejicanos era ciudadano por condescendencia, y en realidad un aventurero intrigante. El general Santa Anna se vió en la necesidad de reclamar contra tales manejos y viles imposturas, y toda la nacion vió que el general don Antonio Mejia era un falsario. Esta opinion era entonces y se ha hecho despues tan general, que en otra ocasion en que cierto benemérito general se ha visto implicado en la falsificacion de una proclama incendiaria contra el gobierno establecido, sus sospechas, como las de toda la República, han recaido sin vacilar, si me es permitido valerme de la frase del general Lemus, sobre el pícaro Mejia.

210. Decidid, Mejicanos, del valor que deba darse á las deposiciones de un hombre mentiroso por inclinacion y

falsario por principios, no olvidando que hai una causa poderosa para que trate de vengarse de nosotros, puesto que nuestro gobierno frustró sus manejos y especulaciones. El señor Mejia fundaba sus esperanzas de enriquecimiento en la venta de tierras de Tejas; el gobierno impidió que se enagenara parte alguna del territorio, y que se utilizara de ella un aventurero extraño, que no se proponia por objeto las ventajas del estado sino su provecho y grangería. He ahí explicado el móvil principal de su conducta en la mal forjada deposicion con que se ha abultado el mal forjado proceso que han intentado contra nosotros. Adelante.

El general don Ignacio Inclan.

211. El mas sabio de los hijos de la revolucion, si los grados del saber se señalaran por las veces que se muda de parecer. Inclan sin embargo es menos disculpable que los demas camaleones políticos, que cambiando de partido por capricho, en todos son reconocidos por números de comparsa y no por personages interesantes. La revolucion lo sacó de la obscuridad á que su primera suerte lo habia condenado. Durante las vicisitudes de su varia fortuna ha ganado mucho sin perder nada, es decir: Inclan ha sabido procurarse con el estudio y la aplicacion varias cualidades importantes para el militar, pero no ha olvidado ni procurado reprimir los vicios que degradan al ciudadano. Su vida es una serie de apostasías, y de sacrificios al bando vencedor: no hai parcialidad que no lo haya contado entre sus prosélitos; no hai hombre público en desgracia que no recuerde sus adulaciones y protestas. Se alistó entre los

patriotas que no tardó en abandonar; se pasó al egército realista de que tambien desertó; fué imperialista y republicano, exaltado y moderado; se declaró por Guerrero y sus secuaces, y vendió su faccion, para incorporarse con la de Pedraza; negó á Pedraza y se arrodilló á los pies de Bustamante; ha calumniado á Bustamante para servir á Gomez Farías; ha perseguido á Gomez Farías para adorar á Santa Anna, y asesinará á Santa Anna, si columbra que un nuevo ídolo puede ser mas propicio á su ambicion. ¿Cómo habiamos nosotros de salvarnos de sus mañas? Sin embargo aunque las cartas que presentó á la seccion del gran conciliábulo, que mejor podria haber llamado — comision preparatoria de asesinatos del señor Gomez Farías,— hubieran sido en realidad capaces de apoyar la acusacion de nuestros enemigos, ¿de qué podrán calificarla esos hombres que tanto han declamado contra la traicion hecha á la amistad, con motivo del suceso de Guerrero y Picaluga? A lo menos, esos mismos filósofos no podrán negar que, si la razon de estado hace aprovechar todo lo que es útil y ventajoso al bien público, la moral señala como infame al perverso que calumnia la amistad para venderla. Yo aprobaria la conducta de los jueces, qué admitieran la deposicion verídica y concluyente de un acusador ó testigo, fuese cualquiera el sacrificio que le costara, pero ¿qué valor deberá darse á la veracidad de un hombre que inmola á su interes personal deberes mas sagrados que el de no faltar á ella?

212. Inclan por otra parte obra bajo la influencia del miedo y del deseo de la venganza: Inclan sabe que, aunque el gobierno (lo que es falso como se ha visto), lo hu-

biese incitado á cometer los mas negros atentados; los crímenes que él ha cometido ninguna relacion tienen con los que pudieran atribuirse á la administracion del señor Bustamante; Inclan sabe que sus excesos son personales; Inclan sabe que nosotros los hubieramos hecho castigar segun las leyes; en fin, Inclan sabe que para templar el partido furibundo que se apoderó del mando, al dejarlo nosotros, no lo hubiera perdonado, sin esa prueba de adhesion al nuevo vencedor. A pesar de eso, señor Inclan ¿qué vergüenza no debe cubrir al hombre que no saca por premio de su vil traicion mas recompensa que una oferta, y que se siente flagelar de la manera impía que lo hace con su pobre nombre la trinca del gran conciliábulo? Ahora bien, Mejicanos, ¿merece el general Inclan mas fe que Alvarez, que deja sacrificar á su caudillo y despues grita venganza contra los que ninguna parte de responsabilidad tuvieron en ella? mas fé que Barragan que da por prueba de nuestros pretendidos crímenes documentos que nos justifican, y que por consiguiente él cita ligera y maliciosamente sin haberlos antes consultado ni visto? mas que Mejia, convencido publicamente de falsario y suplantador de firmas? No, Mejicanos; y seria desacato á la justicia del pueblo insistir mas en tachas que aun podrian acrecentarse con una lista de actos y palabras, que lo envilecerian demasiado para no tenerle compasion.

El general don Ignacio Basadre.

213. Al pronunciar ese nombre, Mejicanos, estoi bien cierto de que os avergonzais; porque, si bien los buenos

de ninguna manera son responsables de los crímenes que los malos cometen, mengua es sin embargo para todo hombre honrado el ver escarnecido el nombre patrio, porque un miserable aventurero lo haya expuesto á la censura y befa de las demas naciones. Y ¿cuál de vosotros pasaria en claro la oportunidad de ofrecer al mundo entero un testimonio solemne de que si hai un Mejicano indigno de ese título, hai tambien Mejicanos en cuyo pecho se abriga la probidad, y que para desagraviar su honor, saben apreciar y reprobar públicamente los delitos del culpable? Es un deber mostrar á la luz del sol el triste mamarracho que la linterna mágica de las revoluciones ha podido solamente hacer que parezca algo. Que salga al rostro de hierro de los individuos de la seccion el rubor, que hasta en los Mejias, los Alvarez y los Inclanes excitará el ver sus nombres confundidos con el nombre de don Ignacio Basadre.

214. La vida de este hombre es notoria, y aun si no temiera envilecer una calificacion con que las naciones cultas de Europa designan á sus ilustres varones y sus eventos memorables, diria que es europea; pues no hai quien no conozca el nombre de Basadre desde los gefes de la policía de todos los paises, hasta los usureros de todas las ciudades. Ese mismo hombre que los Americanos huyen como molesto y los de esta parte del Atlántico evitan como perjudicial, se presenta en la arena con todo el aparato de un charlatanismo absurdo. Yo tendria mucha dificultad en creer que el Basadre que se descuelga con esa porcion de desatinos para probar que la administracion del señor Bustamante conspiraba contra la libertad y contra la inde-

pendencia, fuera el mismo Basadre que se hizo recomendar á ese mismo ministro de la guerra, despues de la catástrofe del general Guerrero, por el comandante general del Estado de Méjico, don Felipe Codallos; el mismo Basadre que se constituyó pretendiente, para obtener un destino; el mismo Basadre que rogó a ese mismo Facio lo recomendase al ministro de relaciones, — á ese mismo Alaman, cómplice del mismo Facio; el mismo Basadre que yo tuve la flaqueza de recomendar en efecto, y que el ministro de relaciones mas hábil que yo en su ramo, no quiso jamas emplear, para no comprometer el honor de la República.

« De aqui nació el rencor, de aqui el anhelo
Que á venganza implacable lo movia. »

215. Basadre al deseo de satisfacer su encono por lo que él creia un desaire, juntaba el de saciar su rabia en los hombres que le habian arrancado de entre las manos sus esperanzas de fortuna. En efecto el presidente Guerrero le habia dado la comision de promover la independencia de la Habana, valiéndose para conseguir este objeto de las relaciones que debia entablar con los habitantes de Haiti. Este horrible proyecto pareceria una invencion del mismo Basadre, si no se conociera la incapacidad del gefe de la administracion, pero como podria tal vez creerse parcial mi juicio sobre semejante desatino, copiaré el que de él hace el historiador de su partido. « Una de las extravagancias de la administracion de Guerrero, dice don Lorenzo de Zavala, entonces ministro de hacienda, fué el proyecto de una mision secreta *cerca* del gobierno de Haiti, para la

que fué nombrado el coronel don *Ignacio Basadre.* Aunque don Lorenzo de Zavala (*a*) era todavía secretario de hacienda, nunca supo el objeto de semejante mision que se le ocultó cuidadosamente. *Su celo por el honor del gobierno le obligó sin embargo* á manifestar al presidente que si como se decia, Basadre llevaba la comision de excitar un movimiento entre la clase degradada de una isla vecina á Haiti, seria dar un paso contra el derecho de gentes que podria ocasionar reclamaciones serias de los gobiernos civilizados; y *traeria consecuencias funestas á la República.* Basadre salió para su mision cargado de patentes de corso que se le dieron para poder autorizar hostilidades en el mar contra los buques españoles, como lo habian hecho las repúblicas de Colombia, Buenos Aires y otras. El partido que despues arrojó á Guerrero de la presidencia dió á este negocio *una importancia que no tenia*, para acumular acusaciones contra aquella administracion. El perjuicio efectivo fueron doce mil pesos invertidos en esta *mision insignificante*, en tiempo en que la tesoreria estaba exhausta.»

216. Bastaba que la *mision insignificante* del señor Basadre pudiese acarrear *consecuencias funestas* á la República, para que nuestro gobierno se creyera obligado á revocarla. Esa *mision insignificante* que por lo pronto costó *doce mil pesos* al erario y que no era sino un pretexto para dilapidar la fortuna pública, fué desempeñada por el encargado

(*a*) Nótese que el don Lorenzo es el que escribe. Nuestro historiador quiere imitar á Cesar, hablando en tercera persona. ¡Válate Dios por el don Lorenzo! ¡Válganos por el de Zavala!

de ella, como él ha desempeñado siempre los encargos que se le han conferido, y como lo comportaba por sí misma la naturaleza de los negocios que la formaban. El proyecto de Guerrero y Basadre hace estremecer la humanidad, y tal y tan fea es su atrocidad que no se atrevieron á revelárselo á Zavala, siendo uno de los ministros, y hombre, aunque tan incapaz como sus colegas para el manejo del gobierno, de los menos asombradizos en punto á *grandes medidas*. Instalado el señor Basadre en los Estados-Unidos del Norte, lejos de promover el alzamiento de la Habana ó la insurreccion española, como decia, estafó, y mintió: cuando se dió á conocer lo suficiente entre nuestros vecinos, volvió á Méjico á pretender, y á frecuentar las antesalas de los ministros, mientras los conciliábulos de los agitadores le ofrecian mejor oportunidad para desplegar sus talentos y levantar su fortuna.

217. La pobre isla de Cuba se quedó sin independencia, porque no se halló mas que alguno que otro calavera y la gente perdida que quisiesen entrar en un plan, en que pudiese haber Basadre; porque los ciudadanos de Haiti sabian que si ellos iban á la Habana, todo el mundo culto castigaria una invasion que ellos habrian verificado sin derecho alguno, y en la cual podrian tener la virtud de no imitar á sus padres, pero no debian confiar en que la influencia de un hombre nacido en Cádiz (*a*) enfrenara la rabia y la barbarie de sus menos cultos hermanos los negros bozales de la isla de Cuba; porque en vez de conspirar en favor de la libertad de los pueblos, nuestro negociador,

(*a*) Por tal lo tienen las antiguas matronas de Veracruz.

ó mejor dicho, *negociante*, se ocupaba en calcular el alta y baja de los precios de sus patentes, y empezaba en los Estados-Unidos la escuela que debia perfeccionar en Paris; porque los blancos de la Habana no duermen mas que los negros de Puerto-Príncipe; porque en la isla de Cuba habia una guarnicion respetable, una escuadra suficiente para combatir todas las fuerzas navales de Haiti y aun las de todos los estados negros del Africa, y un gobernador y oficiales y magistrados y hacendados y comerciantes y una poblacion numerosa, y que á todos les iba la cabeza en el descuido; en fin, porque no habiendo una sola carta escrita por ese « eslabon de la santa conjuracion de las masas contra sus opresores, » en que no salte á los ojos el entronque mestizo de sandez y mentira que distingue cuanto Basadre habla ó escribe, no le dieron mas crédito los mismos de su partido que el que se da en materias graves á las noticias de un necio ó á los consejos de un demente.

218. Y es tal la rabia de inventar de ese hombre, corren por su imaginacion tan á raudales los delirios, que ni la prudencia, ni el rubor tienen fuerza para advertir su amor propio de las ridiculeces en que se enfanga. El señor Basadre, en su elaborada declaracion, glosando á lo poeta el papel que los señores Inclan y Mejía desempeñaron como actores, dice : « Que tuvo noticia hallándose comisionado en los Estados-Unidos del Norte para protejer la independencia de la isla de Cuba, que el capitan general de aquella descubrió una conspiracion formada por muchos patriotas para lograr la independencia de España, y que los mismos designados para ser presos, le comunicaron que se descubrió la conspiracion dicha por avisos que se

dieron á Víves de Méjico : que protesta presentar este documento, luego que lo halle entre varios papeles que tuvo que ocultar, temeroso de la persecucion que movió contra su persona el ministerio anterior (el nuestro). » Es lástima que sean tantos los papeles del señor Basadre, porque todavía puede tardar mucho, y en efecto tardará, en hallar ese precioso documento. Yo deseo que nos lo muestre, para ver si por él se nos puede hacer algun cargo, á que se deba contestar, pues lo que hasta aquí dice el declarante, ni aun se entiende. Solo se prueba, si se da crédito á la palabra del señor Basadre, que tiene corresponsales en la Habana. Señor mio, no hai un Mejicano que ignore que don Ignacio Basadre tiene correspondencia con todos los paises donde hai usureros y prestamistas. « Que asi mismo tuvo noticia en el Norte de que don José Segundo Carvajal puso á disposicion del gobierno de la Habana por medio de una comision el estado de Yucatan, en caso de que fuese atacado por el gobierno. » ¡Calumnia infame! ¡palpable contradiccion! Por una parte se quiere probar que el gobierno del señor Bustamante protejia el centralismo en Yucatan, y por otra se dice que el gefe de los centralistas teme que ese gobierno lo ataque. Aun en caso de ser atacado, don José Segundo Carvajal, sean sus ideas las que sean, merezca su conducta la calificacion que quiera dársele, como Mejicano jamas hubiera sido capaz de sacrificar la independencia de su patria. Tan ligera asercion que, si de otra persona menos tildada que Basadre viniera, mancharia la reputacion brillante de un oficial distinguido, es, sea quien sea el que la afirme, una torpe impostura y negra calumnia.

219. « Esta noticia asegura el señor Basadre que se la dió un corresponsal de la Habana, y que inmediatamente puso en conocimiento del gobierno, *por conducto de la secretaría de la guerra*, este suceso interesante, y que solo se le contestó de enterado, sin darle ningunas instrucciones, ni ha sabido que se tomasen providencias acerca de esto. » La respuesta del ministerio debió haber servido de leccion á un hombre que en su alma y conciencia sabia la falta de fundamento de su aviso, y ciertamente el gobierno habria debido responderle de una manera mas directa, puesto que ese señor no es de los que entienden con media palabra. Entonces hubiera conocido que no estabamos privados de sentido comun, para dar asenso á embelecos tan rudos, y que lejos de darle instrucciones, queriamos retirarle toda autorizacion, para que no abusara mas tiempo de ella. « Uno de los objetos de su mision, dice nuestro diplomático, era pasar á la república de Haiti, á negociar con su presidente que los ciudadanos de color de aquella república tomasen una parte activa en la independencia de la Habana, mas impidiendo que se sobrepusieran á los blancos de Cuba. » Este negocio, añade, era tan reservado que aun las instrucciones se le dieron en lo verbal, existiendo solo en apunte en la mesa del ministro de relaciones; pero que luego que se organizó la administracion anterior (la nuestra) despues del plan de Jalapa, se supo *todo este secreto* en la Habana! Yo no sé, Mejicanos, lo que cada uno puede inferir de aquí. Si es cierto lo que Basadre asegura, como yo estoi íntimamente convencido de que nuestro ministerio ni ninguno de nosotros ha tenido relaciones ó correspondencia con la Habana, nadie puede haber di-

vulgado el secreto, si no ha sido el mismo don Ignacio Basadre, que parece tener una correspondencia activa con la isla de Cuba.

220. Pero aun va mas allá la declaracion. Despues de haber explicado el segundo objeto de su mision, á saber: hostilizar el comercio de España en sus mismas costas para lograr la independencia de Cuba, prosigue: « Que llevaba al efecto del gobierno de don Vicente Guerrero 25 ó 30 patentes de corso en blanco para armar los buques necesarios á este fin, y que teniendo ya cinco para interceptar el convoi de platas que va anualmente de la Habana á la metrópoli, despues de dadas las instrucciones necesarias para que la presa se hiciese con buen éxito en *las aguas de Canarias* (á tiempo en que se habia cambiado la administracion por el plan de Jalapa) el almirante inglés de la isla de la Jamáica, expidió órdenes á toda la marina inglesa para que *aprendiesen y tratasen como pirata á un* tal Basadre que con patentes apócrifas del gobierno de Méjico armaba en corso algunos buques, sobre lo cual tenia *datos* oficiales del mismo Méjico. »

221. No sé que sea mas de admirar, si la buena fé con que el nuevo almirante Basadre se entrega de unas cuantas patentes de corso sin contarlas, ó el candor con que cita, sin embarazo ni vergüenza, la calificacion que ha merecido á un valiente y distinguido marino. Antes de que el almirante inglés diera esas órdenes, ya habia yo mandado retirar las patentes de que tan infame tráfico estaba haciéndose con mengua nuestra en los mercados públicos del Norte. El gobierno de la república obró independientemente y con arreglo á los principios del derecho público que rige

todas las naciones cultas, porque los individuos que lo formaban entonces, no ignoraban que semejantes medidas son semilleros perpetuos de discordias y desavenencias, que ningun provecho procuran á la nacion que sin necesidad urgente las adopta, que causan muchísimos y tremendos perjuicios á las que confian su egecucion á brazos extrangeros, y que acaban siempre infestando las mares de robos y de horrores, despues de haber convertido las patentes de corso en matrículas de piratería. El almirante de una potencia amiga sabia que las patentes no eran apócrifas, porque la legacion de su gobierno, al avisarle su existencia, debió informarlo de su autorizacion superior. Pero le pareció que reconocer como legítimas esas patentes era injuriar á una nacion entera por los desaciertos de su gobierno, ó tal vez quiso dar á Basadre y sus corredores una leccion saludable, creyendo que podria llegar el caso de que se necesitara repetir los escarmientos. No sabia el almirante ingles que á su rival Basadre no se le entendia mas de achaques de marina que de puntos de geografía.

222. En efecto, Mejicanos, causa risa ver como inventa ese hombre; porque invencion es, y nada mas que invencion cuanto ensarta. Dice que tenia dispuesto que los cinco buques ya armados interceptaran el convoi que va de la Habana á España, y que la presa debia hacerse con buen éxito en *las aguas de Canarias!* En las aguas de Canarias! ¡O almirante sin par! Basadre habia oido á su buena y honrada nodriza que cuando lo traia á Veracruz desde Cádiz, habian pasado por las islas Canarias, y el buen señor creyó que la espada se envainaba por el puño. Cuando el señor Basadre vaya á España para negociar

la independencia y asentar nuestros mutuos derechos, verá, si no se marea, que no se tocan las Canarias sino que se recala sobre las Azores, y que no es posible que tales disposiciones habieran sido oidas por un marino, sin que le hubiera hecho ver su ignorancia. Esto poco me importa á mí, pero me sirve de prueba para convencerme de que el almirante Basadre no tuvo tales cinco buques, y que el único que tomó una de esas patentes fue un bergantin que llegó á Veracruz, y á quien el gobierno la retiró, por no haber aprobado la medida de Guerrero, y porque aun cuando la hubiera aprobado, ni el armador ni el capitan del bergantin Morelos habian presentado las fianzas requeridas, ni llenado las demas condiciones impuestas por la ordenanza de marina.

223. Creo, Mejicanos, que cuando el furor de los partidos haya cedido á la razon nacional su usurpado poder, contará la república entre los servicios que he tenido la fortuna de rendirle, y de que hablo porque mis enemigos quieren obscurecerlos para arrebatarme vuestra estimacion, el de haber evitado que nuestro pabellon haya cubierto los crímenes y horrores que no hace muchos años han cometido algunos malvados. La Francia, la Inglaterra y los Estados-Unidos hicieron grandes aprestos, y se vió mas de una vez el noble pabellon de nuestras hermanas humillado por una bandera amiga. No, Mejicanos, vuestro gobierno tiene bastante fuerza para hacer respetar vuestros derechos, y no necesita mendigar la cooperacion de un pirata extrangero, ni provocar las reclamaciones de los demas pueblos, ó ver sus puertos insultados como el puerto de la Guaira.

224. Todos esos pequeños descarríos pueden sin embargo perdonarse á nuestro almirante en gracia del celo y vigilancia que se descubre en todos sus pasos y pensamientos. En los garitos, á donde sin duda lo llevaba el deseo de estudiar el desarrollo de las pasiones de los flacos mortales; en las tabernas que frecuentaba para conocer los príncipes y reyes encubiertos que dejan sus tronos y coronas, para cruzar las mares en busca de nuestras riquezas y poderío, y para fundar dinastías en América; en la bolsa á que asistia para contribuir con su talento especulador á inclinar la balanza comercial en favor nuestro, á costa de algunos miles pesos, que, por supuesto, ha tenido siempre el patriotismo de cargar en cuenta á la República; en el teatro, en la plaza, en el campo, en sus viajes, nunca, nunca ha cerrado los ojos este angel tutelar de nuestra patria. Quizás tanto velar, tanto desvivirse, tanto celo y amor, han trastornado un poco su cerebro, que al fin por celestial que sea, se halla encerrado en una cárcel terrestre tan incómoda y trabajada como la de nuestros espíritus mezquinos. ¿Quién, á no ser Basadre que todo lo ve, todo lo escucha, todo lo sabe, y cuando no, lo inventa todo? ¿quién sino él, repito, habria penetrado la intrincada é infernal conjuracion de toda la Europa contra la pobre América?

225. « Poco despues, dice nuestro diplomático Basadre, de la derrota de Barradas en Tampico, fondeó en Veracruz un paquete frances, » — circunstancia que no me parece mui singular — « y uno de aquella nacion — ¿de qué nacion? ¿de Veracruz, ó de Tampico? — Del paquete frances. — ¡Ah! — « uno de aquella nacion escribió al señor Guerrero que á bordo del paquete venia el príncipe Pablo

de *Wintemberg*, cuyo individuo (el príncipe) á su llegada á Burdeos marchó por la posta á Madrid. » — Cosa que no me parece mucho mas extraña que la llegada á Veracruz de un paquete frances, porque este es el modo ordinario de viajar en Europa, cuando el viajero es persona de medios y quiere evitar los inconvenientes de las diligencias. — « Que tuvo una conferencia con Fernando VII, y que luego que regresó á aquel puerto se embarcó en el paquete, y en *la atravesía á Haiti* » — á donde sin duda fué á ver si sus habitantes querian un príncipe rubio, blanco, sonrosado, ojos azules y nariz aguileña ¿no es verdad? — « y en *la atravesía á Haiti* donde se quedó incógnito. » — A causa del color, porque Haiti es el parage mas pintiparado para que un príncipe aleman se oculte, sobre todo cuando tiene la astucia de no ocultar su nombre — « y en *la atravesía á Haiti*, donde se quedó incógnito, le comunicó que venia encargado por el gobierno español para mandar las tres divisiones que se disponian para invadir nuestra República. » — La ocasion era oportuna, y el caudillo á propósito para no inspirar celos á la corte de Madrid. En cuanto al candor del príncipe de *Wintemberg* no hai que hacer comentarios: su franqueza, su facilidad, su confianza son virtudes de un príncipe de Arcadia; si bien tengo para mí que toda la reserva, doblez y astucia de un discípulo de Metternich no pudo resistirse á la maña insinuante é ingenio seductor del individuo que iba en el paquete. El señor Basadre dice que era *uno de aquella nacion*, y como el señor Basadre sabe su lengua, es imposible que no haya querido dar á su frase el sentido que yo me he atrevido á revelar. El señor Basadre es ó pre-

tende ser de Veracruz, y el individuo del paquete no se sabe de donde es, sino es su paisano : casi puede apostarse que es el mismo Basadre, y si no es él, es un cuento lo que dice.

226. Ahora bien, Basadre dice : que el príncipe « le ofreció á ese *uno* un empleo militar, si queria servir bajo sus órdenes. » Mejicanos, no me sorprende el ver mentir con tánta impudencia, porque los señores Alvarez, Barragan, Mejía é Inclan me han preparado para escuchar los mas enormes embelecos; pásmame sí el ver la frente de acero con que un hombre que ha ensartado tamañas sandeces se haya atrevido á aceptar una mision no solo para Europa sino para la corte de Prusia y la de Sajonia, donde era mas que probable que se encontrase con el personage que calumnia y ridiculiza, á no ser, como ya presumo, que el señor Basadre crea que Berlin es un pueblo de la Mancha en España, y Dresde un lugar del Indostan en el Asia. Continua el mismo testigo asegurando : « que de Haiti debia pasar á Nueva-Orleans » — sin duda para cojer la fiebre amarilla — « y despues á la Habana á encargarse de la expedicion. » Aquí se presenta ya en la escena el señor Basadre con su papel de genio protector, y habla lo que sigue : « Que al declarante se le encargó por el gobierno (de que era digno representante) y se le encargó mui particularmente vigilase en los Estados-Unidos sobre la conducta del mismo príncipe. » Lo cual hubiera hecho el señor Basadre si *el mismo príncipe* no se hubiera dedicado á las ciencias, segun le escribió Mr. Breedlove, nuestro vice-cónsul en Nueva-Orleans, á quien cometió el señor Basadre el encargo que su gobierno le ha-

bia confiado. Parece pues que no resultó de toda esa vigilancia ningun indicio de que las miras del señor aleman fueran hostiles á nuestra independencia ó libertad; pero el señor Basadre « vió con sorpresa á su vuelta á Méjico poco despues que llegó dicho príncipe á esta capital, donde se le distinguió mucho por el gobierno hasta el grado de darle escolta cuando marchó á Tierra-Adentro *sin embargo* de que aquí *nunca ocultó su nombre.* » Podriamos decir que la escolta se le dió por las mismas razones que el señor Basadre indicó al gobierno; pero esto seria una burla. La escolta se dió al príncipe Pablo de Virtemburgo, porque á nadie se le ha negado todavía, cuando la ha pedido, aunque en lugar de ir hácia Tierra-Adentro iba al contrario hácia Tampico. El señor Bocanegra, citado por Basadre, tuvo lástima de él, y para no hundirlo bajo el peso de una respuesta directa respondió, preguntado por la seccion: « Que contrayéndose las citas no á hechos personales y propios, sino á secretos de gabinete, de que no es dueño el que responde (el señor Bocanegra) no puede testificar de un modo positivo sobre asuntos cuyas constancias deberán obrar en la secretería del ramo á que tocan (*a*). » Desentrañad esa respuesta, Mejicanos, y ved si no seria demasiado inhumano enmudecer, y no manifestar un sentimiento de lástima, exclamando ¡pobre Basadre!

227. Todavía ha mostrado su brillante cola nuestro cometa, cuando nos amagaba mayor calamidad. El gabinete de Paris habia dicho: « me hace falta un vasto territorio;

(*a*) Véase el Proceso impreso, pág. 41.

si, so pretexto de vengar los agravios hechos á mi pabellon y cónsul, no conquisto el reino de Argel, conquistaré los estados de Méjico y sus mares. » Esto segun Basadre, y, segun el mismo, siendo tan dulce la idea de subyugarnos para los Franceses, no se pudieron desprender de ella, y formaron egércitos formidables de moros y renegados, y se unieron con estrecha alianza los gobiernos de España, Francia é Inglaterra. « Que habian combinado, añade Basadre, que despues de la toma de Argel marcharia toda la expedicion á reconquistar toda la república mejicana. » Afortunadamente si hacian en Méjico lo que en Argel, no hubieran tardado en dejarnos libres, para ir á conquistar los Santos Lugares. « Que *á* su llegada, Washington publicó en los periódicos los intentos secretos de la expedicion de Argel. » Adviértase que el mas ilustre de los héroes modernos no ha dejado su tumba para venir al mundo á publicar una mentira : el señor Basadre que con tanta gracia habla siempre en estilo figurado, quiere decir los periódicos de Washington, cuyas noticias podian ser equivocadas. « É igualmente, continua el declarante, supo allí mismo que el gabinete de los Estados-Unidos manifestó al señor Mejía que el ministro español Tacon exijia á aquel gobierno que no tomase ninguna parte en nuestro favor. » Si esto fuera cierto, solo probaria que no era solamente el gobierno del señor Guerrero quien confiaba misiones descabelladas á diplomáticos sin cabeza. Y « el señor Tacon ofrecia al gobierno de los Estados-Unidos del Norte cederle por su neutralidad el estado de Tejas y Coahuila. » — Que el señor Mejía se habia tomado el encargo de *menudear*,

debia haber añadido. « Y que dicho señor Mejía, continúa su fiel Eurialo hiciera presente este acontecimiento al señor Bustamante y *no á su ministerio*, porque se tenia en Washington por absolutamente vendido al gabinete ingles. » No me importa saber el grado de probabilidad de mi opinion sobre esa calumnia; pero me importa asegurar con orgullo que el ministerio del señor Bustamante no estaba vendido ni al ministerio ingles ni al ministerio de Washington, y de ahí tal vez han procedido la proteccion y consejos que han encontrado los traidores, que gritan independencia contra un opresor débil, y aceptan el yugo de un tirano poderoso.

228. Por último el señor Basadre concluye haciéndonos cargo de que se hubiese perdido la fragata (corveta) Tepeyac. Esa pérdida data del tiempo del gobierno de Victoria y de ella no somos nosotros mas ni menos responsables que la administracion de Guerrero. A la verdad que hubiera sido una necedad culpable regalar 100,000 pesos al señor Basadre porque confesara á gritos que no habia habido en el mundo ministros mas sabios, virtuosos y patriotas que los ministros del vice-presidente Bustamante.

229. Basta, Mejicanos, basta ya de desatinos; dejemos los que quedan por decir, para mencionar los actos feos que no deben callarse. Si alguno de vosotros ha podido acusar allá en su mente al ministro de relaciones, porque no quiso fiar á Basadre el honor y los intereses de la patria, hágale justicia, al saber cual ha sido la conducta de este, desde que fué nombrado *ministro plenipotenciario de la*

república para la corte de Prusia y la de Sajonia ¡nombramiento del señor Gomez Farías!!!

230. El señor Basadre en lugar de pasar á desempeñar su encargo, que era de los mas importantes y mas urgentes que un gobierno pueda confiar á un ciudadano, se estableció en Paris. Su casa fué el asilo de los ociosos, aventureros, tahures y estafadores, que, atraidos por el oropel de su alta categoría, hallaron en Basadre el protector de una pandilla desalmada. Atrajo su bandera á unos cuantos emigrados, hombres de honor y de delicadeza, que dejándose arrastrar por el halago de una esperanza risueña, llegaron á creer en las promesas del *ministro mejicano.*

231. Falta habria sido y grave, olvidar una mision importante, y en que tantas ventajas ó desventajas para la república se encerraban; pero si Basadre impelido por el amor ardiente de la libertad, compadecido de los males y esclavitud de los pueblos encadenados, y deslumbrado por el brillante lustre de la gloria, hubiera renunciado la mision que llevaba y se hubiera alistado entre los patriotas proscriptos, yo hubiera elogiado la hidalguía de sentimientos de mi enemigo, aunque un moralista mas severo hubiera podido condenar su conducta con la patria. Empero Basadre se valió de la indigencia y desesperacion de esas ilustres víctimas de la tiranía, engañólas con dádivas mezquinas y promesas pomposas y las envió al sacrificio con los ojos vendados. — Y ¿ para qué? — Para jugar sobre su noble sangre en la Lonja de Paris; para decir impudentemente, cuando llegó la noticia de que los liberales que habian querido invadir la Saboya, habian sido sor-

prendidos, rechazados, varios de ellos muertos y otros prisioneros y destinados á un bárbaro suplicio, « que si la noticia hubiera llegado un dia mas tarde hubiera ganado 40,000 pesos » ¡ 40,000 pesos porque corriera la sangre mas pura de los Europeos, la sangre de los hijos de la libertad, la sangre de nuestros hermanos!.... Ciudadanos, y¿ extrañareis que semejante hombre fuera el objeto de la vigilancia perpetua de la policía? ¿ Lo extrañareis cuando sepais que no solo malgastó los fondos que le habia procurado el gobierno para llenar con decoro su mision, sino que estafó á unà porcion de individuòs, y hasta dejó á dos de sus mejores amigos en una cárcel pública por deudas que él habia contraido? ¿ Qué Mejicano habia entonces en Paris ó en Burdeos que no fuera víctima de la vergüenza, al oir las particularidades de la fuga del ministro mejicano? Aun ahora el nombre de Basadre provoca en esta capital y aun en toda Europa una tempestad de maldiciones contra él. ¡ Ojalá creyeran lós Franceses que las credenciales del aventurero Basadre eran apócrifas, como creyó apócrifas sus patentes de corso el almirante ingles de la Jamáica!

232. No contento Basadre con haber expuesto á la infamia su propio nombre, quiso comprometer tambien la dignidad de que tan indignamente estaba revestido. Viéndose perseguido en Paris por la policía como agitador y faccioso, y por los oficiales del comercio como deudor y estafador, huyó á Burdeos con un pasaporte falso. El telégrafo corrió mas que los caballos de la diligencia, y al apearse en aquella ciudad, se encontró con los esbirros de la prefectura que lo condujeron á la cárcel. Los muchachos, las pescadoras, los marineros, los

curiosos corrian en tropel detras de nuestro ministro, diciéndole denuestos; porque lo creian un español partidario de la causa de don Carlos. Quien hacé volar sobre su cabeza una patata; quien le prodiga los mas horribles dicterios; y en medio de este tumulto y algazara entró Basadre triunfante en la prision. De allí salió, porque respondieron por él, en cuanto á la identidad de la persona; pero apenas habia puesto los pies en el buque que debia transportar esa epidemia á nuestro desgraciado pais, cuando llegaron las órdenes del tribunal de comercio, para arrestarlo á peticion de sus infinitos acreedores.

233. Tal es el hombre que depone contra nosotros, y contra mí: él mismo que con el señor Rejon, me prometia la presidencia, y me hablaba para reducirme á sus ideas de Aníbal y de Artagerges, de Fenicia y de Tiro, de la revolucion de Francia y de la egira deMahoma, en fin de cuanto tenia un nombre roncador, hacinándolo todo con tan poca maña como poca oportunidad. Este es el mismo Basadre que me visitaba y hacia antesalas, que me suplicaba que me interesase con mi compañero don Lucas Alaman para que lo empleara; este es.... Mejicanos, es inútil cansaros, este es BASADRE.

234. He ahí la galería de nuestros acusadores. No hablaré de cierto *Ingles-Británico*, sin duda de *Inglaterra*, porque no acabariamos nunca, si entraramos en la crítica de los desatinos de la seccion, ni mencionaré los nombres de los agentes subalternos. Si acaso se empolvaren esos cuadros, el que limpiarlos quiera, detras de la puerta tiene por trapo á don Francisco Carvajal, limpio y puro como su declaracion y aledaños.

YO MISMO.

235. Seria incompleta esa galeria, si faltara en ella el cuadro de la víctima en medio de los de sus sacrificadores; y por otra parte no pudiendo esperar que se atribuyera mi silencio á modestia, debia temer que se me imputara á miedo. Hablar de sí, cuando los demas no quieren ocuparse de nosotros, jactancia fuera y vanidad pueril; mas justificarse, presentarse á los ojos del mundo tal cual uno es, cuando sus enemigos lo han desfigurado y cubierto de calumnias, es un derecho santo que ninguna moral condena. « Ten cuidado de tu buen nombre, » dice el mas sabio de los códigos que puede el hombre adoptar por basa de su conducta. « Ten cuidado de tu buen nombre, » ha repetido la voz de la filosofia en todos los ángulos de la tierra, y seria faltar al precepto y desaprovechar el consejo, callar á la faz de un pueblo, cuya estimacion y aprecio son todo lo que anhela mi alma.

236. Si, Mejicanos; vuestra estimacion, el aprecio que os he merecido y de que tan relevantes pruebas os he debido en muchas ocasiones, han sido para mi la recompensa mas satisfactoria, á que hubieran aspirado mis mas ambiciosos deseos; pero yo cesaria de ser acreedor á tanta generosidad de vuestra parte, si autorizara con mi silencio unas calumnias que mas que el mio mancillan vuestro nombre. Permitidme pues cubrir mi divisa y alzar la visera, para que cuantos quieran correr al palenque, puedan conocerme por mi rostro y no por vuestros colores.

337. No os hablaré de lo que no me pertenece á mi, de lo que á ciegas prodiga la fortuna, ni de lo que mas envanece la imaginacion y halaga los sentimientos del hombre. De todo eso podria hablaros cuando se tachara la pureza de mi amor á la libertad, cuando menester fuera contar los sacrificios personales por el bien general; cuando fuera inevitable mostrar las cenizas de los pergaminos que yo he arrojado contento en la pira funeral de la aristocrácia, los pedazos del roto escudo que yo mismo he hollado, al alistarme en las filas de los libres. Otros títulos, otros timbres puramente personales son los que yo puedo citar, sin que mi orgullo provoque la censura de ningun hombre de honor.

238. Muy jóven todavía, y cuando el pensamiento de la emancipacion se reducia á meros relámpagos que ni aun como el crepúsculo de la libertad podian mirarse, dejé el suelo que me habia visto nacer y fuí á combatir por la causa de los que nuestros padres llamaban entonces sus hermanos. Mi carrera militar es pública y todavía viven muchos de mis compañeros de armas. Yo merecí la admision en uno de los cuerpos mas distinguidos del égercito, y que mas dias de gloria dieron á la bandera española en una guerra en que todo un pueblo peleaba por su independencia, pero en donde, sobre todo al principio, no habia mas que un puñado de soldados con disciplina y verdadero espíritu militar: puñado que sirvió de pie despues á un egército que midió sus armas honrosamente con los vencedores de Jena y de Austerlitz. Con esos valientes seguí en los diferentes trances de la campaña, hasta que siendo segundo teniente de Guardias, que equivalia á capitan del egército,

pasé al estado mayor, en que concluí la guerra con la graduacion de teniente coronel, ascenso obtenido como la cruz de San Fernando, por haber tomado á la bayoneta el Fuerte del Príncipe, con tres compañias en el sitio de Pamplona.

239. La paz de Europa terminó la sangrienta lucha de España. Fernando al apoderarse del imperio absoluto no olvidó que el estado mayor se componia de la flor de los liberales, y decretó su inmediata disolucion. Mi vuelta al cuerpo de Guardias fue el resultado necesario de la supresion del cuerpo en que servia; pero mis antiguos compañeros me prodigaron las muestras mas lisonjeras de su aprecio, y mis nuevos gefes me dieron un testimonio irrefragable del alta consideracion con que me honraban, nombrándome primer profesor de la academia de caballeros cadetes de la guardia real de infanteria. Vuelta la Constitucion á su fuerza y vigor por el alzamiento de la Isla de Leon, me elevó el rei al rango de oficial de la secretaria de la guerra, y secretario suyo con egercicio de decretos. La invasion francesa para destruir el órden constitucional de cosas que yo habia contribuido á restablecer, me llamó de nuevo al egército, á donde fui á ponerme al frente del regimiento 2º de ligeros de caballeria, de que era coronel. Durante esta campaña mandé una brigada de caballeria, y con ella defendí la libertad, hasta que, disuelto el gobierno y entregadas las mas de las plazas, salí de la Péninsula no solo para no someterme á una capitulacion que desaprobaba, sino para ofrecer mis servicios y mi persona á la patria.

240. Me habia propuesto daros cuenta solamente de la parte de mi vida política que no podia conocer la mayoría

del pueblo mejicano, porque el teatro de mis acciones, como hombre público y como particular, está demasiado lejos de vosotros, y porque para contrarestar los efectos de una maledicencia sistemática, basta lo que de mi sabe toda la República. Mas habiendo visto que el señor Zavala niega á la faz del mundo con una desvergüenza sin egemplo los servicios que he tenido la buena suerte de rendir á mi pais, no se me imputará jamas á vanidad que os repita lo que ninguno de vosotros ignora, pero que podrian poner en duda mis enemigos para desmentirlo despues victoriosamente, apoyándose en mi silencio.

241. Cuando llegué á la República, todavía estaba el castillo de Ulúa en poder de los Españoles. El gobierno habia creido necesario formar un acantonamiento de tropas en Jalápa, para que auxiliaran la plaza de Veracruz y acudieran á los puntos en que se pudiese presentar el enemigo. Yo tuve el honor de merecer la confianza del gobierno y obtuve el mando de aquel campo volante. Los servicios que un gefe militar puede hacer, aun en tiempo de paz, son tan importantes como los que excitan la admiracion en el campo de batalla, porque sin aquellos, nunca se podrian realizar estos. Es menester formar al soldado, inspirarle el espíritu marcial, enseñarlo á prepararse á la pelea, y someterse con docilidad á la disciplina militar: tales fueron las grandes atenciones que me propuse por fin de mis tareas, luego que me ví al frente de tropas mejicanas. Sin embargo, no me contentaba con la instruccion pacífica y la escuela sin riesgos á que presidia en el campo de Jalapa; y aunque mi encargo no me obligaba á desempeñar otro servicio, no por eso dejaba de bajar á la plaza de Veracruz

en los intervalos que hubiera podido consagrar al reposo. Si mi presencia fué allí de alguna utilidad, y si me prestó con celo patriótico á cuanto yo habria podido llevará cabo, cosas son que no me permite la delicadeza mencionar. Hablen por mí las tropas de mi mando; hablen los habitantes de Veracruz y los de Jalapa; hable el general Barragan, que mandaba en gefe las fuerzas de aquellos puntos.

242. Antes de la disolucion del acantonamiento de Jalapa, estalló la sublevacion del Cerro-Colorado, en que tomaron parte algunos soldados de unq de los regimientos del egército, desconociendo la autoridad de su gefe. Yo me dirijí al punto del levantamiento con una seccion, y contribuí eficazmente á dispersar á los revoltosos, contra quienes tambien marchó por órden del gobierno el general Barragan. Sea cualquiera la interpretacion de los partidos, la sana imparcialidad de la justicia no podrá dejar de mirar como un atentado la sublevacion de una bandada de ilusos ó perversos contra un gobierno *legítimo*, y como el cumplimiento de la primera obligacion de un militar, la represion de semejantes excesos.

243. Disipada la rebelion y presos algunos facciosos, volví á Jalapa. El espíritu de la revuelta comenzaba ya á extenderse como una fiebre contagiosa. El estado de Tabasco se substrajo á la obediencia del gobierno; pero su posicion y las fortalezas que habian levantado los refractarios, hacia mucho mas difícil su represion y daba mayor importancia á su alzamiento, sobre todo en época en que las escisiones políticas tomaban ya un aspecto amenazador. Cúpome á mi la suerte de mandar las fuerzas que el gobierno envió al estado revuelto, y embarcándome en Ala-

ton-Lizardo, llegué á la Barra principal de Tabasco, y dispuse un ataque sobre el punto mas importante de la fortificacion. Las armas nacionales alcanzaron la victoria, y ocupé la capital del estado, poniendo en posesion del mando al comandante general de él. Yo sé bien que estos méritos son otros tantos crímenes para la faccion desorganizadora; pero afortunadamente la gran mayoría del pueblo mejicano piensa de un modo mui diverso, y sabe agradecer el ardor y constancia con que un buen ciudadano sostiene el órden y protege la tranquilidad pública.

244. Disuelto el canton y estando en Méjico de guarnicion con el regimiento de mi mando, invadieron algunos aventureros el estado de Tejas, por que codiciaban ese precioso joyel á nuestra patria, é intentaban, como intentarán siempre, arrebatárselo. Dispúsose una expedicion para castigar á los aventureros que habian alterado la paz y harmonía de la República en uno de sus mas hermosos distritos, y recayó el mando de ella en el general don Manuel Rincon, nombrándoseme á mí su segundo. Para realizar la expedicion era necesario que se reuniera al pie de division que ya teníamos, un complemento de tropas que debian pasar del estado de Yucatan á Veracruz, donde reunidas todas las fuerzas de la expedicion, ibamos á embarcarnos para las costas de Tejas. Conociendo la importancia del tiempo, me ofrecí voluntariamente á ir á Yucatan para activar por mí mismo la pronta reunion de las tropas. La mar presentaba todas las señales de un temporal, y los marineros no dejaban de manifestar bastante repugnancia en hacerse á la vela; pero mis instancias y mi entereza vencieron su indo-

cilidad, y mi encargo tuvo el éxito feliz que yo me habia prometido, á despecho de la grande oposicion que por todas partes encontraba, y de la violencia del tiempo. En este intervalo tuvo por conveniente el gobierno supremo nombrarme gefe principal de la expedicion, en lugar del general Rincon que habia hecho dimision del mando. Nuestra marcha á Tejas no se verificó, porque el general Bustamante, que mandaba las armas en los estados de Oriente, acudió con presteza al estado revuelto, y frustró las tentativas de la turba advenediza que habia quebrantado los mas sagrados derechos de la federacion mejicana.

245. El ministro de la guerra don Manuel Gomez Pedraza habia obrado hasta entonces de un modo franco y constitucional; pero las divisiones y subdivisiones en que se desgarró la federacion, le hicieron mendigar el favor de todos los partidos que las leyes de la república debian tarde ó temprano exasperar, porque en realidad casi todos conspiraban contra ellas. Abandonó pues el partido mas numeroso, pero menos activo, y se ofreció á pública subasta al bando que mas ventajas le presentara, reservándose siempre la accion de alistarse en el partido que triunfara. La perfidia de Pedraza fue la señal de la persecucion; el partido cuyo favor solicitaba, no podia creer que fuese sincera su apostasía, y él juzgó que no lo convenceria jamas de su adhesion, si no le inmolaba las víctimas que designaban sus deseos de venganza y las probabilidades de su conspiracion contra la Constitucion y las leyes. Entre los cuerpos que se quedaron sin gefes, se contó desgraciadamente el mio — cuerpo á cuya instruccion y disciplina me habia yo dedicado con todo el esmero y celo

de que soi capaz, y el cual lograron seducir los desorganizadores, cuando destinado á Michoacan quedó abandonado al vértigo funesto del espíritu revolucionario. La separacion de mi cuerpo, y el pretexto que para cohonestarla adoptó el ministro de la guerra, nombrándome director de ingenieros, son dos testimonios honrosos del concepto de inflexibilidad y rectitud que yo merecia al mismo Pedraza.

246. Pudiera citar muchas pruebas del aprecio y popularidad de que gozaba ya entonces en la república; mas me contentaré con hacer mencion de una, que me parece de mayor importancia, por ser menor la consideracion que los hombres del poder debian á la opinion pública en la misma época. Era en efecto tan liviana la reputacion del gobierno, que el comercio de la capital no quiso poner sus caudales bajo su proteccion. Corrido y despechado eligió para gefe de la conducta que debia bajar á Veracruz, al general Mora, nombrado comandante general de aquel estado. Los interesados no dieron por eso muestras de mayor satisfaccion ni confianza, y el mando de la conducta vino á parar al hombre que el señor Zavala llama *desconocida*. Desde el instante en que se publicó mi nombramiento, me manifestaron los comerciantes y capitalistas de Méjico las pruebas mas lisonjeras de su seguridad y satisfaccion. El hombre *desconocido* mereció que le fiaran sus intereses todos los que antes habian andado tan remisos y suspicaces. El señor Zavala no hace mérito de un hecho que importa poco en cuanto á la confianza que un gefe militar pudo inspirar, mas que interesa mucho con respecto al estado de descrédito á que habia llegado el gobierno;

pero no podia hacerse mencion de ese acontecimiento, sin elogiar á un contrario, y eso no entraba en el plan del llamado *Ensayo histórico* sobre las revoluciones de Méjico. *Y ¡así se escribe la Historia!*

247. El vice-presidente don Nicolas Bravo, hombre íntegro y tan amante como el que mas de la patria, habia apurado ya todos los recursos y medios suaves, sin que el presidente se hubiera podido desprender del plan equivocado, en que lo habia embrollado la influencia de un ministro extrangero. No era posible que un ciudadano que tantos y tan cuantiosos sacrificios habia hecho por la independencia, sufriera con indiferencia que el presidente de los Estados-Unidos de Méjico, fuese ministro de las voluntades de un extrangero, y que el palacio de la presidencia no fuese mas que una oficina de un gabinete vecino. El señor Victoria permaneció sordo á los consejos de sus amigos, á las reflexiones de los buenos ciudadanos y á las amenazas de los estados; y por último forzó al general Bravo á redimir la República de una tutela tiránica y desleal.

248. El plan del general Bravo era vasto y concurrian á él todos los ciudadanos de la República notables por sus virtudes y sus talentos; pero la buena fé del gefe del movimiento y sus deseos de evitar la efusion de sangre, le decidieron á aceptar un armisticio que, con pretexto de reflexionar sobre las condiciones que exijia, le propuso el general Guerrero. Menos honrado, y avezado á los viles manejos y perjurios de los esclavos, Guerrero se aprovechó de la confianza de su generoso enemigo, y cayó de improviso sobre sus tropas, convirtiendo en degüello la

sorpresa. Frustrado el plan desde su principio, ni el señor Bravo pudo desenvolver su grandioso proyecto, ni sus amigos tuvieron tiempo para correr á sus filas. Yo me honraré toda mi vida de haber dado mi asentimiento al plan de Tulancingo, y de haber desempeñado aunque sin éxito por la desgracia de nuestro caudillo, la parte que se me habia encomendado, permaneciendo en Méjico para contribuir á preparar un alzamiento decisivo. El señor Zavala dice, que me oculté; pero no tenia que ocultarme, porque mi mision llevaba consigo el recato, que ha dado lugar á la falsa asercion del panfletista Zavala. Otros habian entrado tambien en el plan, que se manifestaron despues contrarios á él, y entre esos debia contarse al general Santa Anna, que hallándose comprometido, por haberse adherido al plan de Tulancingo, se vió obligado á pronunciarse en favor del gobierno, y á atacar á los mismos con quienes estaba unido.

249. Desterrados los principales motores del plan de Tulancingo, me condené yo tambien á un destierro voluntario, y habiendo obtenido el permiso del gobierno para salir de la República, pasé á los Estados-Unidos del Norte. Mi viaje, que en realidad no tuvo mas objeto que el de alejarme de donde mi amor propio y mis sentimientos debian sufrir muchísimo por el estado de los negocios, ha dado motivo á una asercion tan falsa como las mas de las que han salido de la pluma ó de la boca de Zavala. Dice este señor que en los Estados-Unidos del Norte me puse yo en relaciones con M. Bresson, queriendo que se entienda que yo apadrinaba los planes que aquel diplomático podia tener, ó en efecto tenia, contra nuestra independen-

cia. Yo no he visto mas que una ó dos veces al señor Bresson, que tuvo la bondad de irme á visitar, de resultas de su conocimiento con el señor Santa María que habitaba en mi misma posada. No sé qué se pueda inferir de una visita de atencion; que dista siempre mucho del empeño é interés con que procuró el señor Zavala hacerse presentar en Paris, siendo ministro plenipotenciario, en casa del señor general Navarro, agente, segun dice todo el mundo, del infante don Francisco de Paula para lograr la corona de Méjico. Sin embargo nunca haré yo un crímen al señor Zavala de esas relaciones en mi entender de pura sociedad. — Durante mi ausencia sucedieron los escandalosos eventos de la Acordada, dirijidos por el señor Zavala, que hace mal en desdeñar la parte de gloria que le cupo entonces por los robos, muertes, violencias, y sobre todo, por el asesinato del coronel Gonzalez, muerto por órden y á presencia del héroe de la Acordada.

250. El año de 1829 volví á Méjico, pero el gobierno de la Acordada tuvo á bien tenerme desterrado indirectamente en Veracruz por espacio de seis meses. Luego me mandó subir á la capital á recibir órdenes, mas aunque, habiendo comenzado los rumores de la expedicion española, yo habia ofrecido mis servicios al gobierno para que se me destinara á la costa, ni en aquellos momentos, ni despues que las tropas de Barradas desembarcaron en nuestras playas, pude conseguir que se me respondiera.

251. Ya en el cuerpo de esta memoria se ha explicado la formacion del egército de reserva, su pronunciamiento, mi ministerio, y la conducta de nuestra administracion. De los operaciones militares que dirijí despues como gene-

ral, no es ahora el momento de hablar, ni esta memoria el lugar en que tratarse deben. Solo sí notaré de paso, que cuando el señor Zavala cree denigrarme, no medita en las contradicciones á que su encono lo arrastra. Ora soi un oficial obscuro é incapaz, ora el director y agente principal de un plan que derribó su propia obra, la obra que el señor Zavala defendia con todos sus talentos: ahora me desconoce, y luego me cita en todas las combinaciones que él cree odiosas á la multitud. Repito la expresion de que me he servido ya: « Y ¡ he aquí como se escribe la Historia! »

252. Me parece, Mejicanos, que si bien mi carrera no me hace digno de estatuas ni aun de obtener el rincon de una página en vuestros anales, no es sin embargo una carrera obscura, ni tal que los hombres que proclaman los principios de una demagogía absoluta, puedan tildarla como insuficiente para llevar á los puestos que he tenido el honor de ocupar, á quien, mas feliz que yo, hubiera contado con el talento necesario para desempeñar los terribles deberes que prescriben. Pero semejantes gritos son aullidos con que la envidia se desahoga, sin que haga mal su veneno. Otras son las calumnias que me es forzoso repeler, otros los enemigos á quien el honor exije que responda.

253. Que el general Alvarez asegure que el año 1824 estaba yo postrado á los pies del trono, asercion es que debia esperarse de semejante acusador: aun debo darle gracias porque no dice que presidí al tribunal que condenó al ilustre Riego, que formé parte del consejo de guerra que sentenció al mal logrado Laci, que fuí fiscal del desgraciado Porlier: esas calumnias se contestan con una fe-

cha, y la historia las refuta por fortuna todas. ¿Quién no sabe que desde principios de 1824 ya respiraba yo el aire libre de mi patria? El mismo señor Zavala ha sentado la época de mi vuelta en su *Ensayo histórico* sobre las revoluciones de Méjico. Ademas hai algo de irreflexion en las palabras del general Alvarez. ¿No es condenaros á todos condenarme á mí? Si yo estuve postrado á los pies del trono de un déspota, porque la suerte me hacia vivir en aquel pais ¿qué se dirá de la mayoria del pueblo mejicano antes de 1821? ¿No seria infame decir que los Mejicanos estaban postrados á las plantas de un virei, porque obedecian á la fuerza? Desde que Fernando ocupó el trono, á cuyos pies dice ese hombre que yo estaba postrado, muchos de los que lo rodeamos no hicimos mas que conspirar para abatirlo. Inscripto ha quedado mi nombre en las primeras listas de los que consagraron su existencia á la libertad, y nunca, nunca he desmentido mi juramento. Y ¿cuál era mi objeto, Mejicanos? — El de todos los buenos Americanos que se hallaban entonces en la Península. Consultad la historia. En ella vereis terribles expediciones deshechas, egércitos lucidos sublevados, disposiciones formidables contra vuestra independencia frustradas. ¿Quién contribuyó á deshacer esas expediciones? ¿á sublevar esos egércitos? ¿á frustar esas disposiciones contra vuestra independencia?— Los buenos Americanos, y yo entre ellos, que por mi posicion tuve la suerte de egercer una influencia provechosa en favor de mi pais. Nosotros, promoviendo los principios de la libertad, no solo haciamos un bien al pais en que residiamos, sino que abriamos alrededor del gobierno despótico un abismo que

mas que el Atlántico lo ponia en la imposibilidad de atentar contra los progresos de la emancipacion, ó de derramar mas sangre americana. Yo habia ya enviado á mis hermanos á combatir en favor de nuestros derechos : me habia separado de los dos objetos de mi mas tierna solicitud, porque con su espada contribuyeran al triunfo de la patria, y creia que, no siendo mi presencia indispensable, era un deber para todo hombre honrado el sostener la libertad de sus antiguos compañeros, cuando yo habia contribuido tanto para reconquistarla, sobre todo, en momentos en que la rodeaban los mayores peligros, y habiéndose ya dado la señal del combate.

254. Sin embargo á pesar de esos importantes y desinteresados servicios, dice el señor Zavala y he aquí lo que me importa rebatir : — « Facio era un hombre desconocido en el pais, y solo se sabia que habia servido una *plaza de escribiente* en la secretaría de la guerra. » Por la verdad de la segunda asercion, se puede inferir cuál sea la de la primera. Causa risa ver que á quien era mas que él, quiera, para hacerse superior, reducirlo á la condicion de ese Carvajal, sin duda, que tanto y tan triste papel representa en el proceso. No, señor de Zavala; no es mas cierto que yo no fuese conocido en Méjico que lo es el que yo fuese lo que entonces se hubiera V. contentado ser. Para V. y para sus amigos tal vez era yo desconocido; su criado de V. no sabe probablemente el nombre de los ministros actuales de la República. Nuestra esfera social ha sido mui distinta, y ni yo ni mis amigos hemos podido poner nuestras barbas en las manos de V. para que nuestro nombre se halle en la lista de los antiguos parro-

quianos del maestro Zavala. « No era ciertamente aquella una buena escuela, continúa nuestro historiador, para un republicano. » Yo quisiera que él nos dijese cuál ha sido la suya. Bien sé que, sea cualquiera, no ha sido la mia; porque yo no he aprendido á desfalcar la hacienda pública, á asesinar y saquear, á mentir, á engañar : á mí no me han encontrado jamas en el caso de tener que aguardar la vuelta de la razon para recibir á los ciudadanos que necesitaban hablarme : yo he aprendido á igualarme con los hombres de bien, y á no envilecerme por una baja adulacion con reprensibles condescendencias. Ademas por muchos que fueran los vicios de la corte de Madrid, no por eso debia yo estar manchado de ellos. El señor Zavala sabrá con el tiempo, puesto que se dedica á la historia, si bien empieza escribiéndola, en vez de comenzar estudiándola, sabrá, decia yo, que los republicanos mas acendrados han salido del palacio de los reyes, y aprendido á amar la libertad y la virtud por los excesos de los tiranos. Roma debió á los Tarquinos su libertador Bruto, y Lafayette recuerda la corte corrompida de Versalles.

255. Una parte hai en el bosquejo que de mí hace nuestro cronista, sobre la cual no me permite la delicadeza detenerme. Por desgracia quizás tiene razon el señor Zavala cuando dice : que Facio es un hombre sin talento. Yo le responderé solamente que Facio tan honrado en sus pretensiones como en su proceder jamas ha solicitado otra reputacion que la de un hombre de bien; que Facio no ha provocado desórdenes ni derramado la sangre de sus compatriotas por subir á los empleos ; que cuando los empleos han descendido hasta él, Facio ha procurado

llenar sus deberes conforme á su conciencia y no conforme á su presuncion; que ahora mismo que se atreve á escribir un cuaderno, para responder á los muchos volúmenes de calumnias de sus adversarios, no pretende pasar por mas hábil de lo que pueda ser, sino por tan inocente como es. Allá extienda sus ramas el árbol de la gloria literaria y científica para el señor Zavala y los que deban á la naturaleza dotes mas ricas que las que á mí me ha concedido. Yo me contento con que al pasar por delante de mi humilde sepultura, si alguno se acuerda de que bajo aquella tierra descansan mis cenizas, no pueda decir sin injusticia: — « Facio me ha hecho daño, Facio me ha causado una afliccion que yo no merecia por mi conducta. »

256. La gloria del talento no brilla para mí; ni, si brillara para mí, me contentaria con la del señor Zavala, porque no la disfrutaria sino á expensas de la ignorancia pública, y solamente hasta que algun crítico severo me arrancara las plumas agenas, de que pobre grajo me hubiera engalanado, para servir de egemplo á los ingenios de carnaval.

257. Tampoco me lleva la ambicion á desear esa bondad que no reprime el delito, porque teme; ni se muestra severa contra el vicio, porque sirve á otras pasiones disfrazadas: esa bondad que no previene los males por indolencia, que no persigue el crímen por no irritar á los culpables. No; semejante bondad nunca será mi virtud. Si alguna inclinacion sintiera en mi alma á tanta flaqueza, procuraria curarme de ella como de una enfermedad del corazon, mezcla perniciosa de ignorancia y de miedo que convierte al hombre en un instrumento de las pasiones agenas, y de él hace el primer eslabon de la esclavitud.

258. Empero tal cual sea, Mejicanos, si no soi intachable como yo me creo, no soi ciertamente criminal como me representan mis enemigos. He ahí mi justificacion. En nombre de la patria que debeis amar, y por vuestro mismo interes personal y el de la seguridad de todos los miembros de la república, leed esta Memoria con detenimiento y madurez. En cualquiera parte en que os encontreis y cualquiera sea el destino que desempeñeis, vuestra suerte futura depende del acierto con que se deben resolver los grandes puntos contenidos en ella. Yo nada valgo, nada merezco, nada importo, mas vale mucho la justicia, merece mucho la seguridad individual y la observancia de las leyes, importa muchísimo la libertad de la patria que amenaza no menos la arrogante osadía de los revolucionarios que la tímida indiferencia de los apáticos. Pronunciad, compatriotas; el honor, la vida, la felicidad de un Mejicano penden de vuestro fallo; empero sea el que sea, lo que no depende ni de los hombres, ni de las circunstancias, es mi firme resolucion de sacrificarme por vuestro bien, y el deseo ardentísimo de ver feliz nuestra adorada patria.

Paris á 1 de Abril de 1835.

José Antonio FACIO.

NOTAS.

NUMERO 1, pág. 18.

La señal de la persecucion que aguardaba la Cámara intrusa de Diputados para entrar en su carrera de desaciertos, fué una acusacion contra los Ministros del Vice-Presidente don Anastasio Bustamante, firmada por el general don Juan Alvarez!...

Acusacion del señor general don Juan Alvarez.

Exmo. Sr. — No hay sociedad sin leyes: estas emanan de la soberanía nacional, y ellas constituyen la fuerza y el poder; por esto la necesidad de dividir los poderes en legislativo, ejecutivo y judicial. La inviolabilidad es de la ley: la autoridad primaria encargada de hacerlas obedecer, debe ser juzgada por un cuerpo particular incorruptible y compuesto de los representantes, cuando falte á su cumplimiento. Cuanto se haga fuera de este círculo es vicioso, ilegal y sujeto á la responsabilidad mas estricta.

De estos principios de eterna verdad, pasemos á observar el

modo y forma en que fué juzgado el Exmo. Sr. general don Vicente Guerrero, dejando á los que poseen superiores luces, calificar segun las leyes su mayor ó menor delito, pues separado por las bayonetas sublevadas en Jalapa y retirado á sus hogares por solo dejar á la Rupública la paz, no aparece de esto un crímen para dar principio á su persecucion: tomó las armas, pero en defensa natural y de las instituciones.

El estrecho límite de una representacion no permite recordar cuanto han vertido elocuentes plumas; mas atendiendo á que un vil traidor ministro, abatido á los pies de un déspota y su trono hasta el año de 1824 aparecia de un liberal acreditado, es preciso creer que no hallando crímen para sujetar á la víctima de Cuilapan á la ley, procuró dilapidar á la hacienda pública en combinacion con los ministros de hacienda y relaciones para perderlo. Las órdenes mas secretas se dan al efecto y en los viles estrangeros se encuentra un apoyo para consumar la perfidia.

El Sr. Gonzalez Picaluga (1) salió á propósito de la capital; asi como Gaona para terminar la escena: el primero lo puso en manos de un Condelle, cuyos conocimientos limitados, los indica la mala instruccion sumaria que formó. Le faltó honor y delicadeza para decirle al gobierno intruso, que solo las Cámaras podian juzgarlo, despues de haber dado conocimiento de sus delitos para la declaracion á la formacion de causa. La bárbara ley de 23 no debió juzgarlo y fué un asesino su consejo asi como el fiscal.

Las conmociones posteriores, Exmo. Sr., tuvieron su origen de las inmediaciones de su tumba: ¿quién á la vista de aquel

(1) Infame chocarrería! Ciertamente no se hubiera atrevido el *señor general don Juan Alvarez* á dar el nombre de Picaluga al teniente coronel Gonzalez cara á cara.

sangriento espectáculo podria creerse seguro bajo un gobierno bárbaro y homicida? ¿Quién ver defendidas sus propiedades cuando eran pocos los tesoros de la República para saciar su sed? ¿Quién creeria tener leyes si se hollaban con audacia? ¿Y qué era la República sin autoridades legítimas? Si éstas no emanan del pueblo, como dice Rousseau, no deben ser obedecidas.

Por una feliz casualidad hemos logrado ver terminar la lucha patricida, pero siendo francos, ¿se estingue en un momento el fuego de un volcán? El no nos ha abrasado en sus ruinas; pero debemos huir de su cráter, porque es muy peligrosa la confianza. Evítela V. E. sujetando á la ley á los asesinos. El sabio Fenelon dice á los padres de familia: «Si no castigas á tus hijos les mandas perpretar sus crímenes.» ¿Y si esto se previene para la niñez, no será mas aplicable á un cuerpo político, débil y enfermizo por las contínuas vicisitudes de la guerra?

El manto sagrado de la patria debe cubrir los yerros políticos, pero no los crímenes donde resulte el daño de tercero. La generosa y magnánima nacion Mejicana, puede perdonar los agravios que le han inferido unos hijos espúreos, pero no envilecerse ante las naciones que han fijado sus ojos en las crueldades inauditas de caribes y antropófagos. Génova ha dado una leccion castigando al vil verdugo del héroe del Sur. Algunos funcionarios de la República de Centro-América, en Costa-Rica, tenian ordenado fusilar á toda la tripulacion del Colombo y hundir el buque en los abismos; ¿y solo Méjico ha de ser el frio espectador de tantos asesinatos? *In qua urve vivimus.*

Creo, Exmo. Sr., que la posteridad debe leer en sus páginas al par de las desgracias de sus hijos, los ejemplares que

merezca la vindicta pública : nada seremos si á las pasiones no se les pone un dique.

El Sur desde su pronunciamiento manifestó con entereza sus deseos por ver castigados á los que clavaron el puñal en una inocente víctima : jamas transijirá con ellos; ante V. E. y ante la nacion piden justicia : V. E. no puede negarla en el puesto que ocupa : acaso y sin acaso esos mismos que condujeron al sepulcro á un Iturbide, un Terán y un Guerrero, afilan los puñales para dirigirlos contra los actuales gobernantes. El tigre se retira al bosque, pero para asegurar sin peligro su presa. Entre los animales es el mas terrible, pero entre los hombres, el lisongero.

V. E. conocerá que esta representacion no tiene otro carácter que una peticion sumisa, aunque enérgica, á nombre de los pueblos del Sur que solo desean que los juzgue la lei á la que consagran todo su respeto.

Acapulco, febrero 10 de 1833.—Exmo. Sr.—Juan Alvarez.

He ahi la célebre acusacion del *señor general don Jaan Alvarez.* ¡Qué gramática! ¡qué absurdos tan poéticamente engalanados! ¡qué fuerza de lógica en las consecuencias! Qué succesor se ha perdido frai Gerundio de Campazas!

NUMERO 2, pág. 19.

Don José Antonio Barragan desempeñó su terrible mision de acusador público, como los acusados lo hubieran podido desear en causa menos buena....

Acusacion del señor diputado don José Antonio Barragan.

Señor. — Al levantar mi débil voz ante esta Cámara para pedir el castigo de los crímenes con que está manchado el ministerio de don Anastasio Bustamante, protesto que no me

afectan pasiones innobles, ni ideas personales: como representante del pueblo soberano, debo espresar sus sentimientos y reclamar sus derechos.

Regenerada la nacion en consecuencia de la mas justa de las revoluciones, anhela por ver reparados los desastres de que la plagó la administracion anterior; y porque las leyes, fundamento de toda sociedad humana, no queden infringidas con impunidad. Quiere que los esfuerzos hechos por sus buenos hijos, y la sangre vertida en todo el año anterior para derrocar la tiranía, no queden sin fruto. Los actos arbitrarios del ministerio provocaron una conmocion general, como que eran criminales en su esencia; y los pueblos no se armaron en masa para arrancarle solo el poder que ejercia, sino que manifestaron sus deseos de que aquellos actos fuesen examinados por los tribunales correspondientes, para que se les aplicase el castigo á que se hicieron acreedores.

En apoyo de lo espuesto ha dirijido el ciudadano general Juan Alvarez una esposicion á esta Cámara con el mismo objeto. A la vez me ocupaba yo de formar esta manifestacion, y espresé que adoptaba aquella, y la ampliaria oportunamente. Hoi tengo la satisfaccion de verificarlo, permitiéndome recorrer, aunque mui ligeramente, el cuadro de horrores que trazó la administracion pasada en daño del pueblo mejicano.

No hay un solo habitante de la República que ignore el contrato celebrado por el ministerio con el infame estrangero Picaluga, para la aprension del ilustre general don Vicente Guerrero por el precio de cincuenta mil pesos, y que verificada aquella de la manera mas inícua, fué juzgado en un consejo de guerra ordinario, y sentenciado á ser pasado por las armas. ¿Qué crímen fué el que cometió el señor Guerrero? ¿Por qué se le sujetó á un tribunal revolucionario é incompetente para conocer de los delitos del supremo magistrado

de la nacion? El ministerio á su vez responderá á estos cargos, y demostrará las causas que influyeron en la práctica de este suceso lamentable.

Los patriotas Marquez, Gárate, Victoria, Rosains, Codallos, y otros muchos fueron asesinados juridicamente en diversos puntos por los comandantes militares, y los dos primeros tres horas despues de su aprehension, sin salvar siquiera las fórmulas. El ministerio está en la obligacion de satisfacer á toda la República del orígen y fundamentos de tales hechos.

No es menos notoria la impunidad que se concedió al general Inclan por los sucesos de Jalisco, y para cuyo castigo espresó el ministerio de la guerra no habia lei que designase el tribunal que debia juzgarlo.

Por mucha inmoralidad que se atribuyera á nuestro ejército, no puedo persuadirme que hubiera gefes que cometieran crímenes como los referidos, á no estar apoyados y prescritos por aquel gobierno que cubrió de luto todo el vasto territorio de la República.

Con cuanto asombro no vió toda la nacion, que el ministerio protegió abiertamente los ataques que infirió al sistema federal, el faccioso Carvajal en Yucatán. Con la proclamacion del sistema central, destruyó este las instituciones populares, regularizándolo todo á su sabor, ó mejor dicho, como plugó á los que habiéndose alzado con el poder público pretendian eternizar su dominacion bajo una forma que la nacion repugna. El gobierno que hacia la guerra á muerte á los patriotas que en el Sur sostenian las instituciones y los derechos del Éxmo Sr. Guerrero, porque lo reconocian presidente legítimo y suspiraban par su gobierno clemente y paternal, insultaba el buen juicio de los mejicanos mandando comisionados á los sediciosos de Yucatán, queriendo persuadir que intentaba atraerlos al orden constitucional por este medio.

Tan criminal como este paso, fué el ataque que se dió á la inviolabilidad de los representantes del pueblo, cuando el ministro Facio, demandó en un juicio ordinario al diputado Quintana Roo, por las injurias que supuso le habia inferido este ilustre defensor de los derechos públicos, al acusarlo del destierro que hizo sufrir al general Gomez Pedraza; crimen que solo pudo absolver una faccion....

Están aun presentes en la memoria de todos, las infracciones cometidas por el ministerio, de las leyes de libertad de la prensa, y los castigos y multas enormes que se aplicaban á cualquiera que osaba clamar contra los abusos de la administracion.

La escandalosa aplicacion que se hacia de los fondos públicos, llama justamente la atencion é indignacion nacional. ¿En qué se invertian las sumas enormes destinadas á los gastos secretos? ¿De dónde salieron los 50,000 pesos dados á Picaluga, á ese ente oprobio de la humanidad, para que cometiera una accion cuyo horror es inesplicable? ¿Los 25,000 pesos ofrecidos con el empleo de coronel al benemérito teniente coronel Flores para que entregase la fortaleza de Ulúa, iban á ser una esaccion del bolsillo del ministro corruptor? No sin duda, todo era una dilapidacion del erario nacional: era convertir la sustancia de los pueblos en instrumento de las viles bajezas. Para subvenir á estos y otros gastos de semejante naturaleza ¿de qué medios se valía el ministerio? De gravar á la nacion con préstamos ruinosos y escedentes de los que el Congreso le autorizaba á negociar. Así vimos que acordado un préstamo de cuatro millones de pesos, el gobierno lo aumentó hasta siete.

¿Cual fué la observancia que dió el gobierno á las leyes vigentes sobre espulsion de los españoles, de esa raza enemiga eterna del nombre mejicano? Permitir la introduccion de un número considerable de ellos, al mismo tiempo que con la

mas falaz hipocresía recomendaba la vigilancia de este punto.

El ministerio corrompió y sedujo una parte de nuestros dignos militares, recompensando con empleos y honores, los actos degradantes á que los precipitaba; premiándoles el degüello que hacian de una porcion de ilustres ciudadanos que hoi serian el ornamento de nuestra patria.

Yo tendria el mayor placer de que el ministerio pudiera sincerarse de estos tremendos cargos, porque me avergüenzo, señor, de que en mi pais haya existido un gobierno tan criminal bajo todos aspectos. Repito que me gloriaria de ello, y deseo que si no lo verifica, recaiga sobre él toda la severidad de nuestras leyes, para escarmiento de los ambiciosos que intenten imitar á nuestros dominadores. Al efecto: — Acuso en debida forma á los ex-ministros don Lucas Alaman, don José Antonio Facio, don Rafael Mangino y don José Ignacio Espinosa, en la parte que á cada uno toque por los actos del gobierno, siguientes.

Aquí los cargos de las páginas 24 y 25.

NUMERO 3, pág. 27.

Dice la Constitucion en el artículo 38, seccion 4ª, título III: « Cualquiera de las dos cámaras podrá conocer en calidad de gran Jurado sobre las acusaciones » que á continuacion expresa, y entre ellas señala las « de los secretarios del despacho, por cualesquiera delitos cometidos durante el tiempo de sus empleos. »

El espíritu como la letra de esta disposicion tienen por objeto repeler, en cuanto está al alcance de la prevision humana, la influencia de las pasiones contra hombres que necesariamente deben haberlas excitado en el desempeño de sus deberes. No

solo ha querido la Constitucion cerrar la puerta á la de los ciudadanos de un órden subalterno, sino que ha substraido á los ministros y demas funcionarios principales de los poderes soberanos de los resentimientos de sus súbditos y de los cálculos de la ambicion, poniéndolos bajo la salvaguardia del poder legislativo. Mas como los Diputados y Senadores pueden ceder tambien al influjo de las parcialidades políticas, no menos que al de otras causas que tuercen la rectitud del hombre y la justicia de los cuerpos mejor constituidos, ha juzgado necesario limitar las funciones de estos, como miembros del gran Jurado, á fallar sobre la existencia ó no-existencia del hecho sobre que versa la acusacion. Ni el gran Jurado, ni por consiguiente una seccion de él, puede separarse de la línea trazada por la acusacion. Cada hecho nuevo que constituya materia de nuevo delito, exije nueva acusacion, y la recibida del gran Jurado no puede admitirlo, ni el gran Jurado aprobar un dictámen sobre hechos que no ha oido ni transmitido á investigacion. Sin esta restriccion la Cámara constituida en gran Jurado egerceria una jurisdiccion fiscal que las funciones de juez de hecho no comportan.

NUMERO 4; pág. 35.

Se hicieron con este fin cuantiosos aprestos para que el general Bravo pudiera atacar las columnas volantes, que á los órdenes de uno de nuestros acusadores se hallaban en las cercanías de la plaza....

El faccioso Alvarez despues de haber hecho mil protestas de adhesion al gobierno, desertó con su batallon y tomó parte en la sublevacion de Guerrero, que lo nombró su segundo; y desde este momento siempre mandó la parte activa de sus fuerzas. Cuando Guerrero fué preso por Picaluga, Alvarez es-

taba en las inmediaciones de Acapulco, dirijiendo las correrías de la faccion.

NUMERO 5, pág. 36.

Si cualquiera ministro se hubiera declarado autor de semejante convenio, habria recibido en aquellos dias de júbilo el incienso de los elegios, que por todas partes se prodigaba con harta ligereza á la administracion entera....

Causa extrañeza oir lo que ahora dicen ciertos hombres, que entonces no tenian bastantes piés para correr á darnos mil enhorabuenas, ni expresiones suficientes para dar suelta á la efusion de su contento. Muchos de los señores Diputados, y Senadores, y ministros de la Corte suprema, y gobernadores de los estados, y gefes del egército, me escribieron ó fueron á verme. Algun nombre suena en una sentencia en que se llama asesinato el fallo legal que puso fin á la vida y crímenes del gefe de los demagogos, que sonó entonces en las felicitaciones de aquel tiempo.

NUMERO 6, pág. 41.

..... no ya como se quiere aparentar para poner á su disposicion el bergantin *Sardo-Colombo*....

La seccion no sabia lo que querian decir las palabras, Sardo y Colombo, y lo peor de todo es que me ha hecho á mi decir un desatino, en que jamas he caido, gracias á los elementos de geografia y á los pocos conocimientos de historia que debo á mi educacion. Cuando tenia yo diez años sabia que Colombo era el nombre italiano del célebre descubridor de unas

tro mundo, á quien los Españoles llamaron Colon, y que Sardo es el nombre de las personas ó cosas pertenecientes al reino de Cerdeña. Se podia tomar ese error por una equivocacion; pero quien llama á Haller *ingles-británico*, sin advertir que Inglaterra y Gran Bretaña son dos nombres de un mismo reino, bien puede haber tomado el *Sardo* por el abuelo de Colon.

NUMERO 7, pág. 45.

..... al *esclarecido* general don Vicente Guerrero, » al caudillo de los rebeldes, en una palabra, *la revolucion en persona.*

Prueba de eso es el desenlace pronto y satisfactorio de la revuelta del Sur, que se terminó con la prision de Guerrero. Mas no se infiera de ahí, que este personage tuviese otra importancia. Para las revoluciones se necesitan dos cosas: los principios y los hombres. Ambas circunstancias reunidas constituyen los grandes movimientos políticos que producen la verdadera revolucion. Los hombres de bien no se mueven hasta que hallan esos pilares de todo órden nuevo permanente y legítimo; los facciosos, que no hacen caso de los principios, buscan los hombres; pero ¿qué hombres pueden hallarse dispuestos á favorecer un trastorno sin fin laudable, y una parcialidad sin principios? — Hombres perdidos sin talento y sin rubor. Los demagogos necesitaban un hombre; ese no les era posible encontrarlo entre los Mejicanos honrados, é intentaron suplir su falta con un nombre que tuvieron buen cuidado de ensalzar antes para proclamarlo como el de un héroe. Yo invoco el testimonio de todos los habitantes de la República: que digan, si mientras esos mismos sectarios de Guerrero encomiaban en

público á su caudillo, no lo cubrian de sarcasmos é invectivas entre ellos. Guerrero sin embargo era docil para seguir los impulsos de la faccion; aborrecia á la gente de principios; odiaba las buenas costumbres y las maneras delicadas, y no vivia sino en el bullicio y la devastacion. He ahí sus principales títulos para ser el ídolo del partido revolucionario.

NUMERO 8, pág. 47.

Seccion volante sobre Huatulco. — Señor comandante de las armas de Oajaca. — A las cinco de la tarde se me dió aviso por uno de los vigilantes que tengo puestos en varios puntos de las playas marítimas, que en el puerto de Santa-Cruz habian desembarcado varios sugetos que por su trage y estilo eran del pais, pero que no los conocian; al momento mandé que ensillara la caballería, y con esta y el piquete de infantería me dirigí á aquel punto donde sorprendí á los incognitos; pero ¿cual fue mi sorpresa al ver que era el ex-general D. Vicente Guerrero en union del coronel D. Miguel Primo Tapia; primer ayudante del 11° batallon D. Manuel Zavala; paisanos D. Miguel de la Cruz, Atie, de nacion chino, y á los tres que parecen ser criados de estos, cuyos individuos quedan asegurados y con las precauciones necesarias? Emprendo mi marcha para esa ciudad, ofreciéndole dar un pormenor de todo lo ocurrido luego que mis atenciones me lo permitan, pues no quiero retardar por mas tiempo tan plausible como inesperada noticia, para que asi lo haga al gobierno supremo de la Union protestando á V. igualmente mis consideraciones y respetos.

Dios y libertad. — Puerto de Santa Cruz, Huatulco enero 20 de 1831 : á las cinco de la tarde. — Miguel Gonzalez. — Señor comandante de las armas de Oajaca.

NUMERO 9, pág. 48.

Comandancia general de Oajaca.—Las notas de V. de 20 y 21 del presente me dejan impuesto de la llegada á ese puerto del general Guerrero, é individuos que lo acompañan, procedentes de Acapulco, quienes sin duda combatidos de las fuerzas del gobierno huyen de su poder é intentaron buscar en este estado el abrigo de sus crímenes, y el apoyo de sus miras tortuosas, que tantos males han causado á la nacion. V. ha tenido la suerte de hacer una presa que tanta utilidad hará á la causa pública, y yo á nombre de la nacion lo felicito, y le doi las mas debidas gracias por su comportamiento y el de esa benemerita tropa que con tanto entusiasmo recuerda sus deberes, y se complace en cumplir con sus juramentos y votos rectificados el 4 de diciembre de 1829.

Aunque á la penetracion de V. no se ocultan las medidas de precaucion que son convenientes en el caso en que se encuentra, es de mi deber indicarselas y señalarle en lo posible sus resoluciones y medidas para que en todo evento no se desgracie un suceso que tanta utilidad trae á la patria.

Es probable que desembarcados los reos traten de seducir centinelas y hacer lo posible para revolucionar con la fuerza que los cuida, y como V. sabe, esto solo se evita permaneciendo un oficial á la vista que haga el cuarto con los centinelas, sin permitir que con ellos hablen los reos.

No es menos peligroso que los pueblos ó los facciosos que ellos encierran, formen gavillas que intenten sorprender á V.; en este caso la resistencia es lo que debe adoptarse, asegurando primero los reos á quienes vivos ó muertos debe V. conservar en su poder como que de ellos tiene que responder á la nacion

y al gobierno. Pudiera ser que los empleados de ese puerto y otras personas que infundan sospecha, hagan mucho mal en las circunstancias, y en tal caso V. puede separarlos, cerciorado del perjuicio que causen, dándome cuenta de todo lo que ocurra.

Omito hacer á V. otras reflecsiones, que como he dicho antes están á su alcance. Difícil es marcársenos nuevas y mas lo es indicar su resolucion aun en el supuesto de concebir cuales fuesen; pero llevando por norte la energia, es difícil creer, pues comunmente es precursora del acierto.

Dios y libertad. — Oajaca enero 24 de 1831. — Francisco Garcia Conde. — Sr. capitan D. Miguel Gonzalez, comandante militar de Huatulco.

Comandancia general de Oajaca. — Impuesto del oficio de V. de 24 del actual, en que me indica que el 26 emprendia su marcha para esta ciudad con los presos que tiene á su cargo, he dispuesto que hoi mismo salga el capitan D. Ceferino Garcia Conde con 70 infantes de zapadores y nacionales para que reforzada la seccion que V. manda, se marche sin peligro de que algun alboroto desgracie el écsito de una operacion que tantos bienes causa á la patria.

Al camino dirigiré á V. mis ordenes con respecto á los términos en que debe entrar á esta ciudad.

Dios y Libertad. — Oajaca enero 29 de 1831. — Francisco Garcia Conde. — Sr. capitan D. Miguel Gonzalez.

Comandancia general de Oajaca. — Mui reservado. — Exmo. Sr. — El capitan D. Miguel Gonzalez desde Huatulco, con fecha 21 del corriente me dice lo que sigue. (Aqui el segundo oficio del capitan Gonzalez). Tengo el honor de insertarlo á V. E., manifestándole que considerando necesario á la tran-

quilidad de esta ciudad el que no entre en ella este reo, he prevenido al capitan Gonzalez suspenda su marcha en un pueblo pequeño antes de llegar al de Miahuatlán, á cuyo punto le mandaré aumentar su seccion con 80 hombres escogidos de esta guarnicion, y ocho oficiales de toda confianza para que en ningun caso tengan efecto las intentonas que indudablemente fraguarán los malos para rescatar un reo de tanta consideracion.

Descanse V. E. en que no omitiré precaucion para evitar que no se altere la tranquilidad del estado, interin recibo la contestacion de mis dos oficios anteriores, que remití tambien por estraordinario.

Dios y Libertad. — Oajaca enero 28 de 1831 : alas siete de la noche. — Francisco Garcia Conde. — Exmo. Sr. secretario de estado y del despacho de guerra y marina.

Comandancia general de Oajaca. — Acabo de recibir el oficio de V. de 29 escrito en Miahuatlán : y desde luego puede continuar su marcha hasta el pueblo de Xoxo, una legua de esta ciudad, donde yo me le presentaré.

Dios y Libertad. — Oajaca enero 30 de 1831. — Francisco Garcia Conde. — Señor comandante de la seccion volante de Huatulco.

Comandancia general de Oajaca. — Num. 24. — Exmo. Sr. — En mi oficio de 28 del presente indiqué á V. E. que el capitan D. Miguel Gonzalez habia salido de Huatulco conduciendo los presos que custodia, que en un pueblo del tránsito le haria hacer alto ; mas como posteriormente se me ha informado que Miahuatlán, Ejutla y Ocotlan, que son los únicos en que podia permanecer abrigaban varios partidarios del reo principal, y al mismo tiempo están distantes de esta ciudad que tampoco

puedo abandonar, pensé traerlo á ella y di antes el paso de consultar al Exmo. Sr. gobernador si tal suceso podria causar algun alboroto público en su concepto, y como su contestacion indica que la agitacion de las pasiones y la reunion del pueblo que ya manifiesta un deseo y curiosidad impertinente para conocer á un hombre que ha figurado tanto en nuestra escena política siempre es peligrosa, me decidí á elegir un punto fuera de la capital que no se hallase mui lejano, que no fuese tránsito de pasageros y que proporcionase recursos de subsistencia y defensa para 200 hombres, que tengo destinados para seguridad de los reos.

Todas estas circunstancias las he encontrado en la villa de Etla donde dormirá Guerrero el dia de mañana y donde yo mismo permaneceré todo el tiempo que pueda, pues ya me indica el capitan Gonzalez la dificultad que encuentra en algunos negocios mui graves que es preciso meditar y que ofrece comunicarme cuando me vea, para hacerlo yo al supremo gobierno.

. . . . . .

No entienda V. E. que sea capaz de inducir desconfianza ni temores que ni ecsisten: los reos estan seguros, pero indico el peligro que causa la demora; quiero una resolucion del supremo gobierno que será obsequiado en mi deber y no aspiro á otras glorias.

Dios y Libertad. — Oajaca, enero 31 de 1831. — Francisco Garcia Conde. — Exmo. Sr. ministro de la guerra.

NUMERO 10, pág. 49.

Declaracion del teniente coronel D. José Miguel Gonzalez. — En la ciudad de Méjico á 10 de Abril de 1833, presente el Sr. teniente coronel de caballería permanente D. José Miguel

Gonzalez, ante la seccion del gran jurado, ofreció bajo su palabra de honor decir verdad en lo que supiere y fuere preguntado, y siéndolo por el objeto con que marchó al puerto de Huatulco en fines del año de 1830, de órden de quién y cuáles fueron las instrucciones que recibió. Dijo: que en 19 de diciembre de dicho año fué nombrado por el gobierno para conducir dinero y municiones á Oajaca, y que de allí se trasladase al puerto de Huatulco á recibir al bergantin Sardo Colombo como lo verificó, contrayéndose á las órdenes que recibió del gobierno por escrito, y que presenta, y pide se le devuelvan sacando testimonio en caso necesario. Preguntado ¿si sabia con anticipacion qué personas debian ir á bordo del Sardo Colombo, si entre ellas estaba comprendida la del Exmo. Sr. general de division D. Vicente Guerrero; si tuvo algunas órdenes ó comunicaciones particulares del ministerio para proceder contra dicho Sr. general sin guardar con él las consideraciones y garantías que le tocaban como á presidente de la República? Dijo: que absolutamente sabia que persona alguna, ni menos la del Sr. general D. Vincente Guerrero debia ir en dicho buque, y que solo sabia que dicho buque era el que se iba á poner á disposicion del gobierno: que del supremo gobierno no tuvo comunicaciones particulares, mas que las que tiene presentadas, y de que obrase con mucha precaucion si en dicho bergantin habia mala fé: que con respecto á proceder contra el espresado Sr. general nunca tuvo ningun antecedente ni órdenes para proceder contra él.

Preguntado ¿si por Picaluga, Jacheni ó algun otro de la tripulacion, tuvo noticia de los convenios que mediaron entre el primero y el gobierno, acerca de la entrega del espresado Sr. general, y de qué personas intervinieron en este contrato? Dijo: que ni del primero, ni del segundo, ni de

ningun otro alguno tuvo noticia de convenio alguno, mas que el de entregar y poner á disposicion del gobierno el bergantin con tal que se le remunerase los perjuicios á Picaluga que habia recibido para trasportar dicho buque de Acapulco á Huatulco: que á su llegada le hizo presente Picaluga al que habla, que á mas de cumplirle al gobierno la entrega del buque, traia consigo á la persona del general D. Vicente Guerrero, como cabecilla de la revolucion, y á otros individuos; pero que si el gobierno no le cumplia lo pactado en resarcirle los perjuicios que él habia sufrido en sus intereses, y abordaban á 50,000 pesos, desde luego ni entregaba el buque y largaria en la costa á todos los prisioneros. El que habla, con aquella sorpresa que debió causarle, y causó una aprehension de aquella naturaleza, le dijo á Picaluga que daria parte al gobierno, como lo verificó y que no dudaba cubriria todos sus desfalcos, y que por ningun caso hiciese los atentados que anunciaba, que no sabe absolutamente que personas intervinieron en este asunto en razon á que para su comision solo trató con el ministerio de la guerra.

Preguntado ¿supuesta la resistencia que Picaluga manifestó para entregar el repetido buque y personas que venian en él, en caso de no darsele los 50,000 pesos pedidos; si se dió ó no tal cantidad, porque conductos, y con que órdenes? Dijo: que habiendo dado conocimiento de esta ocurrencia al gobierno, este remitió con el general D. Gabriel Duran la espresada cantidad, que recibió dicho Picaluga.

Preguntado ¿de quien recibió inmediatamente Picaluga la espresada cantidad; cuál sea el recibo que otorgó, y si en él consta con mas claridad la causa por qué el gobierno le dió dichos 50,000 pesos? Dijo: qué la espresada cantidad la recibió Picaluga del que habla; que no otorgó ningun recibo; y que la causa porque ecsigio Picaluga esta cantidad, se supone que

seria porque en eso apreciaba las pérdidas que habia tenido, y valido de la ocasion de aquel acaecimiento que ni él mismo esperaba.

Preguntado ¿ si sabe el objeto con qué llegó á aquel punto un buque pequeño llamado la goleta Bustamante, cuyo capitan lo es D. Manuel Marin, español de orígen, y si supo que este habia ya comunicado la aprehension del Exmo. Sr. general D. Vicente Guerrero en la Palizada á las tropas del Sr. Villa-Real? Dijo : que en aquel punto no llegó mas buque que el Sardo Colombo; y que no conoce á la goleta de que se le pregunta, y ni menos conoce á su capitan de que se hace mencion, ni tampoco supo habia ya comunicado la prision del Sr. Guerrero, hasta Oajaca donde por los papeles públicos lo vió.

Preguntado ¿ si supo por el mismo Picaluga, cuáles eran las pérdidas que habia sufrido para ecsigir tan ecsorbitante cantidad formando resistencia á entregar las personas que conducia si no se le ecshibia prontamente? Dijo: que Picaluga le hizo presente enormes pérdidas de su cargamento, que el que habla aturdido en aquel lance inesperado, no tuvo otra salida que darle conocimiento al gobierno de lo que pedia dicho estrangero, advirtiendo para sí que el no entregar á las personas que llevaba en dicho buque deberia causar mayores males á la República.

Preguntado ¿ si supo por el Sr. general Duran ó algun otro conducto qué órdenes hubo para la entrega del dinero mencionado, y qué disposiciones se dieron en el gabinete respecto á la persona del Sr. Guerrero? Dijo : que dicho Sr. no le dijo absolutamente nada ; y que solo llevaba aquella cantidad para que se le entregase á Picaluga, segun la comunicacion que el que habla habia hecho al gobierno, y que en cuanto á disposiciones del gobierno á la persona del mencionado Sr.

Guerrero, no supo otras que las que dió al comandante general de Oajaca para que se juzgase con arreglo á las leyes.

Preguntado, ¿ con qué objeto destinó á la comandancia de Oajaca en la partida de su mando al capitan del batallon activo de Jamiltepec, D. José Yañez; quién lo nombró fiscal del Sr. Guerrero y con qué órdenes? Dijo : que el objeto con que se nombró á dicho capitan fué porque el que habla le hizo presente al Sr. comandante general de Oajaca, que absolutamente conocia, ni sabia aquel terreno : y que de consiguiente le era de primera necesidad llevar á un sugeto que tuviese todos estos conocimientos para sus disposiciones militares, por cuyo motivo le fué nombrado al espresado capitan : que llegado el caso de lo acaecido, lo nombró el que habla fiscal del Sr. Guerrero como de todos los demas que iban en su compañía, por las órdenes que tenia del comandante general de Oajaca, y obran en el espediente, tanto por esto como por ser el individuo de mas conocimiento y graduacion para este caso.

Preguntado ¿ si en la comandancia de Oajaca se tuvieron órdenes secretas del ministerio para prender, enjuiciar y ejecutar al mencionado Sr. Guerrero, diga cuáles sean; y de qué personas? Contestó : que absolutamente tuvo noticia alguna, y de consiguiente no tiene que decir á esta pregunta.

Habiéndosele leido la cita que hace el Sr. García Conde en su declaracion, respecto á haberle asegurado que pronto tendria marina que mandar, se le preguntó ¿ si es cierta dicha ocurrencia, y cuál fué la contestacion del Sr. García Conde? Dijo : que es efectivo que le anunció al S. García Conde lo que espresa, y que aun estrechándole en tono de broma le dijese el pormenor de mi insinuacion, nunca se lo espresé, respecto al sigilo que se me habia mandado guardar en este asunto, á pesar de conocer que nada se aventuraria en decírselo, pero si yo faltaba á esta órden no cumpliendo con lo que se me tenia ordenado : que lo dicho es la verdad bajo la pa-

labra de honor que tiene prestada en lo que se afirmó y ratificó leida que le fué esta su declaracion, que firmó con los Sres. de la seccion, añadiendo ser ciudadano mejicano y de 35 años de edad.— Escudero. — Salvatierra.—Solana.—Miguel Gonzalez. — García, secretario.

NUMERO 11, pág. 58.

Los ministros que hubieran podido servirse de una estratagema, que entonces aprobasteis, y contra la moralidad de la cual nada se dirá que no sea declamacion y paradoja.....

NUMERO 11 ibidem.

Desde el poeta Homero hasta el jurisconsulto Grocio; desde Grocio hasta Bentham y Constant; desde Moises hasta los padres del cristianismo, todo el mundo ha reconocido como justos y aun laudables los ardides de la guerra.

El héroe de predileccion de Homero es Ulises, guerrero cuyo valor era mui escaso, si tal vez se le quiere conceder alguno á quien no peleaba sin ventaja conocida, pero que excedia á todos en astucia y falsía. La Biblia nos presenta mil egemplos en que la estratagema y el artificio han servido á los gefes del Pueblo de Dios. Tucídides considera como la mas hermosa de las alabanzas que un general puede merecer la que logra por su habilidad para la estratagema, que no era entonces como ahora podria entenderse la estrategia sino el ardid y el engaño con que burlaban al enemigo, ó lo ponian en el último trance. Plutarco nos ha conservado la opinion de los Lacedemonios sobre los que vencian por la astucia y los que triunfaban con la fuerza, y asegura que los primeros es-

taban tenidos en mas que los segundos. Los Romanos que por tan religiosos observadores de la fé dada querian pasar, no dejaban de emplear el engaño y la estratagema. Los Padres de la Iglesia, por no hablar de los siglos que llaman bárbaros, juzgan lícita y permitida toda estratagema en que no se arriesga ni el juramento ni la palabra empeñada. Y si esto es en el campo de batalla y con un enemigo descubierto ¿como no sera lícito y justo y laudable emplear el ardíd y la maña para vencer á un enemigo doméstico, y evitar con su destruccion la ruina de tantas víctimas, como corren á precipitarse en el abismo á que los atraen sus seducciones?

NUMERO 12, pág. 67.

Exmo. Sr. — Anoche ha llegado á esta ciudad el Sr. coronel D. Antonio Gaona con unos documentos relativos á D. Vicente Guerrero, y un oficio de V. E. para que entregándome aquellos hiciesen relacion en el sumario que se seguia á dicho reo. Ayer he avisado á V. E. por estraordinario que concluida la causa quedaba Guerrero fusilado en el pueblo de Cuilapan; en cuya virtud he devuelto á dicho coronel los citados documentos, con otros dos que ya no se estimaron necesarios en el sumario, por constar en él los que fueron suficientes. Tengo el honor de decirlo á V. E. en contestacion á su indicado oficio de 9 del presente. —Dios y libertad. Oajaca, febrero 15 de 1831. — Joaquin Ramirez y Sesma. — Exmo. Sr. secretario de estado y del despacho de guerra y marina.

NUMERO 13, pág. 68.

He aqui la minuta de que tanto partido ha creido sacar la seccion.

Cargos que deberán hacerse, no A, sino ACERCA de don Vicente Guerrero.

— 1° Se le hace cargo de que regenteó por sí mismo la asonada de la Acordada y subió á la silla presidencial sobre la ruina de mil cadáveres y salteo del Parian y de muchas casas ricas de Méjico que redujo á la miseria, mancilló el honor de la nacion y la hizo despreciable á los ojos del mundo culto.

2° Se le hace cargo de que lanzado de la silla presidencial por la uniforme voz de la nacion que adoptó el plan de Jalapa, viéndose abandonado de la tropa que lo seguia, se retiró á Tierra-Colorada aparentando que allí aguardaria la resolucion favorable ó adversa de las Cámaras, sin tomar parte en la revolucion que preparaba él mismo; pero viendo que la resolucion del Congreso fué contraria á sus miras, asomó la cara, presentándose entre las filas de los soldados de Alvarez, á quienes habia secretamente incitado á la rebelion, al tiempo mismo que afectaba obrar de buena fé y aguardar con imparcialidad la decision de las Cámaras.

3° Se le hace cargo de que despues de dada la batalla de Texca, mandó arrestar para que fuesen pasados por las armas á los oficiales de la division de Armijo que marchaban bajo el seguro dado por Alvarez, de que se les salvara la vida y conservarian sus equipages, á cuya palabra faltó, pues destacó una partida que los arrestase, de la que se salvaron por su buena diligencia en pasar el rio Papagayo, aunque perdieron sus equipages.

4° Se le hace de que violó escandalosamente la capitulacion celebrada con la guarnicion de Acapulco; pues habiendo estipulado que saldria con armas y vestuario, siendo libres de quedarse con él los soldados que quisiesen, viendo que ninguno queria acomodarse á su partido, no solo los despojó de las armas y vestuario, sino que tuvo la inhumanidad de ha-

cerlos marchar casi en cueros, sufriendo la inclemencia de la temperatura y vergüenza de su desnudez hasta los puntos donde encontraron destacamentos del egército nacional: por cuyo motivo irritó los ánimos de estos soldados, en términos de desarrollar su furor en la accion de Teloloapan para vengar tamaña injuria.

5° Cargo. Se le hace de que estando convencido de que no era legítimo presidente por el uniforme voto de la nacion y declaracion de su incapacidad por las Cámaras, obró como rebelde levantando fuerza armada, manteniendo correspondencia con varias ciudades y poblaciones principales de la República, fomentando la sedicion y causando la ruina de muchas familias y personas que por su causa se han sacrificado en los patíbulos, todas las cuales sin su escitacion se habrian mantenido tranquilas y fieles al gobierno.

6° Cargo. Se le hace de haber desoido los llamamientos de este y despreciado las ofertas generosas y de paz con que le brindó, anteponiendo su engrandecimiento personal á la tranquilidad pública, y mirando con indiferencia derramar la sangre de mas de 3,000 personas, incendiando los campos, destruyendo los ganados y poblando los caminos de bandoleros, los cuales invocando su nombre y contando con sus auspicios han cometido toda clase de crímenes, aun en las inmediaciones de la capital, de todo lo cual se le hace cargo como á reo de lesa nacion en primer grado.

Ultimamente, se le hace cargo de haber venido á la cabeza de una division á batir en las inmediaciones de Chilpancingo, á una division del egército nacional de que ha resultado la pérdida de centenares de hombres, en ruina de sus familias y de la patria, con la agravante circunstancia de que á la chusma que comandaba la sedujo y alucinó para que lo siguiera, haciéndole creer que México y Puebla reconocian la ligitimidad

de su presidencia ; que el general Bravo estaba de acuerdo con él de modo que solo harian una resistencia aparente , y continuaria su viage sin tropiezo hasta la capital de México.

NUMERO 14 pág. 86.

Y creí en este caso, no habiéndolo creido en el otro , que se podia ser indulgente sin faltar á las leyes, y sin comprometer la disciplina militar y la salud del estado.

Cuanto mayor es la posibilidad de que un crímen se cometa, tanto mas severas deben ser las leyes preventivas ; y cuando estas no alcanzan á contener á los culpables , las leyes que los castigan deben observarse con una severidad inflexible. La revuelta de un general es un atentado , como lo es la de un subalterno ; pero no solo es menor el número de los primeros , y por consiguiente menores son las probabilidades de que se subleven los que ya estan en la cumbre de los honores y que mas pueden perder que ganar , sino que la sublevacion de un subalterno, mina y destruye la única basa del egército, y con ella todas las garantías de las libertades públicas. Ademas la República puede ser indulgente con los que cuentan una larga carrera de buenos servicios , y la indulgencia y lenidad para con los que pasen por haberlos hecho , puede tal vez ocasionarle ventajas. Yo nunca habia creido en los servicios de Guerrero , mas habia quien los consideraba como buenos. Cerecero nada tenia que hablase en favor suyo ; no podia echar en la balanza de la justicia un recuerdo que contuviera el brazo de la lei , una accion que respondiera al público contra la acusacion capital que lo condenaba. La politica se oponia á su indulto no menos que la justicia. Con Cerecero empezaba la rebelion , y era menester ahogarla en su origen ;

con Guerrero se extinguia. El perdon de aquel incitaba á la revuelta, el de éste aseguraba el gobierno, ó por lo menos no desquiciaba las puertas de la seguridad pública. Guerrero hubiera sido siempre un faccioso, pero en él hubiera vivido un egemplo de la gratitud mejicana; en Cerecero no se ha conservado sino una prueba de la condescendencia inoportuna del gobierno. El perdon de Cerecero fué la muerte de la legalidad, y de esa época datan en mi entender nuestros padecimientos y los males de la patria.

NUMERO 15, pág. 87.

Igual principio sirve de base, y aun quizas con mayores restriciones, á los diputados cuya mision no es la de dirijir la opinion pública sino la de ser fieles intérpretes de ella.

Tan palpable es esta verdad que parece increible el abuso que del mandato del pueblo hacen algunos diputados. El representante de la nacion deja en sus hogares su opion propia, para recibir y profesar la opinion de sus comitentes, siempre que estos no hayan adoptado la suya de un modo público y solemne. Entre los Ingleses el candidato de un partido de electores manifiesta sus ideas y hace su profesion de fé política. Si lo elijen por representante, claro está, que los electores han aprobado sus principios, y el nuevo miembro entra en la cámara de los Comunes con una independencia, que no tienen nuestros diputados ni senadores. Nuestra constitucion no permite, ó por lo menos el caracter nacional no consiente esas manifestaciones públicas de la conciencia y hasta de la vanidad personal. Nosotros al aceptar los poderes de nuestros comitentes, no les ofrecemos nuestras ideas, sino que prohijamos las suyas. Querer pues que la opinion pública se forme por la

opinion de las cámaras es querer destruir la accion saludable que egerce la censura pública sobre un cuerpo inviolable, y cuyos individuós no tienen responsabilidad alguna por sus opiniones, querer que la nacion represente las cámaras, no que las cámaras representen la nacion.

NUMERO 16, pág. 141.

Carta mia al Sr. Inclan.

Sr. general D. Ignacio Inclan.— Méjico 20 de Mayo de 1831. — Mi compañero y amigo : por no repetir me refiero á lo que dice nuestro D. Barreiro. — Consérvese V. bueno y mande á su afectísimo amigo Q. S. M. B. — José Antonio Facio.

Carta del Sr. Barreiro al Sr. Inclan.

Sr. general D. Ignacio Inclan. — Mui reservada. Méjico, mayo 20 de 1831.— Mi amadísimo compañero y amigo. — Cuando han concluido los revolucionarios del Sur, y cuando casi toda la República se encuentra principiando á disfrutar de la deseada paz, en el estado de Jalisco asoma un nuevo metéoro que llama la atencion de los filósofos, y al que es preciso observar, ya para proteger su curso, ó ya para impedirlo. — El adjunto impreso da una idea de la capitulacion de Gordiano Guzman, bajo ciertas denominaciones que ciertamente desacreditan al gobierno, y abre la puerta á que se critique el modo de obrar en ellas á nuestro amigo el Sr. Parres; en fin, sea de esto lo que fuere, en las calles y plazas de Jalisco se han gritado vivas á los generales revolucionarios, se han tiroteado á las tropas del gobierno, se ha intentado echar fuera á mas de mil presos que hay en la cárcel, y por último, no estan

mui lejos de que se celebren unas vísperas Sicilianas con los dueños y capitales de ciudadanos honrados que trabajan para subsistir.

Este cuadro mal trazado, pero cierto, ciertísimo, ha llamado la atencion de nuestro amado general, quien persuadido de la integridad y solidez con que V. obra en las comisiones que el alto gobierno le confia, no ha podido menos que nombrar á V. para que desfaga estos entuertos, segun verá V. por la órden que lleva el extraordinario que conduce esta carta. Aunque los que no son mui sus amigos opinan que V. no querrá ir á Guadalajara, el general y yo estamos íntimamente satisfechos de que lo hará haciéndose de este nuevo mérito de pacificacion para con la patria, para con sus amigos y en aumento de sus justos ascensos militares.

Yo creo que si V. luego que llegue á Guadalajara fusila, juzgándolos militarmente á 15 ó 20 de esos ladrones, creo en el momento antes de 15 dias tranquilizado ese estado, y cuando ya esté quieto entonces vendrá á usar de la licencia para curarse con el dulce placer de haber servido á su patria y estar descansado ya de sus fatigas.

Acaso pronto nos veremos en esa; pero si asi no fuere con las violencias que deseo, le encargo muy particularmente por mi parte y por la del general nuestro digno amigo, que obre con toda actividad, que fusile á cuantos ladrones se le presenten con capa de revoltosos, dando parte despues de haberlo hecho, pues este es el modo de purgar á la nacion sin comprometer al gobierno. No es dificil, y sí demasiado probable, que Gordiano Guzman engañe á nuestro amigo Parres, por lo mismo V. obre por sí y no perdone momento para llegar con oportunidad á la capital de Jalisco ó al punto donde convenga para salvar á aquel estado; y en mi opinion mejor es se interne V. al centro del estado, sin ponerse de acuerdo con

aquel comandante general, pues yo temo que Guzman haga alguna de las suyas, fiado en la bondad del corazon de Parres.

La opinion ciertamente en la mayor parte de la clase media de Jalisco, está estraviada y en contra de la actual administracion: hay seis ó siete juntas secretas, cuyos miembros tienen la denominacion de Guadalupanos; se tienen unas veces en la casa de los Tames, otras en la de un tal Seseña, y algunas aun en la del mismo gobernador, con el objeto de formar una conspiracion contra el gobierno. Hago á V. esta indicacion, tanto para que no le sorprendan atrayéndolo con maña para sacar partido de V., como para que obre con alguna dureza y ahorque, si se ofrece, al mismo gobernador que es el primer capataz, en el concepto que dando V. parte despues de la ejecucion seguro está que se le diga nada. Tenga V. entendido que si los Morelianos tienen el carácter de revoltosos, los Jalicienses son cuatro tantos mas, con el agregado de tener arte y mucha habilidad para seducir y hacerse de los sujetos que les conviene.

Con esta comision nueva que da á V. el gobierno, le da tambien un nuevo testimonio de la mucha confianza que tiene de V., y por lo mismo no vaya V. ahora saliendo con que no quiere ir, que está malo y otros chiqueos, haga V. un sacrificio, y cumpla la palabra que ha dado otras ocasiones de defender á Bustamante á costa de su sangre, es llegado el caso, y no debe V. rehusar este servicio en obsequio de su amigo y de la patria. Si V. quiere cartas de recomendacion, aviseme con tiempo para mandárselas, y por último, si consigo que nos veamos pronto por allá, obraremos de conformidad y con principios de politica, y alguna dureza: verá V. como se consigue tranquilizar aquel estado.

Hágamele V. una visita en mi nombre al Sr. Gordoa, sugeto con quien puede V. intimarse, pues es hombre de bien, y

podrá instruir á V. muy á fondo de todas aquellas ocultas maniobras.

Escríbame V. y deme parte de cuanto ocurra, no sea flojo ni patarato, y mande lo que guste á su amigo que lo ama de corazon. — José Miguel Barreiro.

NUMERO 17, pág. 162.

Secretaría de la cámara de Diputados. — Ramo secreto. — Exmo. Sr. — Esta cámara ha acordado se presente V. E. inmediatamente á dar cuenta de las órdenes y providencias que se hayan tomado con respecto á la conducta del comandante de Michoacan la noche del 8 del corriente; y tenemos el honor de comunicarlo á V. E. para los fines consiguientes. — Dios y libertad. Méjico, diciembre 18 de 1830. — Cárlos Espinosa de los Monteros, diputado secretario. — José María Manero, diputado secretario. — Exmo. Sr. Secretario del despacho de la guerra.

Secretaría de guerra y marina. — Seccion central. Exmos. Sres. — Acabo de recibir el oficio de VV. EE. citándome á dar cuenta inmediatamente de las órdenes y providencias que se hayan tomado con respecto á la conducta del comandante general de Michoacan, la noche del 8 del corriente; y habiéndolo puesto en conocimiento de S. E. el Vice-Presidente, se ha servido prevenirme conteste á VV. EE. que la concurrencia á las cámaras de los secretarios del despacho que establece el artículo 108 del reglamento interior para el congreso general por llamamiento de alguna de ellas, ó por encargo del gobierno, tiene solo por objeto *el asistir á alguna discusion*, y que no debiendo haberla sobre esta materia por no ser de las designadas para las actuales sesiones extraordinarias, no

puedo legalmente obsequiar el acuerdo que VV. EE. se sirven comunicarme. — Dios y libertad. Mejico, diciembre 18 de 1830, á las dos y media de la tarde. — J. A. Facio — Exmos. Sres. secretarios de la Cámara de diputados.

Para mejor comprender estos oficios, es menester recordar.

El artículo 72, Seccion séptima del Título III de la Constitucion Federal que dice:

« Cuando el Congreso general se reuna para sesiones estraordinarias, se formará de los mismos diputados y senadores de las sesiones ordinarias de aquel año, y *se ocupará exclusivamente del objeto ú objetos comprendidos en su convocatoria*; pero sino los hubiere llenado para el dia en que se deben abrir las sesiones ordinarias, cerrará las suyas, dejando los puntos pendientes á la resolucion del Congreso en dichas sesiones. »

NUMERO 18, pág. 171.

Pero el general Mejía no solo se atreve á hablar sin fundamento; raices mas hondas tiene en su corazon la torpe maña de servirse de la mentira y de la calumnia, para prosperar ó vengarse.

Véase en comprobacion lo que escribia el señor Lemus en una carta dirijida al presidente Santa Anna y publicada por el Telégrafo, periódico oficial, en su número 112 del tomo V (29 de julio de 1834).

« Hasta anoche no recibí tu favorable de fecha 9 con que me adjuntas la proclama que se supuso mia, sin duda por comprender y entusiasmar á los pronunciados de S. Luis y de otras

partes, y te agradezco que haciéndome justicia, la estimarás en el valor que se merece. Es una maldad que se tomara mi nombre para esplicar conceptos agenos con que no he gustado nunca engalanarme; y aunque se quiso robarme hasta el estilo para lograr mejor el objeto que se deseaba, ella siempre es agena de toda buena fé y no ha podido dejar de ofenderme vivamente. *Entiendo que pueda ser el pícaro Mejía su autor*, y desde ahora lo invito á que presente los poderes que tenga mios al efecto. »

Aun hai mas; el mismo periódico publicó despues en el mes de agosto de 1834, sin que se diese por entendido el señor Mejía, un artículo virulento, á que pertenece el siguiente extracto.

Sería además un agravio injusto conceder un privilegio á D. José Antonio Mejía, que no se ha dado á los demas gefes y oficiales que se hallaron en su caso: todos han sido separados de sus empleos conforme á la ley de 26 de abril de 824, y por disposicion general se han sujetado á los tribunales competentes. Si esto se hacia con mejicanos, á quienes quizá debe la independencia distinguidos servicios, ¿ podría obrarse de otro modo con un etrangero que en diez años de discordias civiles ha hecho su caudal y su carrera por una série de fáltas y atentados, *en que su audacia ha llegado hasta suplantar la firma del primer magistrado de la nacion para destruir su prestigio, presentarle como delincuente, y sustituirse en su lugar?* ¿ Son estos crímenes leves y disculpables? ¿ Pueden caber en los sentimientos de un mejicano? El que ha mirado á esta nacion como un teatro digno de admitir las pérfidas intrigas *de un aventurero oscuro, y sin mas sagacidad que para el pillage y la devastacion*, ¿ podrá servirla con un ánimo sincero y reposado? ¿ Y no sería burlar las esperanzas de los pueblos, sus inmensos sacrificios, otorgar recompensas en proporcion del nú-

mero de crímenes? Muy imbécil sería un gobierno que asi distinguiese los merecimientos, y muy degradada fuera la nacion que se humillase á tales actos de bajeza: ella sería no solo el ludibrio de los malvados, sino que contaría por segura su esclavitud, cuando se prosternaba á rendir un homenage de infamia á quien mas la hubiese ultrajado y destrozado con sobresalir en la maldad. ¿Qué general mejicano no se avergonzaria de llevar una banda que fuera el distintivo de la prostitucion?

FIN.

APÉNDICE.

Desde que se acabó la memoria que precedo hasta que se puso en la prensa, y desde que salió de la prensa hasta el momento de su publicacion, no he cesado de meditar sobre los efectos que debe producir en toda la República. Los que estan bien con el sesgo que tan ventajosamente para ellos ha terminado los motivos de su ansiedad, y que no juzgan su honor comprometido en lo que á mí me parece una menguada sumision, condenarán mi justificacion como un acto que reanima la apagada discordia. Los que se han propuesto hallar culpable la administracion del señor Bustamante, me acusarán de arrogancia. Pero los hombres imparciales no podran menos de aprobar la resolucion de un ciudadano perseguido por sus contrarios, abandonado de sus compañeros, y puesto por el gobierno en el caso de un ostracismo ilegal. Si no arriesgara en el silencio mas que mi fortuna, mi rango militar, mi condicion social y el grato asilo de mi querida patria, me hubiera resignado á dominar mis resentimientos personales, esperando la vuelta de la justicia. La justicia sin embargo parece que ha desaparecido de nuestro suelo, y si

yo no me defiendo, el golpe que ha lacerado mi reputacion, podria alcanzar á mi honor, y lastimarlo.

Las últimas noticias me han arrebatado la confianza que yo tenia en la razon y buen sentido de los hombres. El interes y la injusticia han hecho de mí una víctima expiatoria; cumple pues á mi derecho, y es obligacion mia vindicarme. He diferido el momento de dar suelta á mi voz; pero al levantar las manos para protejerme del golpe que mis prodios amigos han descargado sobre mi cabeza, se ha escapado de mi boca la palabra, y ya no está en mi arbitrio reprimirla. Las circunstancias han ahogado en mi alma todos los afectos, que algun tanto se alejan del que nutre y sostiene la honra atemorizada con tan horrible amago: no hai consideracion que no ceda á esta consideracion, ni miramiento que no se humille ante ese miramiento. La conducta del gobierno, la de la Corte suprema de justicia, la de mis mismos compañeros, todo me anuncia que, si la República ha sacudido el ponderoso y degradante yugo que la oprimia, las llagas que de él han emanado, no han recibido el bálsamo consolador que debe cicatrizarlas.

Yo esperaba que un gobierno que se vanagloriaba de haberse emancipado de la tutela demagógica y se pronunciaba contra sus excesos, no permitiera, para su baldon y mancilla, que subsistiese en su fuerza y vigor un proceso ilegal en su principio, vicioso en sus formas, y anticonstitucional en sus trámites; que los jueces, á quienes se cometió la substanciacion y fallo de ese *proceso-monstruo*, se recusaran por delicadeza, habiéndose hallado suspensos por una declaracion igual á la que habia autorizado la formacion de nuestra causa, y no habiéndose podido anular esa declaracion, sino en razon, y nada mas que en razon de ser ilegítimo y nulo el Congreso que la habia sancionado; que mis compañeros, acordándose de lo que se debian á sí mismos, y aun mas á las prerogativas del poder que les habia confiado la nacion, y cuyas garantías no son menos esenciales al mantenimiento de las libertades públicas que las de los otros poderes en que se comparte el egercicio de la soberanía del pueblo, hubieran protestado altamente contra el procedimiento del primer tribunal de la República, y reclamado la anulacion del voto de una cámara sin fuero legítimo ni carácter legal.

Todo eso esperaba yo cuando he visto con dolor que mis esperanzas

eran sueños pasageros, ilusiones de un dia que la experiencia con su mano de plomo ha desbaratado en un momento. El gobierno ha permitido que se prosiga un juicio anti-constitucionalmente abierto; los individuos que han entendido en él, han reconocido la validez de una declaracion de haber lugar á formacion de causa que los inhabilita para conocer de la nuestra, y mis compañeros se han sometido á la autoridad de una asamblea revolucionaria, dando por sabtada una legitimidad que en lei de justicia condena y destruye la de la administracion á que pertenecieron.

He aquí las pruebas de esas tres asercciones.

Si no hai poder legítimo que no emane de la suprema voluntad nacional, todo poder que no deba su orígen al pueblo, ó que por él no sea confirmado, es una fuerza intrusa que constituye tiranos á los que la usurpan ó egercen. « Ya constituida la nacion, dice el gobierno actual « de la República en un decreto de 9 de julio de 1834, firmado por el « señor Lombardo, ministro de relaciones, cualquiera alteracion que « suspenda ó interrumpa el pro de sus leyes fundamentales, *provoca indispensablemente la posterior ratificacion de los pueblos* para legalizar « aquellos actos que produjo la imprevista ocurrencia de circunstancias « que entorpecieron la marcha constitucional, como que en las constituciones no pueden preverse cuantos sucesos salen de la órbita « comun. »

Prescindiendo ahora de la calificacion que merezca un movimiento injusto contra el gobierno establecido, y sin disputar sobre si la conducta de nuestra admininistracion legitimó la resistencia, ó no, y si los sublevados se hallaron en el duro trance de « repeler la fuerza con la fuerza, » ó prefirieron sin razon el tumulto y la violencia á los medios que la Constitucion presenta para ocurrir á los males mas graves, — examinemos, si el levantamiento que *interrumpió* en Veracruz *el pro de las leyes fundamentales* de la República, mereció « *la ratificacion posterior « de los pueblos que indispensablemente debió haber provocado la ocurrencia « de circunstancias que entorpecieron la marcha constitucional.* » Esta condicion es tan importante, que como he demostrado en el cuerpo de la memoria que antecede (*), sin ella habrian sido tan culpables los autores

(*) Véase la Memoria, pág. 29, § 36.

del plan de Jalapa como los del motin de la Acordada; pero de todo punto faltó al trastorno consiguiente por la sublevacion de Veracruz.

El convenio de Zavaleta fue el acto, en que se concentraron todos los principios, demandas y razones de los sublevados. Ese acto que presentaba de hecho á la República el movimiento *que habia interrumpido el pacto de sus leyes fundamentales*, fué sometido á la aprobacion del Congreso, único órgano legal de los pueblos de la Union. El Congreso lejos de ratificar el convenio de Zavaleta, lo desaprobó solemnemente, y al punto se disolvió, como para dar mas gravedad á su augusta resolucion, no quedando de la representacion nacional legítima ni aun el Consejo de gobierno, porque los Senadores que lo componian, al ver despedazado el pacto constitucional y violada la inmunidad de su independencia, no quisieron autorizar la usurpacion de don Manuel Gomez Pedraza, que con tal escándalo se habia investido del carácter de presidente.

El señor Gomez Pedraza temió la misma repulsa de cualquiera otra asamblea, que fuese en realidad una verdadera representacion nacional y habiendo cometido el atentado de impedir la reunion de los Diputados y Senadores constitucionalmente elejidos, para formar el Congreso general, dispuso que los facciosos de los demas estados, prevaliéndose del estupor en que habia sumido su triunfo á los buenos ciudadanos, nombrasen á algunos de sus cómplices, para desempeñar las funciones de Consejo de gobierno. Al atentado de desbaratar el Congreso legítimo, se siguió naturalmente el de la reunion de unas cámaras anti-constitucionales.

No hablaré de las elecciones tumultuosas que abortaron ese simulacro de representacion nacional, en las cuales fué la menor ilegalidad la de nombrar Senadores por dos estados á individuos que, como don Antonio Mejía, ni estaban avecindados, ni habian nacido en ninguno de ellos. La preexistencia de los Diputados legalmente investidos de la eleccion popular y la de los Senadores, y la disolucion del Consejo legítimo de gobierno bastan para hacer la asamblea del presidente intruso una junta ilegal, usurpadora y nula.

La nacion no ha ratificado tampoco por medio de su aquiescencia ese embrion informe de congreso. Al contrario desde su instalacion no han cesado los pronunciamientos de un extremo á otro de la Repú-

blica, ni se han calmado las olas irritadas de los bandos, hasta que ha desaparecido de la superficie política un cuerpo tan monstruoso como infecto. ¿De donde pues derivó su derecho el Congreso de 1833 y 1834? ¿Qué títulos pueden exhibirse en favor de su legitimidad?

Ahora bien, los ministros no pueden ser juzgados, sin que preceda la declaracion de una de las dos Cámaras. Asi que no habiendo precedido esa declaracion esencial en nuestra causa, el juicio seguido contra nosotros ante la Corte suprema es contrario á la Constitucion, y por consiguiente ilegal.

El gefe del poder egecutivo que ha escuchado al fin la voz de la nacion, ha reconocido la ilegitimidad de aquella asamblea y reprobado públicamente sus actos. « La cámara que los declaró con lugar á la formacion de causa, dice hablando de ella por el órgano del ministerio de justicia y negocios eclesiásticos, en un decreto dado en Tacubaya á 8 de agosto de 1834, y firmado por el reverendo obispo de Michoacan, comenzó sus sesiones con grande olvido de las leyes fundamentales. » El gobierno sin embargo no se ha contentado con declarar lo que toda la República sabe, sino que ha invalidado los actos que mas inmediatamente se oponian á esas leyes. Uno de ellos es la declaracion de haber lugar á la formacion de causa contra cinco de los ministros de la Corte suprema de justicia, y el poder egecutivo no lo hubiese anulado, á no haber considerado nula la cámara que pronunció el tremendo fallo.

En efecto, la apreciacion y juicio de los motivos legales que han decidido al cuerpo legislativo, desempeñando las funciones de gran Jurado, á declarar que ha ó no lugar á la formacion de causa contra un acusado, no entran ni pueden entrar en el círculo de las atribuciones del gobierno, que asi egerceria una influencia perniciosa en la administracion de la justicia, y aun se abrogaria las primeras facultades del poder judicial. No toca al gobierno decidir si el voto de una cámara es ó no justo : al tribunal competente es á quien pertenece absolver ó condenar segun las leyes, y un gobierno que quiere restablecer el equilibrio de los poderes, habria empezado trastornándolo, si se hubiese entrometido á pronunciar sobre los fundamentos de la declaracion de una Cámara, que hubiese reconocido como legalmente instalada.

Síguese de ahí que ó el gobierno ha cometido un atentado contra las

prerogativas de la representacion nacional, ó el gobierno ha obrado á consecuencia del convencimiento público de la nulidad de aquel Congreso.

Yo que pienso de este modo, no sé porque una administracion que ha tenido el valor de la justicia y que ha restituido á los prelados á sus iglesias, á los jueces á sus sillas, y á tanta víctima de un ostracismo infame á sus hogares, no sé, repito, porque ha mantenido en su fuerza y vigor el primero y mas monstruoso de todos los actos de la representacion instrusa. ¿Podra creerse que esa concesion provenga del temor de irritar el partido demagógico? ó ¿será el gefe de la República insensible á la maledicencia, que tal vez atribuye su parcialidad al rencor que guarda contra mí, por haberle disputado en el campo y como un adversario leal el paso de la victoria?

No me atrevo todavía á dar crédito á rumores que menoscabarian la reputacion de un hombre, á quien me complazco en creer generoso y aun leal como yo en el cumplimiento de sus deberes. Pero lo que me sorprende, por la sabiduría y práctica legal que el cáracter de juez supone en los que de él estan revestidos, es que los ministros de la Corte suprema de justicia, que se han aprovechado de la honrosa determinacion del gobierno, hayan desconocido el principio á que debian el beneficio de hallarse de nuevo sentados en sus sillas. Los señores ministros que han fallado en nuestra causa, han hollado todas las consideraciones de la equidad, y aun si en materia tan grave puede permitirse un lenguage familiar, todos los respetos de la delicadeza. Una vez repuestos en sus empleos, poco les ha importado que la resolucion que se los volvia sea ó no legal, ó que en el desempeño de sus funciones tengan ó no que saltar la barrera de sus obligaciones.

La Corte suprema no puede ocuparse de la causa de los ministros del despacho, sin que preceda declaracion positiva de una de las dos Cámaras: si la que ha motivado nuestra causa es legítima, solo puede serlo por emanar de una cámara legítima; las disposiciones de una cámara legítima, cuando no salen del círculo de sus atribuciones constitucionales, no pueden ser invalidadas por ningun otro poder: luego la declaracion de haber lugar á la formacion de causa contra los cinco ministros de la Corte suprema es válida y legal — luego el gobierno ha

cometido un atentado en anularla — luego si no de hecho, de derecho por lo menos estan suspensos todavía los jueces que han fallado en la causa de mis compañeros — luego por delicadeza, ya que no han tenido la virtud de resistirse á una injusticia que les ha sido ventajosa, debian ó haberse recusado, ó declarar que faltaba al proceso de los ex-ministros el requisito principal para comenzarlo.

Yo ignoro cuales sean los motivos poderosos que han impelido á mis compañeros á separarse del pobre proscripto, y á reconocer un acto que los declara culpables, y lo que peor es, que los convence de los crímenes que nuestros acusadores nos imputan. Al reconocer el Congreso de 1833 y 1834, se desvian del voto nacional, solemnemente expresado por el Congreso de que emana la legítimidad de los actos de nuestra administracion. Destruyase la oposicion nacional al congreso de Pedraza, y su movimiento es justo; y no puede serlo sino porque la nacion tenia razon para sublevarse; y no debia tenerla si nuestro gobierno no la oprimia tiránicamente; y no oprimiamos tiránicamente la nacion, si los mas de nuestros actos no eran despóticos é inconstitucionales. Véase que torbellino de consecuencias no resulta de la docilidad, por no decir humillacion, de mis colegas.

Asi pues, por la dignidad de las leyes, por el decoro de los poderes, por mi honor, y mas que todo, por el bien de la patria, PROTESTO desde ahora y siempre PROTESTARÉ contra la autorizacion que ha prestado el gobierno á procedimientos tan contrarios á la Constitucion, á las leyes y á la equidad, — contra las actuaciones de los ministros de la Corte suprema de justicia, — y contra la sumision voluntaria ó forzada de los tres ex-ministros, puesto que el honor, cuando no el interés de la República, hace inseparable nuestra causa.

Si los señores Mangino, presentándose á una cámara intrusa, y Alaman y Espinosa despues, sometiéndose á un juicio ilegal y reconociendo los actos de una asamblea ilegítima, han pensado de diferente modo, mi conciencia no me permite seguir su egemplo: no porque yo pretenda condenarlo; sino porque en materias de esa cuantía no deben prohijarse resoluciones que pongan al hombre en guerra consigo mismo. Mi convencimiento se funda en nuestra Constitucion y en nuestras leyes: prescindir de mi profesion de fé, seria apostatar de un culto á

que he consagrado mi vida entera, desde que recibí el bautismo de la libertad, y hacer culpable la conducta que acusan mis enemigos, y que es el resultado de ese convencimiento. Si está predestinado mi nombre para ocupar un vacío en el martirologio de las revoluciones, el último instante de mi existencia me hallará impávido é inflexible. No, yo no cederé jamás al temor; yo no me dejaré alucinar ni por promesas interesadas ni por mentidos halagos. Nunca, nunca dejará Facio de ser un ciudadano íntegro, defensor impérterrito de los derechos de la República, y sostenedor de los fueros y prerogativas que la Constitucion y las leyes han acordado, ó en adelante legítimamente acordaren á sus valientes hijos.

Paris á 31 de Agosto de 1835.

José Antonio FACIO.

A LA CAMARA DE DIPUTADOS

DEL CONGRESO GENERAL.

A LA CAMARA DE DIPUTADOS

DEL CONGRESO GENERAL.

Un ciudadano herido en el honor por una asamblea que se ha llamado *Cámara de Diputados*, y víctima hace tres años de un encono implacable, osa levantar su voz hasta los Representantes del Pueblo Mejicano, para demandar justicia. El exponente confia en la rectitud del Congreso y en la bondad de su propia causa, y espera obtener amplia reparacion, por no importar menos al decoro de la República borrar la mancha que en su nombre ha echado esa faccion, que en el espacio de diez años ha conculcado todos los derechos públicos é individuales, que importa á su justificacion personal merecer el amparo del único poder, á quien toca reparar los atentados cometidos á nombre de la nacion.

Inútil fuera trazar la historia de los acontecimientos

que llevaron al exponente á uno de los ministerios de la administracion del vice-presidente don Anastasio Bustamante, y repetir al Congreso, lo que á toda la República dice en su Memoria á los Mejicanos. Los ciudadanos Diputados y Senadores no han olvidado sin duda un periodo tan reciente, y mas cuando muchos de los que forman el Congreso actual, formaron el de la época de su ministerio.

Tampoco se atrevera el exponente á deslindar las obligaciones que el estado actual de los negocios imponga á la representacion nacional. Nadie conoce mejor que los ciudadanos de ambas Cámaras el vacío que ha dejado en la serie de los congresos el período que llenaron dos Cámaras, nombradas fuera de los límites de la Constitucion y contra lo que la misma Constitucion ordena; nadie sabe como los miembros de la representacion nacional, cuanto cumpla á su seguridad é independencia declarar de una vez y con la solemnidad de tan augusto cuerpo: que el poder egecutivo, al anular los actos del Congreso de 1833 y 1834, no le ha usurpado sus prerogativas, sino que ha anulado los efectos mas importantes de un principio nulo en su órigen é ilegítimo en su aplicacion; nadie en fin puede entender con mayor claridad lo que importa señalar un lindero, que divida el periodo de la revolucion del tiempo de la Constitucion y de las leyes.

Solamente, puesto que el gobierno ha invalidado

la mayor parte de los actos del Congreso de 1833 y 1834, se cree el exponente con derecho para pedir al poder legislativo la derogacion del acto que mas perjuicios acarrea, no ya á los intereses de un individuo sino á los de la nacion entera.

Asi que, por cuanto no solo es ilegítima la cámara de diputados que declaró haber lúgar á la formacion de causa contra los ministros del vice-presidente don Anastasio Bustamante, mas ilegales y anti-constitucionales todas las actuaciones del proceso intentado contra ellos, por haberse constituido la seccion del gran Jurado en parte acusadora; por haber admitido denuncias que la Cámara no habia aprobado ni oido; por haber omitido la evacuacion de citas de los testigos en descargo; por la impresion del proceso con el fin de predisponer la opinion pública contra los presuntos reos, y por otras muchas y graves nulidades — pide al Congreso el exponente: Que la declaracion de haber lugar á la formacion de causa contra los ministros del vice-presidente don Anastasio Bustamante sea declarada nula y de ningun valor, sin que perjuicio se le siga de la aquiescencia voluntaria de sus demas compañeros; — Que sea declarada ilegal y arbitraria la exclusion del exponente de la lista de los generales de la República; — Que le sean resarcidas sus pérdidas, como injustamente ocasionadas; — y Que se escuche de nuevo cualquiera acusacion ó denuncia que plantearse quiera contra el exponente,

á la que, legalmente intentada, y seguida segun los trámites señalados por la Constitucion, está el que subscribe pronto á responder, y dar los descargos que la denuncia exijiere.

Ya es tiempo de que la representacion nacional repare tantos males con una resolucion de brillante justicia. La tiranía del bando usurpador ha perseguido al exponente hasta forzarlo á salir de la República, y á permanecer en un pais extrangero, para evitar que con los suyos sean hollados los derechos de otros buenos ciudadanos, que entonces estuvieron y estarán siempre dipuestos como el exponente á defender la libertad de la patria, sostener el imperio de las leyes, y derramar toda su sangre por la gloria y prosperidad de la Nacion Mejicana.

Paris 31 de agosto de 1835.

José Antonio FACIO.

INDICE.

Pág.

INTRODUCCION. 5

Estado de la República cuando empezó nuestra administracion. 15

Orígen del Proceso. 18

Disposiciones de la Cámara intrusa. 19

Táctica de los acusadores. 21

ANALISIS DEL PROCESO.

Vicios de su formacion. — Infracciones del reglamento interior. — Impericia. — Parcialidad. — Falsificaciones del gran Jurado intruso. 25

CARGO PRIMERO.

Aprension de Guerrero. — Revuelta del Sur. 29

Plan del gobierno. — Oferta de Picaluga. 32

Contrato con Picaluga. 33

SEGUNDA PARTE DEL PRIMER CARGO. 88

SEGUNDO CARGO.

Por la concesion de empleos que se hizo en recompensa del celo con que se ejecutaban todas las órdenes sanguinarias del ministerio. 97

Conducta de los revolucionarios anterior á nuestra administracion. — Pronunciamento, etc. 103

TERCER CARGO.

Por la proteccion que dispensó á los facciosos de Iucatan al tiempo que hacia la guerra á muerte á los federalistas. 119

CUARTO CARGO.

Pág.

Por el favor que acordó á los actos del general Inclan en Jalisco, sosteniendo que no habia tribunal competente para juzgarlo. 134

SUPERFICIALIDAD DE ESTE CARGO.

QUINTO CARGO.

Por las infracciones que cometió de las leyes de expulsion de Españoles, permitiendo la introduccion de muchos. 147

SEXTO CARGO.

Por los ataques dados á la representacion nacional en la persona del señor Quintana Roo, sujetándolo á un juez ordinario por sus opiniones como diputado. 149

SÉPTIMO CARGO.

Por haber defraudado el tesoro público, usando de él para pagar traiciones. 154

RESUMEN.

Vicios de los cargos precedentes. — Defectos del Dictámen de la Seccion del pretendido gran Jurado. — Su redaccion. — Su ligereza. — Sus calumnias. 156

GALERIA.

DE LOS ACUSADORES DE LA ADMINISTRACION DEL VICE-PRESIDENTE DON ANASTASIO BUSTAMANTE.

EL GENERAL ALVAREZ. 165

EL INTRUSO DIPUTADO BARRAGAN. 168

EL GENERAL DON ANTONIO MEJIA. *ib.*

EL GENERAL DON IGNACIO INCLAN. 173

EL GENERAL DON IGNACIO BASADRE. 175

YO MISMO. 195

NOTAS. 213

APÉNDICE. 1

A LA CAMARA DE DIPUTADOS DEL CONGRESO GENERAL. 1

FIN DEL INDICE.

ERRATAS NOTABLES DE LA MEMORIA.

Pág.	línea	dice	léase
6	4	demi	de mi
7	17	insuportable	insoportable
8	9	instruso	intruso
48	2	espresas	espesas
Ibid.	21	de	del
53	11	transluce	trasluce
73	24	consnidera	considera
74	6	que todo los pode-mos	que todo lo podemos
89	20	En los movimientos	En los momentos
90	13	tdoo	todo
92	21	señor de Bustamante	señor Bustamante
94	18 y 19	hom-bres	hom-bros
95	última	tivo s que lo autori-zarin á revelar, sin que se les	tivos que lo autorizarian á revelar, sin que se le
102	15 y 16	inconcusso	inconcuso
103	3	*patriotas, distinguí-dos*	*patriotas distinguidos*
135	3	respectado	respetado
149	16	*ataques dados á le*	*ataques dados á la*
170	16	á semejante asercion	semejante asercion
Ibid.	17	prímera	primera
174	13 y 14	Frarías	Farías
178	14 y 15	par-ído	par-tido
179	21	haber Basadre	haber Basadres
200	13	por que	porque

THE BORROWER WILL BE CHARGED THE COST OF OVERDUE NOTIFICATION IF THIS BOOK IS NOT RETURNED TO THE LIBRARY ON OR BEFORE THE LAST DATE STAMPED BELOW.

NOV 22 1980 1LL
RB 78 OCT 2 1980
278